

**Projet Recherche Action dans l'Ouest  
Guyanais  
Juillet 1999 - Août 2001**

**RAPPORT D'EXECUTION DU PROJET**

Alain Louis ANGE

**CIRAD / TERA  
Programme Tropiques Humides  
et Insulaires**

## SOMMAIRE

1.	Objectifs, moyens du projet de Recherche et tutelle publique .....	1
1.1.	Objectifs du projet .....	1
1.2.	Financement du projet .....	2
1.3.	Moyens mobilisés par l'opérateur du projet .....	3
1.3.1.	Formulation du projet .....	3
1.3.2.	Chefs de projet .....	3
1.3.3.	Chercheurs .....	3
1.3.4.	Volontaires de l'Aide Technique .....	3
1.3.5.	Missions d'Appui Technique .....	4
1.4.	Comité de pilotage du projet .....	4
2.	Méthodes du projet de Recherche Action .....	5
2.1.	Une recherche participative des innovations .....	5
2.2.	Le transfert de technologies .....	5
2.3.	Le partage des risques créés par l'expérience .....	6
2.4.	L'expérimentation sur les organisations locales des ruraux .....	8
3.	Contexte et mise en œuvre du projet .....	10
3.1.	Personnels du projet et contrats de mise en œuvre .....	10
3.1.1.	Personnel Technicien recruté par le projet .....	10
3.1.2.	Contrats de prestation de service passés par le projet .....	10
3.1.3.	Contrat de coopération avec le projet .....	11
3.2.	Equipements, locaux et conditions de mise en œuvre .....	12
3.2.1.	Locaux du projet : difficultés de mise en œuvre des activités de recherche participative en l'absence de locaux locatifs et de droits foncières des partenaires .....	12
3.2.2.	Équipement : acquisition, location, prestations par des entrepreneurs, transferts par rémunération des services rendus .....	13
3.2.3.	La mécanisation de la production agricole et de la transformation des produits : rôle et limites de la coopération internationale, utilité de programmes complémentaires ciblés .....	15
3.2.4.	Problèmes spécifiques posés par l'insécurité dans l'Ouest .....	16
3.3.	Les sites de l'action et les agriculteurs partenaires de la recherche participative .....	16
3.3.1.	Les sites contractuels, objectifs et contraintes du choix .....	16
3.3.2.	PROSPERITE, communauté amérindienne .....	17
3.3.3.	CHARVEIN, hameau des Personnes Provisoirement Déplacées du Surinam .....	18
3.3.4.	CD8- RIZERIE, communauté de migrants haïtiens .....	21
3.3.5.	BASSIN MINE d'OR, aire d'installation de PPDS et de migrants du Guyana et d'Europe .....	23
3.3.6.	SAUT SABBAT, recyclage des ouvriers d'une scierie dans l'agriculture .....	24
3.3.7.	Sites abandonnés .....	26
4.	Résultats scientifiques et techniques du projet et investissements correspondants .....	27
4.1.	1 <sup>er</sup> produit : la connaissance des conditions et des stratégies économiques des ruraux .....	27
4.1.1.	Délimitation de l'objectif du projet et description sommaire des méthodes pour la connaissance des conditions et des stratégies économiques des ruraux .....	27
4.1.2.	Les conditions économiques et sociales des ruraux tirant parti d'abattis sur les sites du projet. ....	27
4.1.2.1.	PROSPERITE .....	27
4.1.2.1.1.	Accès au droit des habitants du village .....	27
4.1.2.1.2.	L'activité agricole, la génération de revenus par l'agriculture .....	28
4.1.2.1.3.	La diversification des revenus : cueillette et artisanat .....	29

4.1.2.1.4. La pauvreté frappe la majorité des familles .....	29
4.1.2.2.CHARVEIN .....	30
4.1.2.2.1. L'accès au droit dans le village .....	30
4.1.2.2.2. L'expansion démographique et la stratégie des adultes .....	35
4.1.2.2.3. L'accès au revenus et la structure des dépenses.....	36
4.1.2.2.4. La pauvreté frappe la majorité des familles, les migrants clandestins sont dans une extrême pauvreté .....	37
4.1.2.2.5. L'activité agricole : pratiques, résultats et objectifs d'évolution des exploitations .....	38
4.1.2.2.6. Les activités de cueillette : l'apparition de la rareté.....	40
4.1.2.2.7. La pluri- activité du groupe familial, source de capitalisation pour les exploitations agricoles.....	41
4.1.2.2.8. L'émergence d'associations pour la production agricole.....	42
4.1.2.3.BASSIN MINE d'OR et APB Sables Blancs.....	42
4.1.2.3.1. L'accès au droit pour les populations.....	42
4.1.2.3.2. Les transferts sociaux, le seuil entre grande et extrême pauvreté .....	44
4.1.2.3.3. Les activités extra agricoles : le poids de l'isolement .....	45
4.1.2.3.4. Une agriculture de survie aux médiocres résultats.....	45
4.1.2.3.5. L'individualisme et les conflits, limites au progrès économique.....	46
4.1.2.4.CD8- RIZERIE.....	46
4.1.2.4.1. L'accès au droit pour les populations.....	46
4.1.2.4.2. Les Haïtiens : illégalité, agriculture et revenus .....	46
4.1.2.4.3. Les PPDS : les transferts sociaux et la capitalisation dans l'agriculture ..	46
4.1.2.4.4. Les Créoles Guyanais : Fonctionnaires, retraités et agriculteurs .....	47
4.1.2.4.5. Une vie sociale organisée autour des ethnies, impasse à la modernisation de l'agriculture .....	48
4.1.2.5.SAUT SABBAT .....	48
4.1.2.5.1. L'effondrement d'une entreprise et le droit des employés.....	48
4.1.2.5.2. La difficile reconversion dans l'agriculture .....	48
4.1.2.5.3. La difficile entente entre les ethnies et les statuts .....	48
4.1.2.6.Nécessité d'une capitalisation par l'aide publique à l'agriculture dans des exploitations reconnues. Les atouts de la voie associative.....	48
4.1.3. Les conditions du marché pour les produits des abattis dans l'Ouest.....	49
4.1.4. Contraintes et potentiels du milieu physique pour les systèmes de production agricoles sur abattis .....	50
4.2. 2 <sup>ème</sup> produit : la création de modèles et de représentations pour la prise de décisions dans l'exploitation .....	51
4.3. 3 <sup>ème</sup> produit : l'identification de matériel biologique performant et d'innovations techniques dans les ateliers de production .....	52
4.4. 4 <sup>ème</sup> produit : l'identification des fonctions d'appui à la production agricole.....	54
4.5. 5 <sup>ème</sup> produit : la création de modèles et de représentations pour la prise de décision par les décideurs du développement régional.....	55
4.6. Liste des documents publiés par le projet .....	56
4.7. La cession des investissements aux agriculteurs partenaires .....	57
5. Conclusion.....	58
6. Propositions pour une deuxième phase du programme de Recherche Action .....	59

## RESUME

Le projet de recherche action dans l'Ouest Guyane, en lien étroit avec les services de la Préfecture de Guyane et les représentants des communautés territoriales de l'Ouest Guyane, a permis d'acquérir de nombreuses références et d'élargir les connaissances sur les stratégies des agriculteurs et le fonctionnement des exploitations agricoles familiales de la région. Ces informations, destinées aux décideurs du développement économique, doivent contribuer à une reconnaissance et une meilleure insertion socio économique des ruraux qui mettent en valeur des abattis dans la région.

Le projet est intervenu majoritairement sur cinq sites englobant une grande diversité des situations rencontrées dans la zone : village de Prospérité (communauté amérindienne), village de Charvein (communauté de PPDS), CD8 (communauté de migrants Haïtiens), Bassin Mine d'Or (aire d'installation de PPDS et de migrants) et Saut Sabbat (communauté de forestiers reconvertis à l'agriculture). Les principaux résultats obtenus concernent :

- Une contribution à la connaissance des conditions de la production agricole et de la gestion des ressources naturelles par les ruraux, à la connaissance des conditions sociales, techniques et économiques des familles rurales ainsi qu'à l'analyse des stratégies sociales et économiques de ces familles rurales de l'Ouest Guyane.
- Une meilleure connaissance sur la commercialisation et la valorisation des produits ainsi que sur la marge de manœuvre de agriculteurs
- La création de modèles et de représentations à l'intention des agriculteurs pour la prise de décision dans l'exploitation.
- l'identification de matériel biologique performant et d'innovations techniques dans les ateliers de production, notamment pour la transformation des produits à la ferme.
- L'identification des fonctions d'appui à la production agricole
- La création de modèles et de représentations pour la prise de décision par les décideurs du développement régional, notamment en ce qui concerne l'aménagement du territoire

### Mots clé :

Guyane, Ouest Guyane, agriculture familiale, développement régional, recherche participative, recherche action, innovations, stratégies des acteurs, savoirs faire locaux, organisations locales, aide à la décision.



# 1. Objectifs, moyens du projet de Recherche et tutelle publique

## 1.1. Objectifs du projet

**Le projet Recherche Action est un projet de Recherche Appliquée** dont l'objectif est de contribuer, par la création d'informations pour les décideurs, à l'insertion économique et sociale **des ruraux qui mettent en valeur des abattis dans l'Ouest Guyanais.**

Le projet a ainsi pour objectif d'acquérir en vraie grandeur les références agronomiques, techniques, économiques et sociales pour la mise en œuvre d'un Projet de Développement Rural de l'Ouest Guyanais qui traite de l'ensemble des aspects du développement économique et social des ruraux qui mettent en valeur des abattis dans cette région. Il dépasse ainsi le domaine de la production agricole et prend en considération les problématiques de conservation des ressources naturelles et de l'environnement en zone rurale, les problématiques d'insertion sociale et de génération de revenu des ruraux, les problèmes relatifs à l'investissement public pour le développement d'activités économiques en zone rurale. Il s'intéresse à l'émergence de réseaux d'opérateurs pour les services aux ruraux, pour la production agricole, pour la transformation et la commercialisation des produits. Bien que le projet s'intéresse en priorité aux produits vivriers qui sont de la première importance pour les familles rurales, il n'ignore pas l'importance des produits de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la foresterie dans l'activité économique de production, de transformation et de commercialisation des ruraux et l'importance de la pluri-activité dans la génération des revenus des familles et leur capacité d'investissement pour améliorer leurs activités économiques.

L'Ouest Guyanais est une région dont les problématiques sociales sont particulièrement complexes, du fait de la superposition de vagues de migrations de populations de cultures différentes à un tissu lâche de peuplement plus ancien, et de la gravité des problèmes d'exclusion qui frappent de nombreuses familles. Le projet a pour objectif d'opérer, avec la participation de ces différentes communautés, à l'identification et au test d'innovations concernant les techniques et les modes d'organisation qui servent leurs objectifs de génération de revenu et d'insertion économique et sociale. **Le projet s'appuie donc étroitement sur les instructions de la Préfecture de Guyane et des représentants des Communautés Territoriales de l'Ouest Guyanais pour établir les coopérations nécessaires avec les ruraux et pour déterminer les domaines techniques d'intervention.**

La production agricole des exploitations sur abattis est un des thèmes importants du programme de recherche appliquée. Cette production sert d'abord l'autoconsommation, mais les surplus sont commercialisés. Les familles rurales qui mettent en valeur les abattis n'ont pas de droit foncier, ne sont pas inscrites au fichier des exploitations agricoles, n'ont pas l'autorisation de commercialiser leurs produits. Une proportion importante de ces familles est en situation précaire au niveau du droit, une partie seulement des membres de ces familles possédant les documents nécessaires à un séjour prolongé dans le Département. Or, les exploitations sur abattis forment l'immense majorité des familles rurales dans l'Ouest Guyanais. La population cible du projet opère donc dans des circuits économiques informels, illégaux et est victime de procédés d'échanges inégaux que la loi interdit. **Les institutions de l'agriculture sont les partenaires du projet pour les aspects du programme liés à la production agricole.** La cible sociale même du projet

rend malaisée l'intervention de ces institutions dans le domaine d'action du projet, ces institutions ayant des difficultés à mobiliser leurs ressources pour des populations qui n'ont pas pleinement accès au droit. Aussi, un des objectifs du projet est d'éclairer les décideurs sur les contradictions de cette situation.

Le projet est prévu pour deux ans, ce qui est très court par rapport à la complexité des problèmes à traiter. L'objectif du projet est donc de dégrossir les problématiques, de dégager des axes de travail, d'amorcer une coopération avec les ruraux pour générer des innovations adaptées à leurs besoins. Il n'est pas possible dans un délai si court de valider des innovations, même si le projet met l'accent sur le transfert de technologies plutôt que sur la création d'innovations.

Le projet est organisé autour de **dix thèmes de travail** qui n'ont pas la même importance vis à vis de l'allocation des moyens et des résultats attendus. Dans l'ordre de priorité décroissant, ces thèmes sont les suivants :

- Analyse du milieu physique : contraintes et potentiels pour les exploitations
- Typologie des familles rurales et des modes d'exploitation sur abattis
- Systèmes expérimentaux de production végétale sur abattis
- Systèmes expérimentaux de production animale de type fermier
- Systèmes expérimentaux de mise en valeur des ressources naturelles
- Diagnostic et expérimentation sur les petites organisations locales des ruraux
- Analyse des fonctions services et marchés
- Caractérisation de l'évolution des paysages ruraux
- Appui au montage des SIG locaux pour l'appui à la planification locale
- Contribution à la planification locale du développement rural

## **1.2. Financement du projet**

Le projet Recherche Action dans l'Ouest Guyanais est financé à hauteur de 6.690.000 F.

- |   |             |     |
|---|-------------|-----|
| • Par le FEOGA, sur le programme REGIS II 95-99 | 3.345.000 F | 50% |
| • Par le CNES                                   | 1.655.000 F | 25% |
| • Par le CIRAD                                  | 1.690.000 F | 25% |

La contribution du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) et du Centre International de Recherches Agronomiques pour le Développement (CIRAD) sont les participations nationales adossées à la demande de subvention accordée au CIRAD par le FEOGA.

L'ensemble des moyens financiers mobilisés relève des conditions d'éligibilité des crédits FEOGA, le bénéficiaire de la subvention assurant les risques d'inéligibilité des dépenses engagées. La nature même de la cible sociale du projet, qui se trouve en grande partie en dehors du cadre légal normal des populations rurales, a rendu difficile l'interprétation de l'éligibilité des dépenses parce que l'essentiel des activités économiques qui sont l'objet du projet s'élabore dans le domaine informel. L'exécution du budget a été suivie et approuvée de façon rapprochée par la Sous-Préfecture de Saint LAURENT du MARONI et par la Direction de l'Agriculture et de la Forêt, service instructeur du projet.

### **1.3. Moyens mobilisés par l'opérateur du projet**

Le CIRAD est le maître d'œuvre du projet. Il en a confié la réalisation au Département TERA (Territoires, Ressources, Acteurs). Ce département a confié d'abord au programme Espaces et Ressources puis au programme Tropiques Humides et insulaires la mise en œuvre technique de ce projet. Le Département a mis à disposition du projet des personnels de recherche :

#### **1.3.1. Formulation du projet**

Le projet a été formulé sur fonds propres du CIRAD grâce à des missions de Alain Louis ANGE, chef du programme Espaces et Ressources du Département TERA, en appui à Michel TREBEL, Délégué du CIRAD en GUYANE, et à Luc RODRIGUEZ, Directeur Adjoint de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane.

#### **1.3.2. Chefs de projet**

Le Département TERA, pour s'adapter à l'évolution rapide des conditions de mise en œuvre du projet sur le terrain a nommé successivement trois chefs de projet. Du fait de courtes périodes de latence entre le départ d'un chef de projet et l'arrivée de son successeur, la durée du projet a été prolongée d'un mois par rapport au terme initialement prévu au 31 Juillet 2001.

- Roger BERTRAND : 1<sup>er</sup> Août 1999 au 31 Décembre 1999
- Jean- Paul DANFLOUS : 1<sup>er</sup> Janvier 2000 au 1<sup>er</sup> Août 2000
- Alain Louis ANGE : 1<sup>er</sup> Août 2000 au 31 Août 2001

Après la fin du projet, et sur la base de l'accord donné le 25/7/2002 à une demande de subvention pour une deuxième phase du projet de Recherche Action par la Pré-Commission de Programmation, le CIRAD a maintenu Alain ANGE en position de Chef de Projet sur préfinancement du 25 Septembre jusqu'au 31 Novembre 2001 afin de traiter les récoltes de la campagne 2001, de maintenir les élevages et de préparer le nouveau projet. Cette transition a été conclue faute d'une signature de la convention.

#### **1.3.3. Chercheurs**

Le CIRAD/TERA a placé et financé sur le projet deux chercheurs juniors, qui ont bénéficié d'un contrat au terme de leur service militaire en coopération dans le cadre du projet. Le contrat de l'un d'eux a été prolongé d'un mois pendant la phase de transition avant le second Projet Recherche Action attendu au 4<sup>ème</sup> trimestre 2001 :

- Samuel ASSEMAT : 1<sup>er</sup> Avril 2000 au 31 Juillet 2001
- Cédric ELLUARD : du 1<sup>er</sup> Avril au 31 Août 2001

Le Département TERA a maintenu en Guyane Cédric ELLUARD : du 1<sup>er</sup> au 30 Septembre 2001 pour assurer une veille sur le projet avant le retour d'Alain ANGE pour une période de transition avant la signature de la deuxième phase du projet.

#### **1.3.4. Volontaires de l'Aide Technique**

Le CIRAD/TERA a placé et financé sur le Projet, avec l'appui de la Préfecture de Guyane et du Service des Volontaires de l'Aide Technique des Armées, deux volontaires :

- Samuel ASSEMAT : du 1<sup>er</sup> Juillet 1999 au 31 Mars 2000



- Cédric ELLUARD : du 1<sup>er</sup> Décembre au 31 Mars 2001

### **1.3.5. Missions d'Appui Technique**

Le CIRAD/TERA a organisé avec le financement du projet cinq missions d'appui technique au projet, dont quatre ont donné lieu à un rapport technique de mission, la cinquième étant un appui au montage de machines pour transformer du manioc :

- Michel PESLAY : sociologie et droit foncier
- Denis SAUTIER : commercialisation des produits agricoles
- Pascal MARNOTTE : contrôle des mauvaises herbes
- Michel RIVIER : Technologie Alimentaire, montage de machines
- Thierry LESCOT : Bananes

Le projet a bénéficié en Octobre 2001 de la mission de Thierry BASTIANELLI, et Alain LEMASSON du Département EMVT du CIRAD et de François LECOMTE sur financement ODEADOM pour les systèmes d'élevage en Guyane.

Le projet a été revu et évalué à titre interne, sur financement du CIRAD :

- Après quelques mois d'activités par une mission de Jean PICHOT. Directeur du Département CIRAD/TERA
- A mi-parcours par une mission d'Alain DUCREUX, chef du programme Tropiques Humides et Insulaires du Département CIRAD/TERA et supérieur hiérarchique direct des personnels de recherche affectés au projet
- En fin de projet par une mission de Roland GUIZ, Directeur du Département CIRAD/TERA
- Pour la préparation de la Convention de la 2<sup>ème</sup> phase du projet par Vincent DOLLE, Secrétaire Général du CIRAD

### **1.4. Comité de pilotage du projet**

Les activités du projet sont supervisées par un Comité de Pilotage qui supervise le partenariat avec les institutions, les organisations locales et les agriculteurs, examine et approuve l'exécution budgétaire. La DAF assure le secrétariat de ce Comité. Le CIRAD a préparé la documentation nécessaire aux réunions et les visites de terrain de ce Comité de Pilotage.

Le Comité de Pilotage est placé sous la présidence commune

- Du Sous Préfet de Saint Laurent du Maroni
- Du Président de la Communauté des Communes de l'Ouest Guyanais

Il mobilise à l'invitation des Présidents des représentants du Conseil Régional et du Conseil Général de Guyane, les institutions et organisations de l'Agriculture, les Services publics concernés par le projet (EPAG, DIREN, ONF,...) et des personnes ressource des associations, des organisations, des institutions du Département.

Le Comité de Pilotage s'est réuni X fois pendant la durée du projet, et ses conclusions sont recueillies dans des procès verbaux préparés par la Direction de l'Agriculture et de la Forêt. Ce Comité a été mandaté par ses présidents pour préparer les documents pour la deuxième phase du projet Recherche Action. Le CIRAD a communiqué ces documents lors des deux dernières sessions du Comité.



## 2. Méthodes du projet de Recherche Action

### 2.1. Une recherche participative des innovations

La Recherche Action consiste à identifier et à mettre en œuvre **avec les agriculteurs et dans leurs exploitations des systèmes d'innovations** qui permettent des changements significatifs des produits, des modes de production, des investissements en capital et en travail dans la production. On s'intéresse à des ensembles cohérents d'innovations plutôt qu'à des innovations isolées, car pour qu'il y ait un changement des modes de production il faut en général agir sur plusieurs facteurs et sur plusieurs conditions qui limitent la productivité du chantier de production ou de l'exploitation. Il ne suffit pas de définir avec les agriculteurs des systèmes cohérents et novateurs de production qui améliorent la productivité de leur travail et leurs revenus. Il faut également définir avec eux la trajectoire qui permet de faire évoluer leur exploitation pour adopter ces systèmes novateurs. Cette trajectoire de progrès repose sur l'investissement : en savoir, en travail, en capital, en accès à des ressources.

Chaque famille rurale a une stratégie de génération de revenus. Toutes les familles rurales qui mettent en valeur un abattis dans l'Ouest de la Guyane tirent leurs revenus de plusieurs activités ; la production agricole n'est que l'une de ces activités, parfois dominante, parfois marginale. Il y a de fortes interactions entre les diverses activités du groupe familial, pour la mobilisation du travail, pour la mobilisation des investissements et de la trésorerie. Le chef de famille et les membres actifs du groupe familial ont des stratégies pour créer des revenus, accéder à des ressources, investir, prendre position dans le groupe familial et plus largement dans la collectivité locale. **Les systèmes innovants ne peuvent être adoptés que s'ils répondent à des aspirations, s'ils s'intègrent dans la mise en œuvre d'une stratégie par les actifs du groupe familial et s'ils n'augmentent pas au delà de ce qui est acceptable les tensions entre les membres du groupe familial ou de la communauté locale.** En travaillant avec les agriculteurs, au sein de leurs exploitations, il est possible d'identifier le niveau d'investissement qui est acceptable pour les différentes catégories d'exploitations, et les conditions internes et externes qui favorisent ou s'opposent à cet investissement.

Les agriculteurs innoveront par eux mêmes ou reproduisent les innovations générées par leur groupe culturel ou acquises grâce aux systèmes informels de diffusion de l'information. La Recherche participative n'est pas limitée à **l'apport de savoir faire et de technologies exogènes**. Elle tente de comprendre la rationalité et l'efficacité des pratiques de production des différents groupes sociaux, afin de faire partager les meilleures pratiques au plus grand nombre. Elle est ainsi **un révélateur du savoir faire et des technologies endogènes**.

### 2.2. Le transfert de technologies

Le travail de recherche de l'innovation en participation directe avec les agriculteurs dans leur contexte de production et dans le fil de leur stratégie de progression de leur statut, de leur accès aux ressources et de leurs revenus ne suffit pas à l'émergence d'innovations. Nul ne peut désirer adopter un mode de production, un type de production ou un mode de prise de décision qu'il ne connaît pas. Le milieu rural composé d'agriculteurs aux faibles revenus et aux techniques de production rudimentaires, privé de tout système d'assurance et souvent placé dans des conditions proches de la survie, est traditionnellement rétif à l'adoption d'innovations parce qu'il ne peut assumer les risques d'échec liés aux innovations.

Le projet de Recherche Action associe à la recherche de l'innovation en participation avec les populations cibles des démonstrations de technologies utilisées dans des contextes naturels, économiques et sociaux présentant des analogies avec le contexte de l'Ouest Guyanais.

L'exercice de transfert de technologie est réalisé dans un esprit de recherche participative. Les concepts de la technologie allochtone sont confrontés à l'analyse des conditions locales pour subir une première adaptation à ces conditions. L'objet de la démonstration et ses caractéristiques sont ensuite discutés avec les agriculteurs, afin d'identifier des volontaires, d'adapter la démonstration à la stratégie de production et aux conditions de production des volontaires, d'établir le cahier des charges des responsabilités du programme de recherche et de l'agriculteur volontaire dans la gestion de la démonstration, de définir les modes d'accès aux investissements réalisés en fin d'expérience, les dédommagements pour les effets induits de la démonstration. Le protocole de la démonstration est ouvert, afin que cet exercice soit l'occasion d'un dialogue technique avec l'agriculteur et si possible avec sa communauté.

Les technologies ainsi démontrées ne sont pas toujours celles qui seront adoptées par les agriculteurs. Cependant, ces démonstrations permettent de stimuler les aspirations au changement des agriculteurs, elles ouvrent de nouveaux champs d'action pour la recherche participative par l'exemple. Il n'est pas possible d'appréhender l'effet d'un facteur sur l'élaboration d'une production, sur l'état d'une ressource naturelle si on ne le fait pas varier. La démonstration crée une variation qui sort du champ ordinaire des variations observables sur le terrain d'un projet ; elle fait donc partie du protocole scientifique d'expérimentation.

### ***2.3. Le partage des risques créés par l'expérience***

L'expérimentation conduite avec les agriculteurs et chez eux comporte des risques. Les partenaires engagent du travail et allouent des ressources dans l'expérimentation (la terre qu'ils ont défriché, des semences ou des plants, des animaux, des ressources fourragères qu'ils engagent dans l'expérimentation, etc.). Ils auraient pu les engager dans d'autres activités que celles de l'expérimentation. Il n'est pas certain que l'expérimentation apportera une juste rémunération des investissements consentis par l'agriculteur, ce qui présente pour lui un risque très important. L'expérimentation provoque des transformations des conditions de production dont la durée dépasse la seule période d'expérimentation : une plantation mal initiée n'apportera jamais les résultats d'une plantation installée à l'optimum, un mauvais choix d'animaux engage l'agriculteur sur la durée de leur carrière. La construction de bâtiments ou d'installations pour l'expérimentation modifie durablement le cadre de vie et les conditions de production. L'expérimentation génère des produits que l'agriculteur peut avoir des difficultés à consommer ou à commercialiser.

Le projet applique face à ce problème de la gestion des risques des principes simples qui sont mis en transparence dès le début de la coopération avec l'agriculteur et répétés à toute occasion. L'agriculteur est un partenaire et non un prestataire de service du projet dont le travail serait rémunéré. Les objectifs et le plan d'action de l'expérimentation sont discutés et agréés d'accord partie, y compris une éventuelle expansion du système de culture ou du système d'élevage. Le schéma d'intervention est régulièrement actualisé par des discussions formelles. L'agriculteur apporte ses terres qu'il prépare de façon traditionnelle pour les rendre disponibles pour l'expérimentation. Il apporte le travail qu'il engagerait sans le projet dans la gestion du système de culture ou du système d'élevage. Le projet rémunère le travail exigé pour les travaux spécifiques à l'expérimentation et qui sont exogènes aux pratiques



traditionnelles. L'agriculteur choisit les sites pour la réalisation d'infrastructures dans le cadre de l'expérimentation qui a été décidée d'accord partie. Il les construit avec l'aide du projet.

Le projet prend en charge les matériaux, les outils, les espèces cultivées et les animaux introduits par l'expérimentation, les intrants nécessaires à la conduite de l'expérimentation et dont l'usage est décrit dans le protocole agréé. Il rémunère les opérateurs qui façonnent, transportent, entretiennent et installent les structures expérimentales et les facteurs nécessaires à la conduite de l'expérimentation. Les amendements nécessaires au protocole en cours d'expérimentation sont négociés et procèdent du même partage des responsabilités. Le projet ne subventionne pas la production ; il paye pour l'obtention des données et la construction des modèles qu'il a mandat de rendre explicites aux décideurs du développement rural et aux organisations locales d'agriculteurs.

L'agriculteur partenaire de chaque expérimentation est propriétaire des infrastructures et des installations qu'il a construit chez lui avec l'aide du projet, pour satisfaire ses objectifs de production et de génération de revenu. Il a l'usufruit de la production générée par l'expérimentation sur son exploitation et grâce à son travail. Le projet aide l'agriculteur à commercialiser les produits générés par l'expérimentation qui sortent du cadre habituel de ses productions. Une partie des produits ainsi générée peut d'ailleurs être utilisée pour d'autres expérimentations (plants, semences, fourrages, produits pour la transformation...) et est alors acquise par le projet à titre d'intrants. En fin d'expérimentation, le projet peut proposer au Comité de Pilotage la cession à l'agriculteur d'outils ou de machines engagées dans l'expérimentation, afin de rémunérer les services rendus et de faciliter la continuité du chantier de production initié par l'expérimentation.

L'usufruit du produit de l'expérimentation et la propriété des installations planifiées avec l'agriculteur et réalisées par son travail, avec l'aide d'artisans pris en charge par le projet rémunèrent normalement le travail investi par l'agriculteur lorsque les niveaux de production obtenus sont conformes aux niveaux habituellement obtenus dans l'agriculture sur abattis. Le surplus de production éventuellement généré par les innovations testées est une gratification donnée à l'expérimentateur. Le capital constitué par les semences améliorées, les plants de qualité, les animaux introduits sur l'exploitation par le projet constitue une assurance vis à vis d'éventuels déficits de revenu induits par la conduite des expérimentations. La rémunération de l'agriculteur pour les travaux de mesure ou d'évaluation scientifique des résultats achève de couvrir les risques financiers que pourrait couvrir l'agriculteur du fait de l'expérimentation.

En travaillant chez les agriculteurs, un projet de Recherche Appliquée prend des risques. Les décisions de gestion des protocoles sont partagées avec les agriculteurs, qui ont nécessairement une large part d'initiative. Il y a des risques importants de mauvaise interprétation des objectifs ou d'erreurs de mise en œuvre des protocoles qui peuvent faire perdre des résultats. Pour pallier à ce risque, les expérimentations sont conduites en réseau pour qu'une perte limitée d'information sur un site puisse être compensée par les informations conduites sur d'autres sites. Il y a un risque important de désaffection des agriculteurs pour l'expérimentation en cours d'exécution, pour des raisons externes à la coopération avec le projet (opportunités d'emploi, événements familiaux, santé, etc). Il n'est pas question de faire supporter aux partenaires le préjudice causé au projet par de telles difficultés ; le projet récupère alors ce qui est récupérable. Les expérimentations conduites chez les agriculteurs sont soumises aux mêmes risques que leurs propres productions : vols, dégradations par les animaux sauvages ou les feux, etc. L'ensemble de ces risques ne peut être assuré par aucun dispositif efficace.

Par contrat, le projet a un droit de préemption sur les semences, les rejets, les plants, les jeunes animaux générés par l'expérimentation, afin de pouvoir reproduire ces matériaux vivants et les utiliser dans de nouvelles expérimentations. Autant qu'il est possible, les collections sont dupliquées chez plusieurs partenaires, d'abord pour étudier leur comportement dans des conditions écologiques contrastées, et ensuite pour diminuer les risques de perte. Ces produits sont achetés aux agriculteurs par le projet au cours du marché. Il y a malgré tout un risque de perte de cette source de facteurs de production.

L'obtention des résultats de recherche est ainsi plus difficile que dans des conditions de stations de recherche dans lesquelles l'institution mobilise par elle-même l'ensemble des moyens nécessaires et peut prendre des mesures pour pallier aux aléas. Cependant, la nature même de ce qui est recherché, à savoir des innovations directement appropriables par les différentes catégories d'exploitations, oblige à accepter de tels risques. Dans ces conditions, la programmation des travaux admet un pourcentage significatif d'échecs résultant d'expérimentations qui ne peuvent être conduites à leur terme.

Le statut des populations cibles du projet apporte une spécificité très importante. Premièrement, les agriculteurs partenaires n'ont ni droit foncier ni titre d'agriculteurs. La réalisation de petites infrastructures ou de plantations expérimentales a donc été approuvée par le Comité de Pilotage, à défaut de pouvoir demander des permis de construire ou des titres fonciers. Deuxièmement, les agriculteurs partenaires sont des personnes privées dont les activités économiques sont réalisées dans le secteur informel. La rémunération des services qui leur sont demandés par des fonds publics pose problème dans la mesure où la traçabilité des dépenses correspondantes est difficile à établir. Avec l'autorisation du Comité de Pilotage du projet, les agriculteurs des sites d'action du projet se sont organisés en associations déclarées à la Sous-Préfecture. Le projet a rémunéré les associations pour les travaux réalisés et obtenu du président de ces associations des justificatifs des versements réalisés. Ce type de dérogations aux règles en vigueur pour l'utilisation de fonds publics mériterait une approche formelle de la part de l'Administration, faute de quoi elle fait courir à l'opérateur des risques financiers qui ne lui sont pas imputables, et pourrait mettre un terme à ce type de projet.

#### ***2.4. L'expérimentation sur les organisations locales des ruraux***

La mise en œuvre de certaines innovations (schéma de multiplication de matériel vivant performant, installations de séchage de récoltes, maîtrise de l'eau, transformation des produits à la ferme,...) mobilise des moyens qui dépassent le groupe familial et demandent la constitution d'une petite organisation locale des agriculteurs. Le projet n'a aucun mandat relatif aux organisations de représentation des agriculteurs (syndicats, coopératives, fédération, etc). Il opère au niveau des associations de base qui mettent en œuvre en commun un outil, une machine, un équipement innovant, ou qui développent un chantier de production avec des techniques innovantes. La recherche sur ces organisations locales de ruraux consiste à analyser les conditions sociales, économiques et techniques nécessaires et suffisantes pour qu'un groupe de petite taille élabore un projet, le mette en œuvre, acquière le capital nécessaire au chantier de production prévu, constitue un fond de roulement et se partage équitablement les produits et les charges, puis à décrire le fonctionnement et les réalisations de cette organisation sociale de base.

Le projet contribue à l'accompagnement de l'association pour la mise au point de son projet, pré-finance l'acquisition d'une quantité modeste de matériel indispensable à la mise en œuvre



du projet, sur la base d'un schéma de remboursement par l'association. Le projet apporte les conseils technique et organise le suivi du chantier de production. Les agriculteurs prennent totalement en charge les coûts de production et la commercialisation de leurs produits. Le projet n'a pas de mandat de crédit. Les préfinancements sont liés à la mise en place d'une expérimentation. Dans la mesure du possible, le retour sur les investissements faits par le projet dans ce cadre est assuré par la rémunération de prestations de service réalisés pour le projet par les membres de l'association qui bénéficie de l'installation d'un équipement collectif expérimental.

### **3. Contexte et mise en œuvre du projet**

#### **3.1. Personnels du projet et contrats de mise en œuvre**

##### **3.1.1. Personnel Technicien recruté par le projet**

Le document de projet prévoit le recrutement par le projet ou par ses partenaires de trois personnes. Le Département TERA du CIRAD a recruté deux jeunes ingénieurs agronomes déjà cités, qui ont servi l'un pendant 24 mois et l'autre pendant 22 mois. En complément, le CIRAD a mobilisé pour le projet deux personnes pour une courte durée :

- Un technicien supérieur d'élevage : Emile SAINT-JEAN (1/12/00 – 17/7/01)
- Un ingénieur des techniques agroalimentaires : Florence MARMOT (1/2/01- 31/6/01)

Ces deux agents ont été fournis par une société d'intérim de KOUROU, parce que les institutions locales ne disposaient pas de ces compétences. Le CIRAD a donc au total financé sur le projet 58 mois de contrat pour des personnels nouveaux, directement attachés à l'organisation.

##### **3.1.2. Contrats de prestation de service passés par le projet**

Le document de projet prévoit le recrutement par les partenaires du projet de 4 personnes à temps partiel pour des prestations de service. Il a été très difficile de trouver sur le département dans les institutions de l'agriculture et de la forêt les compétences requises pour l'exécution du projet, c'est à dire des personnels pourvus d'un niveau de 3<sup>ème</sup> cycle, avec une aptitude à la recherche de terrain, c'est à dire à la fois un niveau satisfaisant de compétence et d'autonomie pour concevoir un protocole, le mettre en œuvre et rédiger un rapport scientifique sur la méthode employée et les résultats obtenus.

Un premier contrat a été passé avec le Centre de Gestion et d'Economie Rurale de Guyane (CGERG) pour la mise à disposition d'un économiste pour 2 ans à 80% de son temps pour le projet, Hélène FAMARO. Le mandat de cette personne était d'identifier les sources de revenu des ruraux partenaires du projet, d'analyser les conditions de la mise en marché des produits des abattis et les opérateurs, et de conduire l'analyse économique des innovations techniques mises en œuvre avec les agriculteurs. Malgré une mission d'appui d'un senior du CIRAD pour fixer la méthode de travail, le suivi constant du chef de projet et la mise à disposition de deux stagiaires pour conduire les enquêtes de terrain, la personne mise à disposition s'est révélée incapable de concevoir un programme de travail, d'encadrer les personnels de terrain et d'écrire le rapport de ses activités. Elle a démissionné en Septembre 2000 sans laisser aucun produit au projet. Le CGERG n'a pas pu proposer d'alternative acceptable pour le projet et le contrat a été interrompu. Sur ses ressources propres, le CIRAD a financé la fin de l'encadrement des stagiaires et la rédaction des documents.

Un second contrat a été passé avec l'Office National des Forêts, pour la mise à disposition d'un ingénieur Agroforestier à mi-temps sur 11 mois, Laurent VAN REETH. La seconde mi-temps de cette ingénieur était dévolu à des activités de formation pour l'ONF dans l'Ouest Guyanais sur contrat avec l'ADI. Cette seconde partie de contrat n'a pas été matérialisée, aussi, l'ingénieur a passé 5 mois et demi à plein temps dans le projet, ce qui lui a permis de monter une collection d'arbres aptes à reconstituer la fertilité des sols et de concevoir et de commencer à installer un protocole de gestion améliorée des jachères forestières. Mais la

modification des termes du contrat imposée par les circonstances ne lui ont pas permis de conduire l'expérience comme prévu pendant 10 mois. Un rapport a été publié qui rend compte des activités.

Un troisième contrat a été passé avec l'entreprise agro- forestière DJC, la seule entreprise de ce type enregistrée dans l'Ouest Guyanais, pour assister le projet dans toutes ses opérations d'approvisionnement en produits agricoles et forestiers et en intrants, dans les opérations de pesées, de métrage, d'essais de pompage et de traitement de récolte, et pour les fonctions de logistique sur l'ensemble des chantiers de montage d'expérimentation (lutte anti-érosive, drainage, nettoyage des jachères forestières, plantation de cultures pérennes, construction des bâtiments d'élevage et des systèmes de gestion des effluents, construction et motorisation des unités expérimentales de transformation des produits. . Un dispositif minimum de quarantaine pour le matériel végétal importé a été installé avec le concours de cette entreprise. Ce type de coopération a été particulièrement utile pour réaliser les plans d'expérience, et à l'avenir ce type de contrat devrait comprendre la mise à disposition d'équipements par la firme contractée.

Un quatrième contrat a été signé avec le LABO VERT, équipe mobile conseillant les agriculteurs pour la protection des végétaux, composée de techniciens de la protection des végétaux et opérant sous la responsabilité du Lycée Agricole de Cayenne, pour assurer le suivi sanitaire des cultures expérimentales et des collections végétales. Ce contrat a donné toutes satisfactions. Cependant, 8 mois après la signature de ce contrat, le contrôle financier du projet a estimé que le LABO VERT dépendant d'institutions publiques ne pouvait être financé par un programme du FEOGA, ce qui a créé une impasse budgétaire pour le CIRAD.

### 3.1.3. Contrat de coopération avec le projet

Par ailleurs, sur demande conjointe de la DAF et de la DIREN, le projet a engagé un financement de 80 KF en parallèle avec un budget équivalent de la DIREN pour mettre à jour le fichier des agriculteurs installés sur l'Arrêté de Biotope des Sables Blancs à l'Est de MANA, et pour développer des alternatives techniques pour la mise en valeur de ces sables en bordure de la zone protégée. L'opérateur de la DIREN était l'Organisation Non Gouvernementale LE POU d'AGOUTI, Association pour la Défense de la Nature et de l'Homme en Guyane. Cette association a mis à disposition de ce programme conjoint deux personnes spécialement recrutées, à mi-temps et pour 6 mois : une biologiste, Martine BAYARD, et un traducteur TAKI TAKI/Français, Alain LIMBO. La contrepartie technique du CIRAD a été assurée par Alain ANGE, Chef du projet Recherche Action. Un rapport a consigné les résultats des expérimentations et un fichier d'enquête a été établi et remis à la DIREN par le POU d'AGOUTI. Il contribue à la documentation réunie par le projet.

Une tentative de contractualisation avec le CEBOG (Centre d'Etude sur les Bovins de Guyane) pour le développement d'élevage ovin fermier et l'analyse des pratiques de confinement de bovins par les ranchs à des exploitations sur abattis n'a pas abouti. Cet organisme ne travaille qu'avec des agriculteurs enregistrés à la Chambre d'Agriculture et n'a pas initié des activités sur le mouton, ce qui rendait caduc toute possibilité de contrat. Une tentative de coopération avec la Coopérative d'Elevage Avicole et Cunicole de Guyane et une tentative de coopération avec l'Association des Producteurs de Porcs de Guyane n'ont pas abouti parce que les agriculteurs cibles du projet ne sont pas enregistrés. Enfin, une tentative de coopération avec le Groupement pour le Développement Agricole de MANA a échoué parce



que cette association a exigé des niveaux de rémunération de l'agent mis à disposition et des niveaux de frais de gestion très élevés, incompatibles avec les règles d'un projet FEOGA (grille des salaires suivant celle de la fonction publique et frais de gestion de 10%). Une tentative de coopération avec le Centre de Formation Professionnelle pour l'Agriculture n'a pas abouti car cet organisme n'a pas pu démarrer son programme d'action dans l'Ouest Guyanais avant la fin du projet. La coopération avec les institutions de l'agriculture a ainsi été regrettamment limitée. Cependant, le projet a créé plus de quatre contrats à temps partiel chez des partenaires.

### **3.2. Equipements, locaux et conditions de mise en œuvre**

#### **3.2.1. Locaux du projet : difficultés de mise en œuvre des activités de recherche participative en l'absence de locaux locatifs et de droits fonciers des partenaires**

La première partie du projet, de Juillet 1999 à Septembre 2000 a été dirigée et mise en œuvre depuis les locaux de CIRAD à KOUROU dans lesquels a été installé un bureau pour le chef de projet et l'agronome Volontaire de l'Aide Technique, qui a également accueilli l'économiste détaché du CGERG. Cet arrangement s'est révélé impraticable à l'usage. Il y a 200 km entre KOUROU et Saint LAURENT du MARONI, ce qui conduit à parcourir une distance de plus de 500 km pour chaque tournée de terrain des ingénieurs et un gaspillage très important du temps de travail en transport. L'hébergement hôtelier à Saint LAURENT est très déficient et coûteux. Après les cinq premiers mois du projet qui ont demandé de lourdes démarches de concertation avec les partenaires locaux à CAYENNE, cette localisation de la direction du projet a considérablement gêné le développement des activités de terrain, alors qu'elle réduisait les coûts relatifs à la gestion administrative et comptable du projet et les frais d'hébergement des personnels du projet. Des stagiaires ont été placés sur le terrain dans des constructions légères mises en place sur quelques sites du projet (CHARVEIN et PROSPERITE), puis un petit bureau et un petit logement ont été loués à Saint LAURENT pour servir de base de proximité.

Aussi, la seconde partie du projet a été gérée depuis Saint LAURENT du MARONI, ce qui permettait un contact plus étroit avec deux des partenaires essentiels du projet : la Sous-Préfecture de Saint LAURENT et la Communauté des Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG) et surtout avec les agriculteurs partenaires, mais rendait plus difficile le contact avec les institutions basées à Cayenne. Une villa a été louée en périphérie de Saint LAURENT afin de disposer d'un terrain suffisant pour les activités du projet.

Mais les locaux nécessaires à la mise en œuvre d'un programme de recherche de terrain, et à fortiori d'un programme de Recherche Action qui réalise des petites installations expérimentales, ne peuvent se limiter à des bureaux. Il faut disposer de sites de stockage des matériaux, des produits et des machines, de locaux permettant le traitement post récolte des essais, de locaux pour la préparation des intrants et des dispositifs expérimentaux. La précarité résultant d'un projet de deux ans rend impossible la construction de ces bâtiments qui n'existent pas dans le parc de location. Le projet a donc eu recours à la location de containers et à l'installation d'abris provisoires et démontables pour satisfaire les besoins de bâtiments les plus élémentaires. Il est ainsi évident que la consolidation des activités initiées par le projet demande la création d'installations plus durables et fonctionnelles dans une structure spécialisée. Il est souhaitable que les structures publiques qui sont prévues dans l'Ouest pour



héberger la formation agricole et pour héberger l'encadrement de l'agriculture réservent des facilités pour l'exercice de la Recherche Agricole Appliquée. On pourrait de même envisager que la CCOG, dans le cadre par exemple d'une maison familiale rurale (MFR), prévoit le financement de structures d'accueil pour cette recherche appliquée pour les ruraux.

Dans le cadre de la recherche participative qui a été engagée, l'expérimentation sur la transformation des produits (post récolte et transformation primaire à la ferme) et les opérations d'élevage en particulier doivent être réalisées chez les agriculteurs. Dans les conditions climatiques de la Guyane, ces ateliers doivent être conduits toute l'année à l'abri des intempéries. Les agriculteurs qui mettent en valeur des abattis disposent au mieux de petits abris de fortune, tout à fait insuffisants pour abriter des expérimentations, même pour des chantiers de production de petite envergure. Le projet a donc encadré ces agriculteurs volontaires pour construire près de leur domicile les petites structures bâties nécessaires à la conduite des expérimentations. Ainsi ont été construits trois porcheries pilotes (CHARVEIN, CD8 RIZERIE, BASSIN MINE d'OR), une structure d'épandage de lisier et d'irrigation à BASSIN MINE d'OR, deux petits poulaillers à CHARVEIN, un séchoir à fourrages à CHARVEIN, un atelier de trituration de manioc à PROSPERITE, un atelier de compostage à SAUT SABBAT, un enclos de quarantaine végétale à CHARVEIN. Afin de limiter les transports de matériaux et de machines, ainsi que la logistique d'approvisionnement en intrants pondéreux comme les engrais et les aliments du bétail nécessaires aux expérimentations, un container a été installé à CHARVEIN, et deux magasins de bois ont été construits, à BASSIN MINE d'OR et à PROSPERITE. Pour les besoins des expérimentations, un grand puits et un petit puits ont été creusés à BASSIN MINE d'OR, un petit puits au CD8 RIZERIE ( non terminé) et à CHARVEIN, un château d'eau de 1500l a été installé à PROSPERITE, un réseau de canaux de drainage a été installé dans un bas-fond à BASSIN MINE d'OR.

Or, les agriculteurs partenaires n'ont aucun droit foncier. Il y a donc une importante contradiction entre les objectifs du projet qui consistent à servir les besoins d'innovations pour l'agriculture de ces populations exclues du droit, d'une part, et les procédures d'autorisations administratives classiques pour réaliser des ouvrages sur le terrain nécessaires à la réalisation de ces objectifs du projet d'autre part. Cependant, les ouvrages expérimentaux réalisés par le projet sont de dimension très modeste, ont été réalisés dans le cadre d'alliances avec des organisations locales enregistrées d'agriculteur, ce qui autorise une interprétation souple de la réglementation. L'ensemble de ces réalisations a été approuvé par la Sous Préfecture et la CCOG au cours des sessions du Comité de Pilotage du projet.

### **3.2.2. Equipement : acquisition, location, prestations par des entrepreneurs, transferts par rémunération des services rendus**

Le premier équipement d'un projet de recherche appliquée de terrain, et à fortiori d'un projet de recherche action qui réalise des installations expérimentales avec des agriculteurs est l'équipement de transport. Dans les conditions climatiques de la Guyane, les véhicules à quatre roues motrices sont incontournables. L'expérience montre qu'il faut un minimum d'un véhicule pour deux agents et que la pleine opérationnalité est obtenue avec deux véhicules pour 3 agents dans le type de projet mis en œuvre ici. La durée du projet est trop courte pour que l'opérateur puisse amortir l'achat de véhicules difficilement revendables en fin d'opération. Cette situation a des conséquences lourdes sur le fonctionnement d'un projet (efficience et coûts). Le CIRAD a mis à disposition du projet un 4+4 TOYOTA double cabine

déjà utilisé précédemment par un autre projet, et un véhicule CITROEN ZX Break en fin de course pour les petites liaisons urbaines. Ce deuxième véhicule a été affecté par de très nombreuses pannes et n'a pas pu terminer le projet, ce qui a entravé la bonne réalisation des activités. Le premier chef de projet a mis son véhicule personnel à disposition du projet contre remboursement du forfait kilométrique administratif, solution mauvaise entre toutes qui ne lui a permis ni de couvrir ses frais ni d'assurer la disponibilité nécessaire d'un véhicule pour le projet, tout en lui faisant courir tous les risques liés au vol ou à un accident. Pour la deuxième partie du projet, un véhicule 4+4 SUZUKI a été acquis en leasing. Cette formule très coûteuse mais qui n'engage pas l'opérateur sur le capital, ne permet pas dans les conditions de la Guyane de mobiliser le type de véhicule semi-utilitaire dont un projet de terrain a besoin. Il y a ensuite un problème de facturation du coût kilométrique puisque le FEOGA rembourse le leasing, mais ne rembourse plus alors les frais kilométriques, bien qu'il ne prenne pas en charge les frais de carburants et de pneumatiques (très élevés sur un 4+4 au travail sur le terrain). Avec 3 véhicules et un camion loué de temps en temps pour 9 agents, le projet n'a pu fonctionner tant bien que mal, et dans une tension logistique continue, que par la location par l'ONF au projet d'un petit véhicule pour servir son agent détaché. Ces problèmes ne se poseraient pas avec une période d'exécution des projets de 4 à 5 ans (soit la durée d'un CPER), l'amortissement des véhicules se faisant sur la durée du projet.

Le transport de matériaux, de machines, d'intrants, de produits végétaux et d'animaux est un poste très important d'un projet de recherche agricole de terrain. Le petit camion est l'outil le plus efficace et le moins coûteux. Au départ, des contrats ont été faits à des transporteurs de Saint LAURENT. Leur disponibilité s'est rapidement révélée être très limitée et a gêné la mise en œuvre du projet, d'autant plus que ces transporteurs refusaient de quitter la route goudronnée pour servir les chantiers en proximité. Le projet a donc loué des petits camions, avec les mêmes difficultés de facturation au budget que pour le véhicule en leasing. Il a souvent fallu atteler un 4+4 devant le petit camion pour accéder aux chantiers, voire tirer au treuil ce camion à partir de la route pour pouvoir le sortir des chantiers, ce qui illustre la très grande insuffisance de desserte des zones rurales. Le projet a souffert de ne pouvoir disposer d'une tonne à eau tractée et d'une remorque pour les 4+4, véhicules impossibles à amortir dans un projet aussi court.

Le projet a loué les pelles mécaniques, tracto- pelles et foreuses nécessaires à la réalisation de ses chantiers ou a fait exécuter le travail par prestation de service. Il faut souligner ici l'intérêt et la grande disponibilité qu'ont manifesté plusieurs entreprises à la réalisation des travaux du projet, parce qu'elles ont cru au potentiel de marché de l'équipement du monde rural (GUYALOC, NOFRAYAN, VILLERONS, MATERIEL et SERVICES, pour les principales). Afin de conserver la souplesse nécessaire à l'exécution concomitante de plusieurs chantiers, le projet a acquis une bétonnière à moteur thermique de 500 l, un groupe électrogène de 5 KVA, trois tronçonneuses et une gruminette pour faire les planches, une grosse perceuse et une meuleuse, un broyeur électrique à végétaux, deux pompes de 80 M3/h et une pompe de 20m3/h, des réservoirs plastiques de 1500 l et des dizaines de m de tuyaux de pompe. Cependant, pour faire face aux besoins, les mêmes matériels ont surtout été loués à des entreprises. Un établi mobile de chantier et trois boîtes à outils complètes ont rendu les plus grands services, bien que les outils aient été plusieurs fois égarés. Enfin, le projet a consommé un nombre significatif de pelles, pioches, bûches, fourches, sabres d'abattis, haches, truelles, marteaux, tenailles, brouettes, seaux et arrosoirs, pulvérisateurs pour les constructions, les aménagements de terrain, les cultures et les élevages, matériels qui font défaut dans les exploitations sur abattis.



Le projet a acquis des balances romaines, des balances Roberval et des balances pèse bébé, toutes de conception mécanique, qui ont couvert les besoins principaux de pesée du projet. Le projet n'a pas pu acquérir une balance pèse bétail d'une portée de 200 kg, impossible à amortir sur un projet si court, ce qui a obligé les opérateurs à peser les gros animaux à l'aide d'un palan et d'une grosse balance romaine, opération malaisée et dangereuse. Compte tenu des contraintes du budget et faute d'avoir pu maintenir une pièce en conditions climatisées, il n'a pas été possible d'acheter une étuve à basse température, une balance de précision au dg, un ph mètre, outils qui auraient permis de mieux appréhender de façon simple les contraintes des sols, de préparer des échantillons de végétaux pour analyse et d'établir dans de bonnes conditions des poids de 1000 grains. Les programmes courts ne permettent pas d'étayer des diagnostics agronomiques même par des méthodes relativement simples.

Une partie des machines et des outils a été transféré aux agriculteurs qui les employaient de façon régulière pour faire fonctionner les expérimentations. En effet, il aurait été techniquement injustifié et socialement inacceptable de mettre en péril un système irrigué ou l'approvisionnement en eau de porcheries expérimentales en privant les agriculteurs des pompes et des tuyaux installées par le projet, ou d'évacuer les caisses à composter, les sachets des pépinières remplis de terreau ou le grillage de protection de l'aire de quarantaine en fin de projet. Les agriculteurs partenaires ont été formés à l'usage de bêches, de plantoirs, de pulvérisateurs, d'arrosoirs pour gérer leurs cultures, à transporter des fumiers, des composts et des résidus de culture dans des brouettes, à préparer des aliments dans des seaux pour les élevages expérimentaux. Il n'aurait eu aucun sens de ne pas leur céder ces matériels mis à leur disposition pour les expérimentations en fin d'exercice.

### 3.2.3. La mécanisation de la production agricole et de la transformation des produits : rôle et limites de la coopération internationale, utilité de programmes complémentaires ciblés

Le Brésil et la Colombie ont acquis une grande compétence pour le traitement post récolte des cultures par des petites exploitations et pour la transformation artisanale des produits vivriers tropicaux, ainsi que dans la conception et la fabrication artisanale des machines nécessaires à ces transformations. Dans le cadre des actions de transfert de technologie engagés par le programme Recherche Action, et avec l'accord du Comité de Pilotage, le CIRAD a initié un travail de mise au point de machines simples existantes pour extraire l'amidon du manioc de façon artisanale (production du tapioca ou du pain de manioc). Cette technologie a été mise au point conjointement par le CIRAD, le Centre International d'Agronomie Tropicale (CIAT) (Système de Recherche des Nations Unies basé en Colombie) et l'Université Delle Vallée en Colombie dans le cadre d'un programme de coopération internationale pendant près de 10 ans. Les installations et les machines correspondantes produisent aujourd'hui plus de 50.000 t d'amidon panifiable de manioc par an dans ce pays. Le projet a fait un contrat avec le CIAT pour la construction en COLOMBIE par l'Université Delle Vallée et l'importation en Guyane d'une laveuse-éplucheuse, d'un broyeur rotatif, d'un tamis rotatif et d'un tamis plan pour l'extraction de l'amidon de manioc conçus par ce programme de coopération internationale.

Le projet a procédé à la motorisation et à l'installation sur une chaîne de production de ces machines dans une structure provisoire en bois près des bureaux du projet à Saint LAURENT du MARONI, avec l'objectif de documenter le champ des possibilités de valorisation nouvelle du manioc et d'identifier les améliorations à apporter au procédé utilisé en COLOMBIE. Il est clair que les équipements importés doivent subir des adaptations importantes pour être

conformes aux normes françaises de sécurité alimentaire et de sécurité du travail. De plus, il convient de conduire un travail de recherche appliquée important sur l'environnement technologique de l'atelier de transformation du manioc. Les procédés de fabrication de l'amidon de manioc demandent une qualité de l'eau que l'on ne peut obtenir dans l'Ouest Guyanais que par des traitements de filtration appropriés, et peut-être par un relèvement du pH de l'eau. Le séchage de l'amidon, sa fermentation anaérobie et son exposition aux rayons ultra-violet solaires ne peuvent être réalisés en Guyane comme en moyenne altitude en COLOMBIE, et les procédés et les outils devront être adaptés. Les effluents de la fabrication et les sous produits doivent également être traités conformément à la législation. Les prototypes importés vont servir d'exemple pour la construction en Guyane de matériels aux normes par des entreprises installées sur le département.

La recherche-développement pour la Guyane sur les équipements de transformation du manioc doit être élargie à un travail sur les techniques et les matériels post récolte pour les petites exploitations. On rencontrera alors les mêmes limitations au simple transfert de technologies de pays qui ont déjà traité ces problèmes. Il y a donc une limite à l'apport technologique de la coopération internationale en matière de machinisme pour servir la petite agriculture, et les progrès en la matière demandent des alliances dans la durée entre un programme de recherche appliquée et des entreprises. Le projet Recherche Action a donc pleinement joué son rôle de pionnier chargé de la reconnaissance des problèmes à traiter et d'une identification sommaire des solutions à apporter. Il faut maintenant monter des programmes spécifiques pour résoudre des questions techniques.

#### 3.2.4. Problèmes spécifiques posés par l'insécurité dans l'Ouest

Le projet a été victime de deux cambriolages qui ont entraîné la perte d'une grande partie du matériel informatique, d'outillage et de documents. Pour pallier à ces problèmes, et pour pouvoir assurer les équipements, les locaux ont été équipés de grilles et d'une alarme et un contrat a été passé avec une société de surveillance. 28 départs d'alarme ont provoqué le déplacements d'agents de sécurité en 9 mois, mais les vols ont été circonscrits dans les bureaux. Par ailleurs, deux effractions ont été perpétrés sur des véhicules du projet. Pour limiter ces problèmes, les véhicules ont été garés toutes les nuits chez des personnes privées ou dans des entreprises bénéficiant de mesures de sécurité. Deux plaintes pour vol de fournitures sur les sites du projet ont été déposées (ciment, fer, bois, outils). Pour limiter les risques lors des livraisons importantes de matériaux au projet, les services de sociétés de gardiennage ont été demandés. Deux containers munis de fermetures blindées ont été installés chez des agriculteurs partenaires pour garder les stocks d'intrants et les outils d'usage courant. Enfin, les personnels du projet ont fait l'objet de menaces verbales et écrites sur leurs personnes, ce qui a contraint le CIRAD à mobiliser pour quelques temps des agents de protection rapprochée et la surveillance de la gendarmerie.

### ***3.3. Les sites de l'action et les agriculteurs partenaires de la recherche participative***

#### 3.3.1. Les sites contractuels, objectifs et contraintes du choix

La convention du projet a prévu que l'action de recherche se développerait sur 7 sites prioritaires, identifiés avant le démarrage du projet par les enquêtes réalisées par le petit projet



« Fertilisation NPK » mis en œuvre par le CIRAD pour la DAF dans l'Ouest Guyanais en 1998- 1999. Ces sites étaient les suivants :

- ❖ PROSPERITE, à 15 km à l'Est de Saint LAURENT sur la RN1
- ❖ SAUT SABBAT, à 60 km à l'Est de Saint LAURENT sur la RN1
- ❖ CHARVEIN, à 25 km au Nord Est de Saint LAURENT sur le CD9
- ❖ CD8- RIZERIE, à 15 km à l'Est de MANA sur le CD8
- ❖ BASSIN MINE d'OR à 35 km à l'Est de MANA sur le CD8
- ❖ MAMARIBO ou COUMAMANA , 20 km à l'Ouest d'IRACOUBO
- ❖ APATOU à 2heures de pirogue en amont de Saint LAURENT sur le fleuve MARONI

Il était ainsi prévu que 50 à 100 familles deviennent les partenaires du projet, sur une superficie mise en valeur par ces familles de l'ordre de plusieurs centaines d'ha. Il était prévu la création de vergers expérimentaux, des petits élevages familiaux, des aménagements des sols et des eaux, des opérations de diversification agricoles et rurales, des aménagements expérimentaux légers de forêts, un travail sur la commercialisation des produits agricoles, de produits de cueillette (y compris forestiers) et des produits artisanaux, un travail sur le développement de « gîtes ruraux », des développements expérimentaux de l'organisation locale des agriculteurs, et une analyse de systèmes innovants pour l'accès des agriculteurs sur abattis à un statut foncier non précaire.

Le projet travaille dans le cadre strict de la participation des agriculteurs et des institutions locales. Le cadre de référence du contrat de financement a donc dû être adapté pour prendre en compte les points de vue de ces partenaires. Ainsi, à la demande de la Chambre d'Agriculture d'une part et de la CCOG d'autre part, les deux sites de MAMARIBO/ COUMAMANA et d'APATOU ont été abandonnés. Le nombre de familles partenaires par site a naturellement été obtenu par des actes de volontariat sur des propositions techniques négociées avec des associations locales d'agriculteurs. Le cadre de ventilation des activités par site prévu dans la convention a donc été amendé en conséquence.

### 3.3.2. PROSPERITE, communauté amérindienne

La communauté amérindienne de Prospérité est venue du SURINAM au moment de la guerre civile qui a frappé ce pays en 1974. Cependant, cette communauté n'a pas le statut de réfugié politique, ce qui est lié au statut spécial des tribus amérindiennes sur la Guyane. Un droit d'usage de la terre pour la culture a été concédé par l'Administration au chef de la communauté pour toute la communauté. Cependant, ce responsable n'a pas le statut officiel de « capitaine » c'est à dire de chef de village, comme les autres responsables amérindiens. Le domaine bâti du village se trouve sur la commune de Saint LAURENT du MARONI, alors que les terres cultivées se trouvent sur la commune de MANA, ce qui ne simplifie pas les démarches pour l'accès au droit de la communauté. Les 12 familles du village bénéficient des transferts sociaux pour leurs enfants, qui sont scolarisés, pratiquent la chasse et la cueillette, récoltent les fruits du verger extensif qui s'étend entre les maisons, gèrent des petites basse-cours traditionnelles et entretiennent un abattis d'environ 6 ha pour produire les vivres qui sont nécessaires à leur autosuffisance et des produits traditionnels du manioc qui sont commercialisés dans des réseaux amérindiens.

La communauté est installée sur le flanc d'une colline granitique basse, au contact d'un massif résiduel du grand dépôt de sables blancs qui empâte de larges sections de la haute

vallée de la rivière ACAROUANY et de ses affluents. Sur la colline, le sol ferrallitique est jaune et peu profond ; il repose sur une épaisse couche de kaolin blanc, imperméable, ou sur des reliques de cuirasse ferrugineuse plus ou moins démantelée. Les sols s'engorgent rapidement sous l'effet des pluies et le ruissellement est intense. Ces sols médiocres sont exploités par une agriculture sur brûlis qui exploite chaque abattis pendant deux à trois ans, avant de les laisser retourner à la jachère forestière pendant 4 à 6 ans selon le niveau de productivité obtenu sur l'abattis avant son abandon. En 16 ans, l'espace affecté par cet assolement d'abattis et de jachère forestière a été modeste, parce que le coût de défrichement de la forêt secondaire laissée par une exploitation forestière ancienne le long de la route est élevé pour cette communauté. Le peuplement cultivé comprend une haute strate de bananiers (banane dessert de petite taille dite « figue pomme ») associée à quelques arbres fruitiers et à des palmiers épargnés par le défrichement (Maripas et Comous), une strate bisannuelle peu dense de manioc avec des plants de canne à sucre épars, et une strate annuelle ou alternent des maïs à très grandes pailles et à cycle long, des patates douces, des ignames amérindiens (Napis), des courges. La communauté a par ailleurs des petits abattis dispersés sur les sables blancs. La grande pauvreté des sols n'autorise que la culture extensive du manioc.

Les chefs de famille ont demandé au projet de les aider à monter :

- Une association d'usagers pour une tronçonneuse et une gruminette afin de valoriser les arbres abattus pour la culture en faisant des planches pour leurs besoins
- Un petit verger en bordure du grand abattis
- Un système d'exhaure de l'eau de leur puit
- Des petits élevages de poulets pour la consommation familiale
- Un carbet pour pouvoir accueillir pour la nuit des touristes avec leur hamac

Les femmes ont demandé au projet de les aider à mécaniser la préparation du manioc, pour la consommation familiale et pour la vente.

La Sous- Préfecture de Saint LAURENT du MARONI et la mairie de Saint LAURENT souhaitent que le projet teste à PROSPERITE des innovations qui permettent de mieux insérer les communautés amérindiennes dans le mouvement économique et culturel de la région. Elles souhaitent une bonne coordination des activités du projet avec celles de l'Agence pour le Développement et l'Insertion (ADI) et avec celles de l'EPAG, afin de faire progresser les attributions de « territoires aux communautés autochtones » comme ce fut le cas pour la communauté amérindienne d'AWALA YALIMAPO.

### 3.3.3. CHARVEIN, hameau des Personnes Provisoirement Déplacées du Surinam

Un groupe important de réfugiés politiques fuyant la guerre civile du SURINAM en 1984 a été installé par l'Administration dans un camp, constitué à la hâte dans une clairière au carrefour du CD10 et du CD9 sur la commune de MANA. Ces familles n'ont pas été installées sur des terres qu'elles pouvaient cultiver, mais dans des baraquements entourés d'un grillage et gardés par l'armée, puis la gendarmerie sur une aire anciennement occupée par le bagne de CHARVEIN. A la fin des hostilités, cinq ans plus tard, l'Administration a proposé aux familles, qui avaient le statut de « personnes provisoirement déplacées » et non le statut de réfugié, une aide au retour au SURINAM. Ceux qui n'ont pas accepté ont été autorisés à rester, toujours avec le statut de personne provisoirement déplacées, mais avec des cartes de séjour de six mois à un an. Avec la fin de la guerre, les familles dispersées de part et d'autre



de la frontière ont tenté de se reconstituer, ce qui a donné lieu à des permis de visite. Cette situation précaire est toujours en vigueur 17 ans après le drame, la Guyane faisant exception à l'application des différents textes législatifs qui ont organisé la régularisation des étrangers sur le sol français.

Confrontés à la montée de l'insécurité provoquée par cette population confinée et sans activité économique, ainsi que par l'errance d'un nombre important de réfugiés qui n'avaient pas rejoint les camps, la mairie de MANA a procédé à l'affectation d'un site par famille qui n'avait pas accepté l'aide au retour le long du CD9 et du CD10. Les familles ont depuis construit des maisons, dont certaines en dur, et ont développé des abattis en lanières perpendiculairement à chacune des routes. Ces abattis commencent à franchir aujourd'hui la rivière CHARVEIN qui longe le CD 10 vers l'Est, et à interférer avec les aires d'influence de la grande communauté amérindienne d'AWALA-YALIMAPO au Nord Ouest, de la communauté Laotienne réfugiée HMONGs au Nord Est, et avec les grandes exploitations extensives créoles installées sur le CD9 vers MANA ou vers SAINT LAURENT.

Cette évolution pose un grand nombre de problèmes. Les quelques 300 familles installées aujourd'hui sur le hameau de CHARVEIN n'ont aucun droit foncier. Les terres appartiennent à l'Etat et la mairie n'y a de fait que peu de capacité d'intervention. L'attribution des sites n'a tenu aucun compte des besoins de terres pour l'activité agricole des familles dans le contexte d'une agriculture sur brûlis. Les conflits pour l'accès aux forêts se multiplient car il n'y a aucune instance de régulation. Les familles ont toutes accès aux transferts sociaux pour leurs enfants, ce qui a amené à une explosion démographique : 60% de la population a moins de 20 ans, et chaque groupe familial est composé en moyenne de 10 personnes. Les habitations se multiplient sans aucun permis de construire sur les concessions d'origine, les jeunes couples s'installant près de leurs parents. Les « visiteurs », munis de papiers ou clandestins se sont multipliés, ainsi que les habitations pour les accueillir. Il y aurait à ce jour plus de 600 clandestins qui s'ajoutent aux quelques 3000 personnes munies d'autorisations. Sans droit foncier, ces familles n'ont pas accès à l'eau potable, ou plus prosaïquement à de l'eau souterraine ; tous dépendent de la rivière pour l'ensemble des besoins domestiques, alors qu'il n'y a aucun système de traitement des eaux usées, des ordures. Le capitaine de ce groupe social, nommé par l'administration et pris en étau entre la gendarmerie et les clandestins appelle au secours, mais à bien du mal à formuler des demandes au projet relatives à l'aménagement de l'espace, à l'activité économique des habitants dans l'agriculture.

N'étant pas des agriculteurs enregistrés, faute de droits fonciers, ces familles ne sont pas autorisées à vendre leurs productions, qui s'écoulent sur le marché informel ou sont achetées à bas prix par des rabatteurs- agriculteurs officiels. Bien que le chômage frappe presque tous les adultes, l'activité agricole est peu rémunératrice du fait de la dépendance des producteurs. La majorité des actifs se tourne donc vers des activités informelles (transport des personnes, travail au noir dans les rizières, dans les exploitations fruitières et maraîchères HMONGH et à Saint LAURENT, trafic frontalier, coupe illicite de bois, chasse et commerce illégal de la viande, et autres activités moins recommandables...). Par ailleurs, l'agriculture est confrontée à de lourdes contraintes. Bloqués sur des lanières de terre étroites perpendiculaires à la route qu'ils ne peuvent étendre que de façon centrifuge, les cultivateurs se trouvent confrontés à l'épuisement des sols autour de leurs habitations, car ces terrains ne retournent pas à la forêt, et à l'éloignement progressif des zones cultivées sur les derniers défrichements, sans possibilité d'accès aisé. L'exhaure des productions devient de plus en plus pénible. Le travail disponible se raréfie. Les opportunités d'emploi informel sont plus lucratives que l'agriculture. Les enfants, issus de familles dont beaucoup n'étaient pas agricoles aux

SURINAM, n'acceptent pas de travailler dans des abattis avec des méthodes dignes de l'âge du fer. L'exclusion de cette jeunesse de l'agriculture et d'emplois ruraux de transformation et de service absolument inexistant est un grand facteur d'instabilité pour toute la région. Enfin, les agriculteurs ne disposent d'aucun encadrement et d'aucun service, à fortiori des aides de la Politique Agricole Commune.

Les abattis de CHARVEIN sont installés dans un paysage diversifié. Le long de la route CD9 avant le carrefour avec le CD10 en venant de Saint LAURENT, puis sur le premier Km du CD10 depuis ce carrefour, des formations granitiques très riches en très gros cristaux de plagioclases émergent en larges dômes peu élevés, au sommet aplanis et aux versants prononcés et festonnés des dépôts alluviaux et sédimentaires qui ont ennoyé la basse vallée du fleuve MARONI. Les altérations de ces roches ont été fortement rabotées par l'érosion et il reste un manteau de kaolin relativement pur et de quelques m d'épaisseur au dessus de la roche. Ce kaolin a une bonne valeur minière et à ce titre la zone ne peut faire l'objet d'une exploitation agricole. Des lentilles de cuirasse ferrugineuse émaillent la zone de contact entre la partie sommitale de ces croupes et les versants. Une terrasse alluviale contemporaine de l'arasement de ces massifs granitiques est présente sous forme de petits plateaux entièrement occupés par des carapaces ferrugineuses fragiles ou des résidus ferrugineux de ces carapaces dans une argile sableuse ocre-jaune. Ces plateaux s'étendent à la même altitude que les sommets des croupes granitiques, soit entre 18 et 20 m. Les sols développés sur ces formations sont les plus utiles à l'agriculture dans cette zone. Les nappes phréatiques logées dans le kaolin et dans cette terrasse sont très claires et d'un grand intérêt pour les populations (eaux blanches).

Ces croupes granitiques ont été dégagées par l'érosion liée à l'encaissement du fleuve d'un épais manteau de sables quartzeux très grossiers et très ancien, appelé la Série Détritique de Base par les géologues et dans cette zone du nom local de « Sables Blancs ». Ces formations subsistent en poches sur les granites et forment une série de plateaux bas et vallonnés au Nord Est de la zone des collines granitiques. Les sols développés sur ces formations sont très pauvres et peu favorables à l'activité agricole. Le mélange de ces sables avec les altérations du granites et avec du sable fin apporté par le vent sur les versants des croupes granitiques donne des sols acceptables pour l'agriculture. Les nappes phréatiques portées par ces sables sont très chargées de matières organiques et d'oxydes métalliques et très acides (eaux noires).

Suite à un abaissement du niveau du fleuve, toutes les formations précédentes ont été fortement déblayées, puis la nouvelle vallée du fleuve ainsi façonnée a été remblayée par un large dépôt sablo-limoneux dont la cote est voisine de 5m d'altitude que les géologues appellent le dépôt COSWINE. Sur la zone de CHARVEIN, ce dépôt est très marécageux, fortement lessivé et peu propice à la culture sans grands aménagements de drainage. Aussi, les familles installées après le carrefour CD9 + CD 10 vers MANA sont régulièrement inondées. La vallée de la rivière CHARVEIN circule depuis les plateaux de sables blancs jusqu'aux dépôts COSWINE le long des massifs granitiques, puis en travers de ces massifs. Des colluvions récentes fertiles ont colmaté cette vallée et abritent une nappe phréatique peu profonde et permanente d'un grand intérêt pour l'agriculture. Les eaux des nappes très superficielles qui engorgent ces formations récentes sont assez chargées en matières organiques et en oxydes métalliques, mais moins chargée que les eaux des Sables Blancs.

Un groupe d'une cinquantaine de chefs de familles a demandé au projet de les aider sur les thèmes suivants :

- Production d'agrumes et autres fruits de grande consommation



- Production de bananes dessert et de bananes plantain
- Production d'ananas
- Production de fruits des palmiers amazoniens
- Production de tubercules
- Production de maïs
- Production de légumes et assistance des cultures pluviales par irrigation
- Contrôle des mauvaises herbes
- Maintien en production des abattis anciennement défrichés
- Accès aux engrais et aux pesticides
- Production de volailles
- Production de porcs
- Elevage de poissons
- Accès aux aliments du bétail
- Appui à la commercialisation des produits

Les femmes ont demandé une intervention du projet pour mécaniser la transformation du manioc et du Canna Edulis.

Tous les habitants ont demandé au projet de les aider à accéder à des droits fonciers qui leur permette d'agrandir en sécurité leurs exploitations et de fixer leurs enfants qui resteront dans les zones rurales.

La Sous- Préfecture de Saint LAURENT et la Communauté des Communes de l'Ouest Guyanais sont particulièrement préoccupés par le mal développement de CHARVEIN, et surtout par l'insertion des jeunes dans l'activité économique. Elles ont demandé au projet de réfléchir à des hypothèses d'aménagement du territoire, à des hypothèses d'attribution de droits fonciers à des petites associations locales fédérées autour d'un projet de production, au développement de petites entreprises rurales de transformation des produits agricoles. La Direction de l'Agriculture et de la Forêt a demandé au projet de contribuer à la mise au point de contrats territoriaux d'exploitation pour l'agriculture sur abattis en s'appuyant en particulier sur le cas de CHARVEIN. Pour le projet, la gestion de l'eau souterraine peu profonde est une grande question qu'il faudrait travailler. La conservation d'ilôts forestiers classés est également une question d'importance pour protéger les berges des ruisseaux et les zones humides, limiter le ruissellement sur les versants les plus pentus, créer des réserves cynégétiques et des zones de cueillette est également pour le projet un objectif important pour les populations.

#### 3.3.4. CD8- RIZERIE, communauté de migrants haïtiens

La communauté haïtienne est installée le long du CD8 depuis le début des efforts d'installations des rizières, car les hommes s'emploient comme journaliers dans les grandes exploitations rizicoles ou dans les rizeries, et les femmes assurent la domesticité dans les cases des agriculteurs créoles ou à MANA. Cette population s'accroît régulièrement par la migration sauvage de ceux qui fuient la misère ou les menaces politiques au pays. Les familles installées dans des cases en dur le long de la route ont des titres précaires de séjour, mais ceux qui vivent à l'abri des regards des passants de la route sont moins en règle. Les familles disposants de titre de séjour bénéficient de transferts sociaux pour leurs enfants. Tous les enfants sont scolarisés. Les familles qui sont très impliquées dans la production rizicole ont obtenu des branchements

électriques. Elles n'ont pas accès à l'eau et dépendent de l'eau des rizières ou des robinets des villas créoles du voisinage.

La tradition agricole est forte en Haïti, et tous les ressortissants de ce pays ont des champs et des élevages qui tranchent singulièrement sur les réalisations agricoles des autres communautés vivant sur les abattis. Il est probablement abusif de parler d'abattis haïtiens. Il s'agit de véritables champs sur lesquels le désouchage progresse rapidement après l'abattage de la forêt et qui sont maintenus en culture pendant de nombreuses années par des rotations de culture élaborées. La jachère courte, à base d'espèces herbeuses annuelles, semble préférée à la jachère forestière. La composition floristique de l'exploitation est bien plus large que celle des populations amérindiennes ou des migrants du Surinam, avec en particulier de nombreuses légumineuses, et plusieurs variétés de bananes plantain et de bananes douces venant des Caraïbes. Les agriculteurs pratiquent des cultures pures, ou des cultures associées organisées avec des cycles de culture emboîtés et des géométries de peuplement déterminées. Les patates douces et les ignames sont plantées sur de grandes buttes. L'effort de désherbage est particulièrement soutenu. Les cultures de bananes et de pastèques ou de melons d'eau sont abondamment fertilisées ; des fumiers de porcs sont recyclés sur les bananes et sur les cultures légumières. L'élevage de porcs est très développé, avec le « porc planche », race venue d'Haïti, nourri avec des herbes, des bananes et de la farine basse de riz. Cette communauté est fortement connectée avec des commerçants de produits agricoles qui circulent avec des camionnettes (souvent d'origine indienne, sainte-lucienne ou dominicaine).

Cette communauté est installée sur la terrasse « COSWINE » qui domine de 4m environ les alluvions récentes dans lesquelles sont installées les rizières. Les anciens cordons alluviaux qui constituent ici cette terrasse de la MANA portent des sols rouges, profonds, bien drainants, très favorables à la culture. La nappe phréatique est au niveau de l'eau dans la rizière et l'accès des populations à l'eau souterraine nécessite le creusement de puits moyennement profonds.

Un groupe d'une douzaine de familles a demandé au projet de les aider sur les problèmes suivants :

- L'accès à l'eau pour l'agriculture
- Le contrôle des mauvaises herbes
- L'accès à des variétés améliorées de racines et tubercules, de légumineuses, de cucurbitacées, de maïs
- Des conseils pour l'utilisation des engrais minéraux et des pesticides
- Un soutien pour augmenter la productivité des élevages de porcs
- Une formation pour diversifier les élevages (ovins et caprins, voire bovin laitier et vache pour les veaux)
- Une aide pour mieux commercialiser les produits

Les administrations n'ont pas de plan d'action défini pour cette communauté. Le projet propose de réfléchir à l'aménagement agricole de la bande de 200 à 500m de large qui longe la bordure des rizières et qui est un milieu à forte potentialité agricole.

### 3.3.5. BASSIN MINE d'OR, aire d'installation de PPDS et de migrants du Guyana et d'Europe

La population qui s'est établie à Bassin Mine d'Or peut sans doute être qualifiée par un seul adjectif : des fuitifs. Les enquêtes réalisées par le projet montre que cette population, comme celle qui s'est installée plus à l'Est sur la zone de l'Arrêté de Biotopie des Sables Blancs, est composée de fuitifs de la guerre civile du Surinam qui ne sont pas passés par les camps de réfugiés ou qui ont fui ces camps, de familles qui n'ont pas accepté de s'installer à CHARVEIN après avoir refusé l'aide au retour, de branches familiales qui se sont séparées des familles de CHARVEIN (disputes, divorces), de migrants récents du Surinam, du Guyana, et de la Communauté Européenne. Aussi, une minorité importante de ces populations n'a pas de titre de séjour et à de rares exceptions près, personne ne dispose de carte de séjour de dix ans.

Une forte majorité des familles bénéficie de transferts sociaux pour les enfants, mais certains groupes sociaux ne peuvent compter que sur les revenus de leur travail. Cette zone reculée est particulièrement favorable au trafics et est soumise plus que les autres zones à la pression de groupes de caractère mafieux. Il n'y a pas comme à CHARVEIN le sentiment d'appartenir à une communauté qui peut s'organiser pour défendre ses droits. Beaucoup considèrent qu'ils sont en transit, avant une nouvelle installation rurale ou urbaine.

La zone de BASSIN MINE d'OR est principalement formée de l'aval de la grande nappe sédimentaire de la Série Détritique de Base, ici composée de « Sables Blancs ». Au voisinage de la vallée de la MANA et de la mer, ce dépôt a été profondément décapé puisqu'il culmine à une altitude inférieure à 20m contre 40m à une dizaine de Km en amont sur cette vallée. Des concentrations de galets et cailloux de quartz en bancs assimilables à des levées alluviales supportent cette hypothèse. Des collines très basses de granites parcouru de grands filons de quartz, recouvertes d'altérations kaoliniques et de cuirasses ferrugineuses émergent de ces sables à l'Est et au Sud Ouest de BASSIN MINE d'OR. Les filons de quartz ont probablement été exploités par les orpailleurs, qui sont sans doute à l'origine des premières clairières dans la forêt. Une exploitation forestière a ouvert une piste en boucle depuis le CD8 qui était l'ancienne route reliant CAYENNE à MANA et à SAINT LAURENT ouverte par les Bagnards, et des pistes pénétrantes. Les occupants sans titre récents de cette zone sont principalement groupés le long de ces pistes ; la piste principale a été élargie et chargée de latérite pour desservir le futur lotissement. La forêt est donc nettement « secondaire » sur cette zone qui n'est pas véritablement une zone caractéristique de la formation des « Sables Blancs ».

Les chefs de famille, dont une proportion non négligeable est composée de femmes, ont demandé au projet de les aider dans les domaines suivants :

- Production de bananes et d'ananas
- Production de maïs
- Production de courges et de légumes
- Développement de petits élevages de porcs et de moutons
- Accès à l'eau pour les besoins de l'exploitation
- Appui à la commercialisation des produits
- Appui à l'organisation d'associations locales d'agriculteurs
- Appui à la transformation du manioc



La DAF et la Mairie de MANA ont programmé le développement d'un lotissement agricole à BASSIN MINE d'OR. Environ 70 lots de 7 à 13 ha sont prévus pour une distribution à des agriculteurs. Les conditions d'accès à ce type de lotissement ne sont pas clairement définies. S'il faut avoir le statut d'agriculteur, les exploitants sur abattis seront exclus. S'il faut acheter les lots, ces exploitants seront également exclus. La conception actuelle du lotissement prévoit que la « zone de vie » groupant les habitations sera à l'extérieur de la zone lotie, et particulièrement à l'endroit où se trouve actuellement une grande partie des habitations non autorisées des habitants de BASSIN MINE d'OR. Aucun modèle d'exploitation agricole ne sous-tend la conception de ce périmètre. En conséquence, il n'y a pas de relation entre le dessin proposé pour le parcellaire et les besoins d'accès aux ressources naturelles des différents types d'exploitation qui pourront s'y installer. Aucun investissement de type contrôle de l'érosion, desserte par piste rurale, accès à l'eau souterraine n'est prévu. La place de la forêt dans le lotissement n'est pas prévu. La mise en œuvre de ce lotissement pose donc de très nombreux problèmes et la DAF et la CCOG ont demandé au projet de faire des propositions techniques sur les questions en suspens.

La Sous-Préfecture s'inquiète de l'évolution sociale de zones marginalisées comme BASSIN MINE d'OR et demande au projet de donner les fils sociaux qui permettront d'amorcer l'insertion économique de ces populations dans un contexte rural.

Le projet propose de s'intéresser à l'intégration de l'agriculture et de l'élevage dans cette zone écologique à fortes contraintes pour l'agriculture, et de tenter de mobiliser l'eau souterraine pour l'agriculture. L'organisation locale des ruraux dans un contexte social aussi difficile interpelle et des méthodes pour l'agrégation sociale des exploitants autour de projets devront être testées.

### 3.3.6. SAUT SABBAT, recyclage des ouvriers d'une scierie dans l'agriculture

Le site de SAUT SABBAT, situé à un km environ du pont qui permet à la RN1 de passer la rivière MANA, en rive droite, a été créé par l'installation d'une scierie après la seconde guerre. Cette entreprise est aujourd'hui en grande difficulté et les ouvriers licenciés sont restés autour du site et ont développé des abattis pour survivre. Cette population est socialement très disparate : BRESILIENS, SURINAMIENS, GUYANIENS et noirs marrons cohabitent sans former une véritable communauté. Au voisinage de ce site, des petites communautés SARAKAKA (anciens esclaves fugitifs du Surinam) se sont établies ; elles sont très discrètes et se mêlent peu aux anciens ouvriers de la scierie. La rivière est une voie d'accès très importante aux placers aurifères de la moyenne et de la haute MANA. Un important mouvement de pirogues convoie les chercheurs d'or, les chasseurs et autres trafiquants au niveau du pont qui est installé au niveau des derniers rapides de la rivière avant la mer, et justifie l'existence d'un comptoir qui approvisionne l'ensemble des populations en tout ce qui peut être utile à un pionnier. Des Européens et des latino-américains gravitent autour de ce site où bien des prestations sont réglées en pépites et en poudre d'or. Cette situation est assez représentative des « dégrad », les pontons de fortune installés le long des rivières qui sont les points de contact avec l'économie marchande des orpailleurs, des chasseurs itinérants et de tous les aventuriers qui gravitent autour de ces activités de prédation.

Les agriculteurs ont installé leurs abattis sur des collines en demie oranges aux sommets étroits et aux pentes raides dans une forêt faiblement secondarisée par l'activité de la scierie, et à proximité de la route. Les sols ferrallitiques développés sur ces collines sont hétérogènes, mais tous caractérisés par un mauvais drainage à faible profondeur. La plupart de ces sols résultent d'une profonde troncature par une érosion très ancienne de vieilles altérites ferrallitiques, ce qui a amené près de la surface des matériaux d'altération peu perméables et compacts. Un anneau discontinu de carapaces ferrugineuses s'est développé au tiers supérieur des versants sur la plupart de ces collines et marque le contact entre les pentes modestes de l'amont et les fortes pentes de l'aval. Les thalwegs sont étroits et encaissés, peu propices à la mise en valeur ; ils sont les seules source d'eau accessibles, et l'eau est relativement claire dans les petits thalwegs, très chargée de matière organique et d'oxydes métalliques dans les thalwegs plus importants qui peuvent présenter des accumulations tourbeuses. Il semble que les schistes soient la roche dominante dans cette zone. Des reliques de terrasses fluviales à galets roulés à des cotes voisines de 45m témoignent de la vigueur de cette phase d'érosion jusqu'à SAUT SABBAT. De grandes buttes témoin du modelés qui existaient avant cette phase d'érosion subsistent en bordure de cette grande vallée, à des cotes de 55 à 60m et à des cotes voisines de 90m. Ces hauts reliefs sont installés sur des massifs granitiques intrusifs et sur des bancs de quartzites et des filons de quartz ; ils sont couronnés par de très épaisses cuirasses ferrugineuses. Les sols des versants de ces buttes témoins sont plus favorables à l'agriculture que ceux des collines plus basses.

Au sommet des collines, les agriculteurs plantent des arbres fruitiers, des bananes, en association avec des patates douces, du maïs, des ignames et des pieds isolés de canne à sucre, ou installent des champs de manioc ou de riz pluvial. A mi pente, les bananes sont particulièrement représentées. Les cultures sont envahies par de vigoureux recrues de la végétation naturelle et par de grandes graminées et le sol est très couvert, ce qui limite les processus d'érosion. Malgré cela de nombreuses rigoles se développent.

Vers l'Est, les Sables Blancs s'adosent aux collines en demie orange. Un paysage de grands plateaux à une cote monotone de 40m et drainé par des vallées organisées aux pentes moyennes s'oppose ainsi au moutonnement des collines du socle cristallin. Les agriculteurs y pratiquent une agriculture très extensive ou l'ananas a une place importante, en association avec des courges, du manioc. Les jachères arbustives ont une grande extension dans cette zone.

Les agriculteurs ont demandé au projet de les aider sur les points suivants :

- Lutter contre l'érosion des sols
- Améliorer la production de bananes
- Améliorer la production de patates douces
- Améliorer la production d'ananas
- Développer des cultures spéciales (herbes, épices, plantes ornementales)

Dans cette zone où la chasse est pratiquée par tous, pour la vente aux automobilistes et aux piroguiers, l'élevage n'est pas pratiqué.

Les administrations n'ont pas formulé de demande particulière sur cette zone, mais les pouvoirs publics ont soutenu les démarches du projet pour aider à l'insertion de ces pionniers dans l'économie marchande de l'Ouest.

### 3.3.7. Sites abandonnés

Le site de MAMARIBO/ COUMAMANA a été abandonné à la demande de la Chambre d'Agriculture qui a estimé couvrir tous les besoins sur ce site. Le site d'APATOU a été abandonné à la demande de la CCOG qui a estimé que sa coopération sur ce site avec le projet « MARONI Développement » suffisait à saturer la capacité de participation des agriculteurs. En tout état de cause, l'ampleur de la tâche à accomplir sur les 5 sites restant était telle sur un programme de deux ans qu'il n'y avait aucune raison d'argumenter pour alourdir le programme de travail



## **4. Résultats scientifiques et techniques du projet et investissements correspondants**

### **4.1.1<sup>er</sup> produit : la connaissance des conditions et des stratégies économiques des ruraux**

#### **4.1.1. Délimitation de l'objectif du projet et description sommaire des méthodes pour la connaissance des conditions et des stratégies économiques des ruraux**

Le premier produit du projet est une contribution à la connaissance des conditions de la production agricole et de la gestion des ressources naturelles par les ruraux, à la connaissance des conditions sociales, techniques et économiques des familles rurales, et à l'analyse des stratégies économiques et sociales de ces familles rurales. Le projet n'a pas de mandat pour une connaissance exhaustive de ces sujets sur la région. Il ne fait pas d'inventaires, il ne réalise pas de cartes, il n'établit pas de banques de données relatives à des mesures. Cependant, les observations de terrain faites dans le cadre du projet, combinées à l'analyse de la documentation, permettent d'énoncer des hypothèses sur les contraintes et les potentiels des milieux naturels pour la mise en valeur par l'agriculture sur abattis. Le projet ne conduit pas de recensement. Par des enquêtes ciblées, par des études de cas et par l'étude de la documentation disponible, il apporte un point de vue pour élaborer ses protocoles expérimentaux et pour renseigner les décideurs du développement économique. Une telle accumulation demande du temps. A l'échelle de deux ans, les résultats sont nécessairement fragmentaires et approximatifs.

#### **4.1.2. Les conditions économiques et sociales des ruraux tirant parti d'abattis sur les sites du projet.**

Des enquêtes relativement exhaustives sur les conditions économiques et sociales des ruraux ont été conduites à PROSPERITE, à CHARVEIN, à BASSIN MINE d'OR. Les travaux ont été moins approfondis sur les deux autres sites. Ils le seront dans la prochaine phase du projet.

##### **4.1.2.1. PROSPERITE**

###### **4.1.2.1.1. Accès au droit des habitants du village**

L'analyse des conditions économiques et sociales à PROSPERITE a été réalisée dans le cadre du stage de Chloé CIBULKA. Il y avait en 1999 74 Habitants à PROSPERITE, organisés en 12 foyers. Chaque foyer a en moyenne 4 enfants. Les deux tiers des habitants ont moins de 20 ans. Les personnes âgées de ces familles sont restées au SURINAM lors de la migration du groupe en 1986 ou vivent dans d'autres villages en Guyane. Chaque famille nucléaire gère son abattis, et seuls le père et la mère sont des actifs agricoles. L'activité économique de la

femme conditionne le système d'activité agricole. Plus elle commercialise de produits transformés (essentiellement à partir du manioc), plus l'abattis est important.

Quatre foyers de PROSPERITE sont français. L'homme touche le RMI, soit 1700 F par mois. Trois adultes possèdent des cartes de résidents valables 10 ans, et l'homme bénéficiant de cette carte touche le RMI. Douze adultes (soit 50% des personnes de cette catégorie) possèdent des cartes de séjour de 2 mois à 1 an. Trois femmes récemment arrivées du Surinam n'ont pas de papiers.

Les familles qui ont des enfants nés sur le territoire français reçoivent des allocations familiales, soit de 900 F par mois pour un enfant à 7.000 F par mois pour 10 enfants. 34% des enfants de la communauté sont nés au SURINAM.

#### 4.1.2.1.2. L'activité agricole, la génération de revenus par l'agriculture

Le Capitaine du village (représentant désigné par l'administration) a demandé pour la communauté un droit de culture sur 50 ha. Pour le bornage de 12 ha il a payé 4.000 F. La Mairie de MANA a refusé ce droit de culture, malgré le décret du 16 Avril 1987 qui prévoit le droit d'usage collectif de la terre pendant 10 ans pour les communautés autochtones. Les agriculteurs qui ont la nationalité française ou un titre de séjour de 10 ans ont le droit de s'inscrire à l'AMEXA, mais leurs demandes ne sont pas éligibles dans cette organisation car ils ne cultivent pas 2 ha en équivalent de cultures pures intensives ( ce qui représente environ 5 ha dans les conditions de densité de plantation de l'agriculture traditionnelle).

Les agriculteurs de PROSPERITE ne sont pas autorisés à commercialiser leurs produits, qu'ils écoulent donc de façon informelle. Ils vendent des bananes, des ignames et des ananas aux agriculteurs HMONGS de JAVOUHEY qui passent avec leurs camionnettes avant d'aller au marché de Saint LAURENT le Mercredi et le Samedi. Les prix qui leur sont donnés sont très bas ( 2 à 3 F/Kg) et les amérindiens sont peu intéressés par ce marché. Les femmes transforment le manioc en galettes de semoule (les cassaves), vendues à 12 F l'unité, soit environ 25 F/kg. Elles peuvent fabriquer la matière première de 25 cassaves en deux jours et cuire les cassaves en une journée, soit une rémunération brute de 100 F / jour. Les femmes transforment également sur commande le manioc en couac, une semoule séchée. Ce produit est vendu à 12 F / Kg. Deux femmes traitent 80 kg de manioc en 1 jour pour faire la semoule fraîche, la faire fermenter et la presser, et cuisent les 40 kg de produit fini correspondant en une journée. La journée de travail est ainsi rémunérée à 120 F, en considérant que le manioc brut est sans valeur marchande. Le jus du pressage du manioc fermenté est récolté et cuit, pour donner une boisson très appréciée des amérindiens, le Cachiripo. 15 à 20 litres de ce jus sont obtenus parallèlement à la préparation du manioc pour 25 cassaves avec une journée de travail. Le produit est vendu à 10 F ou 12 F / l aux amérindiens d'autres villages. La rémunération de la journée de travail atteint alors 210 F en moyenne. Enfin, les femmes préparent un jus à partir d'une patate douce fortement colorée de rouge, le Cachiri, qu'elles mélangent avec des jus de canne à sucre ou d'ananas, ou avec des cassaves broyées. Ce jus fermenté est consommé par les amérindiens en grandes quantités lors des fêtes rituelles. Une partie est vendue, et on estime la valorisation de la journée de travail à 210 F en moyenne, comme pour le Cachiripo, en considérant que la patate douce utilisée n'a pas de valeur marchande. On peut compter 5 heures de travail par jour pour ce genre d'activités. Ces rémunérations relativement importantes résultent de la forte demande pour les produits amérindiens par les amérindiens vivant en ville.

Les familles de PROSPERITE élèvent des poulets de façon extensive et complètent leur alimentation sur parcours avec du riz et des farines achetées au SURINAM. Les HMONGHS leur achètent ces animaux à 25 F/kg, quel qu'en soit le poids, ces animaux étant en général de petit format ( 0,8kg à 1,2 kg). Le coût de production de ces poulets serait supérieur de 40 à 60% à leur prix de vente, mais cette vente procure de l'argent frais mobilisable à tout instant.

#### 4.1.2.1.3. La diversification des revenus : cueillette et artisanat

Les hommes de PROSPERITE tirent des revenus importants de la chasse. Une quarantaine d'animaux seraient abattus mensuellement (parmi lesquels se trouvent des espèces interdites à la chasse). Un quart de ce gibier est consommé dans le village et le reste est vendu à des particuliers. Les Galibis, ethnies des habitants de PROSPERITE, sont habituellement pêcheurs, mais ce village étant loin de toute rivière importante ne pratiquent pas cette activité.

Les femmes et les hommes ont une modeste activité artisanale (perles, vannerie, poteries, hamac), beaucoup plus faible que ce qui se faisait il y a seulement 5 ans. Les hommes coupent en forêt des piquets de WAPA, arbre au bois très dur et imputrescible, que les HMONGHS leur achètent à 5 F pièce. La rémunération horaire serait de 25 F brut dont il faut retirer les frais de tronçonneuse, difficiles à évaluer dans les conditions traditionnelles et collectives d'utilisation multi-usage. Un homme peut ainsi gagner de 300 F à 600 F par trimestre. Un foyer du village façonne des pirogues dans les troncs d'arbres pour les amérindiens, au tarif de 1.000 F/m. Les temps de travaux et le rythme des commandes n'ont pas pu être identifiés.

#### 4.1.2.1.4. La pauvreté frappe la majorité des familles

Les revenus monétaires mensuels des foyers de PROSPERITE vont de 1000 F à 16.000 F, et les revenus par personne varient de 450 F/ mois à 1800 F/ mois. Les transferts sociaux (de 30% à 60% de ces montants) contribuent moins au revenu des plus pauvres qu'au revenu des plus aisés. 9 foyers sur 12 sont en dessous du seuil de pauvreté tel que considéré en France, soit avec moins de 1700 F/ personne ; leurs revenus monétaires sont en effet compris entre 450 F et 1250 F par personne et par mois. Cependant, les revenus non monétaires générés par les produits auto-consommés (cueillette et agriculture) sont assez importants, et inversement proportionnels aux revenus monétaires des familles. Ainsi, le revenu total par habitant s'étage entre 1200 F et 2100 F par mois, et 9 foyers sur 12 sont toujours en dessous du seuil de pauvreté. Les trois foyers qui se trouvent au dessus du seuil de pauvreté ont la nationalité française. Le quatrième foyer de nationalité française, composé d'un couple de retraités qui n'a presque plus d'activité agricole et de chasse est dans une situation précaire.

Les dépenses d'alimentation représentent en moyenne 40% des revenus, et sont d'autant plus fortes que les revenus monétaires sont plus élevés. Les frais d'habillement, de transport et de scolarité croissent évidemment avec la taille des familles et le nombre d'enfants. Ces frais sont largement couverts par les transferts sociaux. On peut dire que les revenus de l'agriculture, de la chasse et de la foresterie couvrent, sauf pour les familles très nombreuses, les achats alimentaires et les maigres achats d'intrants pour l'agriculture (aliments des poulets). Les familles très nombreuses dépendent des transferts sociaux pour leur alimentation. Ainsi, les transferts sociaux à PROSPERITE permettent aux familles françaises de compléter aisément la production agricole par des achats alimentaires et de mettre en marché des surplus importants, tout en sortant de la pauvreté. Ces transferts sociaux permettent la survie des familles qui n'ont pas la nationalité française, alors que les activités de cueillette et d'agriculture seules ne permettraient pas aux familles de faire face à leurs



besoins élémentaires. L'accumulation sous forme d'épargne est nulle, la seule accumulation consistant à l'achat des tôles pour faire le toit de la maison.

L'axe majeur de la stratégie de production des amérindiens de Prospérité pour l'agriculture reste l'autosuffisance alimentaire, avec si possible une commercialisation des produits de l'agriculture et de la cueillette pour couvrir les dépenses incompressibles du ménage. Mais les familles n'ont pas de stratégie d'accumulation dans l'appareil de production. Certains commencent à s'intéresser à trouver des emplois dans la ville de Saint LAURENT du MARONI. Ce sera l'objectif de la plupart des adolescents qui seront indépendants dans les cinq ans à venir. Les pratiques agricoles risquent d'évoluer rapidement.

#### 4.1.2.2. CHARVEIN

##### 4.1.2.2.1. L'accès au droit dans le village

Il est très important de comprendre l'histoire du peuplement du « village » de CHARVEIN pour pouvoir comprendre la stratégie de développement et d'activité économique des groupes familiaux qui le composent. Il est également important de confronter l'évolution de l'attitude des administrations face à ces populations et l'évolution de la stratégie de génération de revenus de ces populations. Une enquête d'opinion, et l'interrogation des notables ont donné des informations qui sont ici confrontés à l'enregistrement officiel des faits. Les données présentées ci-dessous ont été obtenues grâce au **stage de Cédric ELLUARD**, et ont été validées ensuite par les cadres du projet au cours des travaux relatifs à l'innovation technique.

La population de CHARVEIN est originaire de MOENGO, district de MAROWIJNE, au SURINAM. Avant leur migration, ces familles avaient des revenus d'origine et d'importance variée. Sur les 25 chefs de familles enquêtés (sur 300 familles environ dans le village), 13 avaient un travail salarié, 3 femmes tiraient uniquement leurs revenus des abattis, et 9 étaient à l'école au moment de leur fuite. 12 chefs de famille avaient un abattis, et 7 en tiraient des revenus. Les familles recevaient des allocations familiales, mais le paiement était très irrégulier. En 1984, la moitié de ces familles avait l'eau courante, l'électricité, des appareils ménagers et des appareils vidéo. 20% possédaient une voiture. **La fuite devant la guerre civile et l'installation en conditions précaires qui dure depuis plus de 15 ans a donc été pour la grande majorité d'entre eux une dégradation massive de la situation économique et un changement total des sources de revenus.** L'effondrement du florin surinamien qui a résulté de la guerre civile et de l'instabilité politique qui a suivi, a donné une plus-value aux revenus monétaires générés en Guyane par ces populations, par rapport à la valeur des marchandises disponibles au SURINAM. Mais cette rente de situation économique des émigrés ne s'est constituée que très progressivement, et n'a certainement pas été un mobile d'exil du pays d'origine pendant plusieurs années après que les conditions de sécurité se soient stabilisées.

La quasi totalité des personnes vivant dans la zone de CHARVEIN est arrivée en Guyane en 1986, et a reçu un statut de **Personne Provisoirement Déplacée du Surinam (PPDS)**. **Contrairement au statut de réfugié politique, ce statut ne permet pas aux personnes étrangères de rester dans le pays d'accueil quand le retour au pays d'origine devient possible.** Les PPDS ont d'abord été groupés dans trois camps, au PK 9 sur la RN1, à la sortie de Saint LAURENT, à CHARVEIN sur le site d'un ancien bagne et à ACAROUANY sur le site d'un autre bagne occupé par la Léproserie de l'Ouest. On sait que de nombreux réfugiés

en Guyane n'ont pas rejoint ces camps car ils se méfiaient de l'armée et de la gendarmerie française. Jusqu'en 1988, ces réfugiés n'ont pas été autorisés à travailler ou à couper la forêt pour cultiver des abattis. Ils étaient contenus dans une aire clôturée où l'armée les approvisionnait en eau et en nourriture. Cependant, dès 1987, certains chefs de famille avaient commencé à installer des abattis clandestins pour produire ce dont ils avaient besoin. Le capitaine du camp de CHARVEIN a demandé et obtenu de la Sous-Préfecture de Saint LAURENT l'autorisation orale pour les familles du camp d'installer des abattis. Peu à peu, les réfugiés sont sortis des camps et ont travaillé en vendant à des rabatteurs les produits de leurs abattis, des jus de fruits sauvages (palmier Wassai), ou ont été employés de façon clandestine sur des abattis d'exploitations DJUKAS ou Créoles, ou sur les exploitations des HMONGHS à JAVOUHEY (surtout les réfugiés du camp d'ACAROUANY). La journée de travail était alors rémunérée entre 10 F et 50 F, soit à moins du quart du tarif légal. Dès leur arrivée, les réfugiés sont donc pris dans un système d'échange inégal dont des opérateurs du département tirent profit.

La situation de crise au Surinam n'étant pas réglée trois ans après l'arrivée de ces PPDS, les relations entre les réfugiés et la population de la zone littorale de l'Ouest Guyanais se détériorent, ce qui provoque l'action de l'Administration. Des écoles en hollandais sont créées par des associations dans les camps, ce qui est vécu par les administrations locales comme la constitution d'une enclave étrangère. La population des camps est désœuvrée et privée de ressources et crée une économie informelle; les responsables de cette communauté nommée par l'Administration ne peuvent pas contrôler la tentation de délinquance de certains groupes dans les camps. Il y a probablement autant de familles hors des camps que dans les camps; la société surinamienne de l'autre côté du fleuve est déstabilisée, ce qui génère également des foyers de délinquance. Cette situation sociale des populations surinamiennes de part et d'autre du MARONI est surimposée à une stagnation de l'économie dans l'Ouest qui laisse en marge de la croissance de nombreuses familles. Les conditions sont donc très favorables à l'apparition de conflits entre les communautés. Rapidement, la population créole manifeste pour faire expulser les émigrés, la gendarmerie accentue sa chasse aux clandestins. A l'époque, ces clandestins sont des réfugiés, mais qui ont des raisons particulières de ne pas se faire connaître aux autorités du pays d'accueil, situation hélas ordinaire dans ce type de situation. En 1991, à la fin des hostilités au SURINAM, l'Etat Français et le Haut Comité aux Réfugiés proposent aux PPDS des primes au retour de 2.000F par enfant et 4.000 F par adulte. **L'approche du problème des réfugiés développée par l'Administration centrale et par les administrations décentralisées va créer un chaos social qui explique les graves problèmes d'insertion auxquels font face aujourd'hui ces populations.**

L'aide au retour est présentée comme un choix aux PPDS, bien que les documents distribués mentionnent des possibilités d'expulsion. De nombreuses familles saisissent l'opportunité de l'aide au retour (surtout les vieux), mais un nombre significatif de familles ne veut pas rentrer. Certaines de ces familles sont inscrites dans les camps, d'autres sont cachées dans la forêt (ces dernières ne pouvant s'inscrire pour l'aide au retour). Les familles et les individus qui ont refusé le retour avaient des raisons objectives de ne pas rentrer au pays (difficile à lier à l'époque à des considérations économiques, au vu de la précarité de la vie dans les camps et surtout dans la forêt), raisons qu'il était à l'évidence peu utile de rendre publiques aux commissions France/ SURINAM qui ont organisé le retour. Les réfugiés savaient mieux que l'Administration française la valeur des engagements quand à leurs conditions de réinsertion, et savaient qu'ils seraient seuls face aux éventuels manquements à ces conditions.



Mais l'Administration hésite entre l'expulsion de tous les réfugiés et ses obligations internationales d'héberger les personnes menacées, situation commune à toute situation de réfugiés en cas de guerre civile. Elle décide de considérer quatre catégories de surinamiens :

- ceux qui ont opté pour l'aide au retour, qui seront remis aux autorités du SURINAM et pourchassés s'ils repassent la frontière ;
- ceux qui n'ont pas accepté l'aide au retour et que l'Administration accepte d'accueillir à titre provisoire sur le territoire français ;
- ceux qui sont recensés, qui n'ont pas accepté le droit au retour, dont l'administration ne veut pas sur le territoire et qui seront expulsés sans bénéficier de l'aide au retour.
- ceux qui ne sont pas recensés et qui seront expulsés sans bénéficier de l'aide au retour.

Du point de vue des populations déplacées, il n'y avait que deux catégories : ceux qui pouvaient rentrer sans menaces sur leurs personnes qui ont empoché l'aide au retour, et ceux qui ne pouvaient pas. Le classement implicite mais non dit de l'Administration mettait la troisième catégorie dans l'illégalité, l'obligeant à la fuite pour rejoindre dans la forêt la quatrième catégorie. Les décisions des différentes administrations s'entrechoquent alors, car il y a de grandes différences d'objectifs et de stratégie entre l'Administration centrale et les administrations décentralisées et un déficit patent d'autorité du centre sur la périphérie. Le Gouvernement ferme tous les camps, sauf celui de CHARVEIN en 1991, et regroupe ceux qui ne veulent pas partir. Parce qu'il n'y a pas de message clair à ceux qui restent sur le sort qui leur est réservé, alors que l'hostilité de certaines fractions de la population guyanaise s'exacerbe, cette décision provoque une évasion de certains réfugiés qui rejoignent dans la forêt ceux qui n'ont pas été recensés. En 1992, l'Administration demande aux PPDS par un questionnaire leur projet en Guyane ; ceux qui ont fui les camps entre temps, comme ceux qui se sont tenus à l'écart des camps, sont exclus de l'enquête. Sur la base des déclarations des familles, 62 groupes familiaux sont autorisés à rester parce qu'ils veulent faire de l'agriculture et reçoivent des cartes de séjour d'un an. Implicitement, la menace d'expulsion s'installe sur les autres familles, dans les camps et hors des camps. Mais les administrations décentralisées n'ont pas préparé l'insertion sur le territoire de ceux qui viennent de recevoir des papiers. Pris entre des stratégies contradictoires, les PPDS n'ont pas confiance.

Au début de 1993, l'approvisionnement en électricité et en nourriture du camp est interrompue, la gendarmerie se saisit des émigrés sans cartes de séjour, ce qui provoque une fuite massive des émigrés, avec et sans papiers, dans la forêt. Mais l'Etat ne met pas en œuvre les moyens de sa politique. Il ne poursuit pas plus cette troisième vague de fugitifs que la première venue directement du Surinam dans la forêt, ou la seconde qui a fui les camps à leur fermeture. Seulement 4 personnes seront reconduites à la frontière, dont la perméabilité ne permet qu'un contrôle tout à fait relatif des mouvements. La population des réfugiés n'a plus de repères vis à vis de la politique des autorités, mais vit alors dans le dénuement car toute aide a cessé, et il n'est plus possible d'exploiter les abattis visibles des routes où patrouillent les forces de l'ordre. On peut se demander si les entreprises et les exploitations agricoles officiellement reconnues qui employaient illégalement ces réfugiés avant cette crise ont cessé de leur proposer du travail pendant cette année de confusion. Cependant, ces employeurs ont de nouveau mobilisé cette main d'œuvre bon marché dès que la situation s'est apaisée.

Il est probable que pour beaucoup de parties prenantes dans ce conflit, cette situation ne pouvait durer. Ainsi, peu à peu, des familles munies ou non de titres de séjour retournent dans les baraquements du camp et sur leurs abattis ainsi qu'aux travaux clandestins qui leur étaient



offerts avant la crise, sans obstruction par l'état qui a pourtant fermé le camp, tandis que les autres s'éparpillent dans la zone littorale, en relation avec des familles de « noirs marrons » français et avec d'autres communautés dispersées. Les enquêtes informelles du projet ont ainsi identifié des familles d'immigrés « sous protectorat » depuis cette crise jusque dans des communautés amérindiennes. En Mai 1993, soit 8 ans après l'arrivée des réfugiés, l'Administration lie le renouvellement des cartes de séjour d'un an à l'évacuation du camp. Elle ordonne à ceux qui ont reçu leurs documents d'installer leurs habitations sur les abattis qu'ils ont été oralement autorisés à constituer. Ils reçoivent l'autorisation verbale d'exploiter à titre précaire une bande de « 2 km de long » de part et d'autre du camp le long du CD9 et du CD10, en limitant la déforestation à quelques dizaines d'ares derrière leur maison. La mairie de MANA « pose » ces familles le long des routes sans aucune délimitation de parcelles car il n'est pas question d'établir un droit sur le sol. Or, dans le droit surinamien, l'allocation d'un site par le district vaut droit foncier. Les malentendus avec l'administration s'alourdissent.

Comme il fallait s'y attendre, les différentes catégories de fugitifs cités plus haut, que les Administrations ont décidé d'ignorer, viennent s'agréger un peu en retrait de la route à ce « village informel », puisque beaucoup de réfugiés sont liés par le lignage. Echaudées par les expériences passées, ces personnes ne se feront pas connaître lors des recensements organisés depuis. Des réseaux de solidarité/ dépendance se confirment entre ceux qui sont reconnus (à défaut d'être insérés) et les autres. Par ailleurs, la plupart des familles de CHARVEIN ont gardé des relations familiales avec d'autres familles au SURINAM. Les « visites » se multiplient, des mariages traditionnels s'établissent, et il est difficile pour les administrations de différencier le séjour prolongé d'un proche et l'installation clandestine d'un captif domestique. Mais aucune action d'envergure n'a été engagée pour se saisir de ces clandestins, la gendarmerie exerçant une pression de vérification d'identité sur les routes et sur les marchés qui entretient l'insécurité des clandestins et de l'activité économique informelle de ceux qui ont des papiers, sans que les problèmes soient traités sur le fond. Il devient clair pour les populations que la force publique ne les expulsera pas, mais qu'il sera très long et très pénible d'obtenir une régularisation de leur situation, qui se fera au cas par cas. **Ces populations s'installent dans l'exclusion. Cette situation crée des conditions propices à l'émergence de clientélisme, de corruption et de réseaux de type maffieux, en plaçant la majorité des individus dans des relations de dépendance à ceux qui ont des droits.**

Les incohérences des approches administratives ne se limitent pas à la gestion du droit des réfugiés. Les décisions administratives croisées ont abouti à placer les familles de PPDS autorisées à rester sur le Département dans une impasse foncière et dans un cul de sac géographique où le développement de l'activité économique est rendu impossible par la superposition de règlements édictés sans vision d'ensemble de l'Aménagement du territoire pour un développement social. Le Camp de CHARVEIN et les terrains sur lesquels les PPDS ont été verbalement autorisés à s'installer se trouvent sur **un gisement de kaolin répertorié** par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), ce qui interdit toute installation de maisons ou d'activité agricole pérennisée au nord du CD10 sur près de deux km et à moins de 500m du CD9 sur environ deux km de part et d'autre du carrefour CD9+CD10. Cette zone est précisément celle sur laquelle la Sous- Préfecture et la mairie de MANA ont verbalement autorisé les PPDS à s'installer. Au Sud Est des deux routes, une large **concession d'exploitation forestière** a été donnée par l'ONF à l'entreprise DUBOIS, qui occupe tout l'espace entre la rive gauche de la Rivière CHARVEIN, la rive droite de la Rivière Sainte ANNE et inclut au sud le bassin versant de la rivière Crique Rouge, laissant une bande libre d'environ 500m le long des deux routes. L'expansion des abattis des familles de CHARVEIN est donc bloquée vers le Sud et l'Est. Tout le coté Nord- Ouest de la

route CD9 est une **Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEF)** du marais de la COSWINE dans laquelle les défrichements ne sont pas autorisés par la Direction Départementale de l'Environnement (DIREN). Enfin, à 3km du carrefour CD9+CD10, le coté Ouest de la route CD9 forme le **territoire concédé** par la Préfecture à la communauté Amérindienne d'AWALA YALIMAPO en vertu du **droit des peuples autochtones**. Enfin, lors du Plan Vert de la Guyane, les Services Fonciers de la préfecture ont attribué des **droits fonciers à des agriculteurs** en bordure du CD9 (exploitation fruitière MATTEO au Nord Ouest avant le carrefour CD9+CD10, exploitations d'élevage au PK8 et au PK10 sur le CD10, aire d'exploitation des HMONGHS à JAVOUHEY à partir du PK11 sur le CD10), et depuis une dizaine de lots le long du CD10. **L'espace « alloué » à l'activité agricole de la communauté des PPDS « et apparentés » est donc confiné et mité, placé pour l'essentiel dans des zones classées pour d'autres activités que l'agriculture.**

**La nomination des interlocuteurs de l'Administration dans la communauté des PPDS a été gérée par accroc successifs.** Traditionnellement, le capitaine d'un groupe est nommé dans la famille la plus nombreuse ou exerçant une certaine autorité naturelle sur les autres familles. Cette fonction est quasiment héréditaire, ce qui crée de fait une reconnaissance par le groupe social. Le capitaine s'entoure de « surveillants » qui sont choisis dans les différents lignages du groupe et constituent un conseil qui traite des problèmes importants du groupe, et particulièrement des rapports avec l'administration. L'Administration ne s'est préoccupée de la représentativité de ses correspondants avec les réfugiés que deux ans après leur arrivée dans les camps. Un capitaine a ainsi été élu par les réfugiés en 1988 pour le camp de CHARVEIN. L'Administration organise une nouvelle élection en 1990 pour faire nommer un seul capitaine pour tous les camps, en prévision du rassemblement de ces camps, et le capitaine de CHARVEIN est élu à cette fonction, ce qui a déclassé les autres capitaines. L'ancien capitaine de l'ACAROUANY a accepté de prendre une fonction de gestion des décès sous l'autorité du nouveau responsable. Lors de la négociation pour le droit au retour, l'Administration provoque l'élection de trois nouveaux représentants des populations parmi lesquels le Capitaine de CHARVEIN est élu. Sa fonction résiste aux tribulations des fermetures, évacuations, exils et retours décrits précédemment, mais fissure singulièrement son autorité. Aussi, une famille concurrente se dresse contre lui, développe une association et négocie directement avec la mairie de MANA l'installation de l'électricité et du téléphone pour les membres de l'Association (soutenue par des intérêts au Surinam). L'administration rend le capitaine responsable de la migration sauvage qui gonfle les effectifs de la communauté, mais ne soutient pas son autorité face à ces clandestins. Beaucoup de familles le court-circuitent pour développer des démarches auprès des administrations territoriales et de la Sous-Préfecture. Les bases d'attribution de permis de séjour de 10 ans perdent largement leur transparence administrative et échappent à son intermédiation. Il devient peu à peu l'otage de l'Administration pour régler les différents locaux, et l'otage de la communauté pour résister à l'Administration. Aussi, il n'envisage pas de transmettre ses responsabilités dans sa famille. **L'Administration n'a pas pris les moyens de structurer la population des PPDS par des instances représentatives, reconnues et équipées de prérogatives.**

**La situation administrative de la population de CHARVEIN, 14 ans après l'arrivée des réfugiés, montre l'ampleur du décalage entre les attentes de ces populations et la politique des autorités.** Il était hors de question que le projet fasse une analyse exhaustive de la situation sociale dans ce village, alors que les institutions compétentes ne l'ont pas fait. Le projet a une obligation de résultats qui l'oblige à gagner la confiance de ses partenaires. Il ne pouvait dans ce contexte apparaître comme un sous-marin du Ministère de l'Intérieur. Après de longs travaux d'approche, les anciens du village ont accepté une reconnaissance limitée de



la situation, qui ne peut pas prétendre à une bonne représentativité. Une enquête réalisée en Mai 1999 dans le cadre du programme préparatoire au projet (NPK) sur un échantillon de 45 chefs de famille a donné les résultats suivants :

- dans 40% de familles, personne n'a de titre de séjour
- dans 30% des familles, au moins une personne a une carte de séjour de 1an, mais personne n'a de carte de résident
- dans 30% des familles, au moins une personne a une carte de résident.

Il n'y a pas de rapport univoque entre la date d'arrivée de ces migrants et leur accès au droit, des personnes arrivées en 1986 pouvant disposer de cartes de séjour de six mois ou d'un an alors que des personnes arrivées après le conflit au Surinam ont eu accès à des cartes de résident. Devant cette situation, les autorités ont informé l'ensemble des personnes sans papiers qu'elles pouvaient faire une demande de cartes de séjour en mairie. Depuis Août 1999, des régularisations ont eu lieu.

#### 4.1.2.2.2. L'expansion démographique et la stratégie des adultes

La pyramide des âges construite sur la population des 25 familles enquêtées montre qu'il y a **63% de moins de 20 ans, et 53% de moins de 15 ans**. La pyramide des ages montre des **déséquilibres entre les sexes** qui traduisent la stratégie des familles qui placent leurs enfants d'un coté ou de l'autre de la frontière en fonction des opportunités.

- il y a 68 garçons de moins de 15 ans contre 36 filles. Les familles font venir les jeunes garçons nés au SURINAM pour qu'ils reçoivent une éducation Française. Ils restent en Guyane jusqu'à 15 ans environ.
- Il y a 24 filles et jeunes femmes de 15 à 25 ans, contre 16 garçons et jeunes hommes. Les garçons qui ne sont pas nés en Guyane sont accueillis dans les écoles, mais expulsés à 18 ans car ils n'ont pas accès à la nationalité française. Par contre, des jeunes filles viennent se marier à la mode traditionnelle dès qu'elles ont 16 ou 18 ans, ont des enfants très vite qui naissent sur le sol français et restent avec un statut de visiteur en attendant une éventuelle régularisation. Beaucoup de jeunes femmes ont des enfants sans être mariées, et se marient avant d'avoir trois enfants. Cette situation perdure depuis plus de 10 ans, ce qui explique le grand nombre de femmes dans la tranche d'âge de 20 à 30 ans par rapport aux hommes, alors que tous les gens de cet âge étaient nés avant l'émigration.
- Le nombre d'enfants par femme est d'en moyenne 5,6. On peut compter sur une naissance tous les trois ans pour les femmes dont l'âge est compris entre 18 ans et trente cinq ans. Les trente trois femmes de 18 à 35 ans de l'échantillon font ainsi naître actuellement tous les ans 11 enfants.
- Il y a très peu de personnes âgées de plus de 50 ans. Les chefs de ménage qui avaient 40 ans et plus lors de l'aide au retour sont rentrés récupérer ce qui restait de leur vie au Surinam lors de l'offre de l'aide au retour plutôt que de reconstruire leur vie en Guyane. Par contre, ceux qui avaient moins de 18 ans lors de la fuite en Guyane sont restés.

Le nombre des mères en âge d'avoir des enfants va rapidement augmenter au cours des 10 années à venir. Dans 10 ans, en dehors de toute nouvelle arrivée de jeunes femmes dans ces familles, il y aura cinquante femmes en âge d'avoir des enfants dans le groupe enquêté de 25 familles, ce qui sur la base de la prolificité actuelle devrait aboutir à la naissance de 17 enfants par an. Si l'arrivée des jeunes femmes perdure, on peut prévoir la naissance de 25 enfants par



an dans le groupe actuellement constitué de 25 familles dans 10 ans. On mesure ainsi les problèmes que la natalité va rapidement poser dans un « village » qui comprendrait aujourd'hui 300 familles et où naissent actuellement chaque année environ 120 enfants, et où naîtront dans dix ans au minimum 200 enfants par an, et peut être 300 enfants par an. Les allocations familiales données pour tout enfant né sur le sol français sont un facteur important de soutien à la natalité, mais elles sécurisent les mères célibataires et donnent une sécurité minimale aux familles qui ont des papiers. Mais elles provoquent également une opportunité pour les jeunes filles qui viennent dans le département pour faire naître leurs premiers enfants. **Il faut prévoir l'insertion économique et sociale de cette population à venir, alors qu'elle a été installée dans une nasse géographique qui ne permettra pas son expansion territoriale.**

La situation des jeunes garçons qui sont scolarisés dans le système français, puis rejetés du territoire à leur majorité est dramatique. Ecartelés entre deux modes de vie, beaucoup reviennent clandestinement en Guyane, et naturellement ils ne sont pas repoussés par leur famille ou par les autorités coutumières. Leur situation leur paraît particulièrement injuste par rapport aux jeunes femmes qui, ayant des enfants dès l'âge de 16 ans pour certaines, ne sont pas expulsées du Département. La situation des jeunes garçons en situation régulière n'est pas brillante non plus, car il n'y aura pas d'emploi pour ces jeunes sans diplômes, maîtrisant très mal le français, et que la société guyanaise accepte difficilement. **Il faut donc conduire des actions particulièrement soutenues en direction des jeunes hommes.**

La très grande majorité des chefs de familles sont dans la force de l'âge ou sont jeunes. Ils sont dans des stratégies de recherche de revenu et d'expansion pour couvrir les besoins de leur groupe familial qui s'agrandit rapidement. De plus en plus de chefs de famille vont chercher dans les cinq ans à venir à installer leurs enfants nés peu de temps avant l'exil ou nés sur le territoire français. Les premiers n'auront aucun droit parce qu'ils ne sont pas français, et parce que la procédure de naturalisation a été rejetée jusqu'il y a peu de temps par l'administration. Les seconds opteront dans leur grande majorité pour la nationalité française, et l'administration ne pourra pas les maintenir dans la situation de marginalité économique dans laquelle vivent leurs parents. La situation va devoir évoluer de ce fait très rapidement. **Il faut prévoir l'aménagement du territoire et les équipements publics pour faire face à l'expansion démographique extrêmement rapide de ce groupe social.**

#### 4.1.2.2.3. L'accès au revenus et la structure des dépenses

**L'accès aux transferts sociaux est le premier déterminant de la stratégie de génération de revenu des familles.** Sur les 25 familles enquêtées, une personne touche le RMI, 13 familles ont des allocations familiales (enfants nés en France), et la personne qui touche le RMI est dans l'une de ces familles. 3 familles sont formées de jeunes couples ou de célibataires qui, bien qu'ayant des titres de séjour, ne bénéficient pas de transferts sociaux. Les revenus sociaux de ces familles vont de 2400 F à 5200 F par mois et représentent de 50 à 70% des revenus totaux. Les revenus mensuels par individu (monétaire et autoconsommation) sont voisins de 1000 F lorsque des revenus complémentaires sont générés par la vente et le travail.

Les familles les plus désireuses d'accroître leurs revenus ajoutent à ces transferts sociaux des **rémunérations de travaux non déclarés** (chantiers de construction privés, activités agricoles), des activités de service informel (mécanique, travail du bois, transport) et des revenus de la vente illégale des produits de leurs abattis ou de la chasse et de la pêche. Tous

ont développé des productions agricoles commerciales sur des parcelles cultivées de façon continue avec des intrants. Cependant, ces agriculteurs qui n'ont pas de droit foncier et ne sont pas enregistrés ne sont pas habilités à commercialiser leurs productions qui s'écoulent sur le marché informel. Les travaux non agricoles représentent de 17 à 30% des revenus, les ventes des produits de l'abattis représentent de 6 à 7% des revenus, et les produits de la chasse et de la pêche moins de 4% des revenus. L'autoconsommation des produits de l'abattis représenterait de 7 à 8% des revenus des familles, la chasse assurerait la quasi totalité des besoins en viande des familles et le produit correspondant serait équivalent à celui consommé sur l'abattis.

D'autres familles ayant accès aux transferts sociaux tirent l'essentiel de leurs revenus de leurs abattis. Comme dans le cas précédent, l'abattis est orienté vers la production de cultures de vente ; il est fixé et l'agriculteur utilise des intrants. La taille de l'exploitation dépend du nombre d'actifs et le niveau d'intensification dépend de l'importance des transferts sociaux. Le principal objectif de ces familles est d'acquérir un moyen de transport pour écouler la production sur les marchés, de façon informelle puisque que les exploitations ne sont pas enregistrées. Les revenus de la vente des produits représentent environ 40% des revenus, l'autoconsommation représentant environ 12% des revenus. La valeur de la consommation des produits de la chasse n'a pas pu être estimée, cette activité étant moins importante que dans le groupe précédent.

Enfin, un petit groupe de familles bénéficiant des transferts sociaux entretient des abattis principalement pour leur autoconsommation, et de façon traditionnelle. Elles complètent leurs revenus monétaires par des petits services rémunérés par l'économie informelle. Les revenus de l'autoconsommation des produits de l'abattis et de la chasse comptent alors pour 24% dans les revenus totaux et ceux des travaux rémunérés pour 5% seulement. Le revenu moyen mensuel par personne dans ces familles n'atteint pas 500 F.

Les célibataires avec ou sans papiers ont des abattis rudimentaires, souvent limités à une production extensive de manioc ou d'ananas, dont les produits sont vendus à d'autres agriculteurs de CHARVEIN. Leurs revenus proviennent de travaux rémunérés (coupe d'abattis à 70 F/ jour ou travail chez les HMONGHS de 50 à 200 F/ jour), de l'artisanat (mortiers de bois, manches d'outils, toits de feuilles de palmiers). Les ressources totales sont de l'ordre de 600 F/ mois dont environ 230 F d'autoconsommation de l'abattis et de la chasse.

**Enfin, les couples mariés sans papiers vivent dans une précarité plus grande encore,** d'autant plus qu'ils doivent subvenir comme les autres couples aux frais de scolarisation de leurs enfants. Leurs abattis sont diversifiés pour couvrir au maximum les besoins alimentaires des familles, et pratiquement seul le riz est acheté. Ils financent les dépenses monétaires par des travaux faiblement rémunérés chez les HMONGHS et par des travaux de foresterie (coupe d'abattis, façonnement de planches et piquets). L'autoconsommation fournit entre la moitié et le tiers des revenus ; la vente des produits de l'abattis et de la chasse représente environ 5% des revenus. Le revenu mensuel moyen par personne est compris entre 300 et 540 F.

#### 4.1.2.2.4. La pauvreté frappe la majorité des familles, les migrants clandestins sont dans une extrême pauvreté

Le seuil de pauvreté étant fixé en France à 1700 F/ personne et par mois, il est clair que ceux qui ont des papiers sont dans une situation de grande pauvreté, et que ceux qui n'ont pas de papiers sont dans une situation d'extrême pauvreté. **L'échange inégal avec les ayant- droits**



**qui résulte du statut de ces personnes qui sont tolérées ou autorisées sur le territoire est la cause de cette situation.** Privés de la possibilité de travailler légalement, ou privés du droit de vendre leurs produits légalement, ces populations sont les victimes du travail au noir ou de la spoliation de leurs produits. Des revenus occultes générés par tous types de trafics permettent à ces familles de survivre. Il est pour le moins étonnant que les services sociaux ne se soient pas saisis de telles situations alors que la plupart des émigrés sont en France depuis 15 ans. Il y a là une situation sociale porteuse de délinquance et de violence sociale.

Dans les familles qui bénéficient des transferts sociaux, et qui cherchent des sources diversifiées de revenu, l'alimentation représente de 60 à 70% des dépenses pour la vie courante, lesquelles absorbent de 50 à 66% des revenus monétaires. Le coût total de l'alimentation représente de 48 à 54% de la totalité des revenus. Cette structure du budget des familles est bien celle de familles pauvres. Cependant, ces familles dégagent une capacité d'épargne de 2500 F à 3500 F par mois qui sont investis dans la construction et l'équipement de la maison (construite illégalement sans titre foncier) et dans l'acquisition d'un véhicule, source de meilleurs bénéfices de la vente des produits. Les familles qui bénéficient de transferts sociaux et se contentent d'un mode de vie traditionnel sur l'abattis dépensent par personne moins de la moitié de ce que dépense le groupe précédent, en particulier par une réduction drastique des dépenses pour la nourriture. Mais elles acceptent aussi une réduction sensible des dépenses pour l'habillement et les transports. La capacité d'épargne pour l'habitat se limite à environ 900 F/ mois.

Dans les familles qui ne bénéficient pas de transferts sociaux, les dépenses par personne et par mois sont à la moitié de celles enregistrées dans le premier groupe. Les revenus monétaires sont affectés à la nourriture (65 à 70% des revenus totaux) et à l'éducation des enfants. Il reste entre 250 F et 450 F par famille et par mois pour la capitalisation dans le logement.

#### 4.1.2.2.5. L'activité agricole : pratiques, résultats et objectifs d'évolution des exploitations

**La quasi totalité des familles gère un abattis.** Les activités d'élevage se limitent à la gestion extensive de poulets pour l'autoconsommation, la vente restant marginale. Un seul éleveur gère un élevage qui produit environ 300 poulets par an, pour la vente ; les animaux sont nourris à l'aliment industriel importé du Surinam. Pour la moitié des familles enquêtées, la commercialisation des produits de l'abattis est la principale source de revenus autres que les transferts sociaux. **Les familles qui disposent de transferts sociaux importants ont orienté la production de leurs abattis vers la commercialisation des produits.** Les systèmes de culture sont alors relativement fixés et ont tendance à s'orienter vers la rotation de cultures pures. Les familles qui ont peu de transferts sociaux, ou qui cherchent à couvrir au maximum leurs besoins alimentaires par leur production malgré l'importance de revenus monétaires acquis en dehors de l'agriculture, ont orienté leurs abattis vers l'autosubsistance et pratiquent des cultures associées, en « rotation » avec des jachères courtes.

**Les conditions foncières à CHARVEIN sont difficiles,** du fait de l'exiguïté des lots qui ont été attribués verbalement à chaque famille, de l'accumulation des ménages dans de nombreuses familles, de la géométrie des lieux qui conduit à la confrontation des défrichements qui s'étendent à partir du CD9 et de ceux qui s'étendent à partir du CD10 (Les deux routes sont grossièrement perpendiculaires), et du fait de la mauvaise qualité des sols. En effet, les familles qui sont fixées au Nord du CD10 rencontrent à faible distance de cette route sur le Nord des formations de sables blancs peu fertiles. Ces formations couvrent tout



l'espace à l'Est de CHARVEIN, à partir du PK3. Les familles qui sont fixées sur le CD9 au Nord du carrefour avec le CD10 se trouvent sur des terres marécageuses de faible valeur agricole si le drainage n'est pas organisé. Les exploitations s'étendent donc en rive Sud de la crique CHARVEIN, c'est à dire sur la concession forestière DUBOIS, et au bord de cette crique, à l'Ouest du CD9 sur la ZNIEF. Ces contraintes foncières et la charge de travail que représente l'abattage d'une haute futaie amènent les agriculteurs, et surtout les plus jeunes, à limiter les périodes de jachères et à intensifier leurs pratiques de cultures en utilisant des intrants. **Les exploitations sont ainsi confrontées à des problèmes d'érosion des sols, de perte de fertilité chimique des sols et d'invasions de mauvaises herbes que les pratiques traditionnelles ont beaucoup de difficultés à contrôler.**

**Le peuplement cultivé comprend de nombreuses espèces :** manioc amer et manioc doux (cramanioc), Colocases et Taros, Patates douces, Igname violet, Canna Edulis, Gingembre, Maïs, Canne à sucre, Riz pluvial, Arachide, Ananas, Bananes dessert et bananes plantain, légumes (aubergine, courges, piments, gombo, sorossi, antroa, haricot, pastèque, Butter Blat (Xantosoma Brasiliense). Les arbres fruitiers sont essentiellement plantés autour des maisons pour la consommation familiale (Cocotiers, papayers, goyaviers, manguiers, corossoliers, pruniers de cithère, pommiers cannelle, anacardiens, avocatiers, calebassiers, orangers, citronniers, cerisiers des antilles). **Cependant, la diversité variétale est maigre,** les programmes d'amélioration variétale n'ont eu que très peu d'impact sur les disponibilités génétiques dans ces exploitations.

**Les agriculteurs sont soumis à des attaques de prédateurs et de maladies très variées et qui écrasent singulièrement les rendements.** Ils sont totalement démunis de méthodes et de produits. La conservation des récoltes pose des problèmes très graves. Pour conserver les ressources, les graines et les boutures sont replantées immédiatement après la récolte, ce qui pose des problèmes pour passer la grande saison sèche. Les semences de légumes sont achetées chaque année. En cas d'attaques de maladies très importantes, comme les récentes attaques virales sur les ignames, les agriculteurs sont totalement démunis pour se procurer du matériel sain.

**L'équipement est très faible.** L'outil de base est la machette, souvent associée à des houes, particulièrement chez les producteurs maraîchers, et à des haches. Les familles qui bénéficient de transferts sociaux s'équipent en priorité de tronçonneuses (32%) et de débroussailluses (20%). Les agriculteurs les mieux équipés ont un pulvérisateur pour l'herbicide et les insecticides (26%). Les produits utilisés viennent du Surinam. Les cultures souffrent beaucoup en saison sèche, mais les agriculteurs ne disposent d'aucun équipement hydraulique. Les agriculteurs utilisent peu d'engrais, sauf les maraîchers, et ne connaissent pratiquement que le 17-17-17 et l'urée. Ces produits viennent de Saint LAURENT. Il n'y a aucun équipement de traitement post récolte des productions agricoles, et aucune structure de conservation et de stockage des produits.

Les agriculteurs de CHARVEIN n'ont pas accès au conseils de techniciens agricoles, n'ont pas accès au crédit, aux subventions de la Politique Agricole Commune, ils ne sont pas autorisés à vendre leurs produits sur les marchés. Ainsi, plus de 300 familles d'agriculteurs pluri- actifs, dont la contribution réelle à l'approvisionnement des marchés locaux est significative, sont exclus de l'économie formelle, et sont la proie de rabatteurs qui vivent de l'échange inégal dans lequel ces populations sont maintenues. **La demande de ces familles pour des techniques d'intensification de l'agriculture et pour un accès à une agriculture**

**durable ne peut être satisfaite sans la reconnaissance d'un statut à leurs exploitations, soit à titre individuel, soit à travers des associations.**

#### 4.1.2.2.6. Les activités de cueillette : l'apparition de la rareté

La première activité de cueillette est la chasse, qui assure la plus grosse partie de la consommation de viande de la communauté de CHARVEIN. Très peu de chasseur vendent leurs produits à l'extérieur de la communauté. Le gibier dépecé et éviscéré est vendu à 25 F/kg. La viande est conservée par boucanage. Certains villageois connaissent et tiennent compte des périodes de reproduction du gibier. Les chasseurs affirment ne pas constater de disparition du gibier. Cependant, le prix de la viande de chasse a beaucoup augmenté et aujourd'hui, un poulet coûte un peu moins cher que de la viande de chasse. La viande surgelée accessible à Saint Laurent ou à MANA pour ceux qui ont un véhicule est beaucoup moins chère que la viande de chasse. Avec l'augmentation de la population prévue à très court terme, la raréfaction de la viande de chasse est hautement prévisible, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour l'élevage afin de satisfaire les besoins de la communauté.

La pêche est une activité pratiquée par les hommes en saison sèche. La pêche se pratique au filet, à la trappe, au fusil et à la ligne. Seuls les pêcheurs au filet vendent leur produit. Le poisson est vendu à 20 F/kg comme à Saint LAURENT du MARONI. La plupart des chasseurs sont aussi pêcheurs. Il n'y a pas de menace sur les stocks, les eaux de surface couvrant des surfaces considérables à proximité de CHARVEIN. Cependant, certains habitants de CHARVEIN ont pratiqué la pisciculture au SURINAM avant d'émigrer, soit dans des bassins dans lesquels ils accumulaient des poissons sauvages pris à la nasse ou à l'épuisette, soit dans de véritables dispositifs de pisciculture avec des espèces sélectionnées (carpes et tilapias) nourries à l'aliment. Il y a une demande pour créer ce type d'activité dans les marais, afin d'économiser du temps de travail par rapport à la pêche traditionnelle.

L'exploitation du bois et des feuilles est une source de revenus important. Deux personnes exploitent le bois pour confectionner des planches et des poteaux qui sont vendus de façon informelle. Ils exploitent des espèces relativement répandues, mais ils doivent s'écarter de plus en plus des routes, et sont concurrencés par l'ouverture des abattis. Ces exploitations réalisent des plus values bien que les prix de vente des produits soient moitié moins cher que les produits des scieries car elles utilisent du matériel et du carburant qui viennent du Surinam, et travaillent dans le secteur informel. A court terme, cette activité est menacée. Par contre, de plus en plus d'agriculteurs transforment en planches pour leurs besoins propres les arbres de qualité qu'ils coupent dans les abattis au lieu de les brûler. La construction des pirogues est limitée (3 personnes) car les meilleures pirogues sont faites par les noirs marrons SARAMAKAS sur le fleuve et par les amérindiens. Les tassiss confectionnés avec les feuilles du palmier WAI, sont toujours utilisés pour faire les toits, malgré le progrès de la tôle galvanisée. Le prix des palmes nécessaires pour la confection de 3 tassiss de 5m de long couvrant environ 5m<sup>2</sup> est de 50 F, et en une journée, un homme peut approvisionner un chantier de 10 tassiss, soit une rémunération de 150 F. En une journée de travail, un homme peut confectionner 6 tassiss qu'il vendra à 6 F/m, soit 180 F. Il faut aller de plus en plus loin pour chercher ces feuillages aujourd'hui.

La cueillette des fruits sauvages pour faire des jus ou pour faire des conserves en bocaux est importante. Différents palmiers sont valorisés (wassai, comou, patawa), ainsi que divers fruits sauvages (monbin) pour la production de jus. Plusieurs fruits sont préparés et conservés dans le rhum ou dans des sirops de sucre. Ces productions sont vendues de façon informelle sur le



marché local et aux HMONGHS qui les commercialisent au marché de Saint LAURENT. La demande pour ces jus est de plus en plus forte et il commence à se produire des conflits pour l'accès à la production des arbres qui ne sont pas appropriés dans les abattis. Il est donc intéressant de commencer à planter ces arbres pour s'en assurer la production.

#### 4.1.2.2.7. La pluri- activité du groupe familial, source de capitalisation pour les exploitations agricoles

La pluri- activité est la règle générale, car faute d'emplois salariés formels, les familles ne peuvent pas couvrir leurs besoins avec les aides sociales et l'agriculture extensive, et à fortiori avec l'agriculture extensive seule.

La première activité, la plus traditionnelle, concerne la transformation du manioc en une semoule séchée, le COUAC. Cette semoule est vendue localement à 70 F le bidon de 13 kilos, soit à 5,40 F/ kg. Le prix obtenu est ainsi beaucoup plus faible que celui obtenu par les amérindiens sur leur COUAC. La réputation du produit amérindien est meilleure, et les habitants de CHARVEIN n'ont pas accès comme les amérindiens à un marché captif ethnique. Il n'y a pas d'autre activité importante de transformation des produits agricoles, alors qu'il y a des potentiels avec la matière première disponible (arachides grillées et pâte d'arachide, noix de cajou grillée, gâteaux de maïs, jus de canne à sucre et sucre candi local, barres de cacao, tapioca de manioc, fruits confits, confitures,...). Il n'y a aucune machine disponible pour la transformation des produits, et le coût de l'investissement manuel pour ces transformations rebute probablement les agriculteurs.

Les activités de service engagées par les habitants de CHARVEIN sont nombreuses, bien que toutes informelles : vente de blocs et bouteilles de glace, vente de cigarettes et d'essence venant du SURINAM, taxis, transport de marchandises sur Saint Laurent et Cayenne, l'entretien des petites mécaniques (mobylettes, tronçonneuses, débroussailleuses), la location de râpe à manioc artisanale. Par ailleurs, quelques hommes ont trouvé des emplois clandestins relativement réguliers dans le bâtiment sur place, à Saint LAURENT et à MANA, chez des planteurs d'agrumes créoles, chez les HMONGS. Beaucoup d'hommes sans papiers travaillent sur les abattis des familles qui touchent des transferts sociaux, ce qui organise une certaine redistribution de ces transferts. Enfin, une quarantaine de personnes travaillent le bois pour vendre des objets aux touristes. Cette activité occupe des célibataires, des jeunes hommes mariés et des pères de famille en situation irrégulière. Cet intérêt pour les activités extra- agricole est un terreau favorable au démarrage d'activités de service au monde rural si la production agricole décolle (mécanique, opérations post- récolte, transformation, approvisionnement, transport). La reconnaissance de l'agriculture informelle sur abattis et l'aide publique à cette agriculture peuvent sans aucun doute multiplier les emplois locaux pour les jeunes qu'il conviendrait de former à ces métiers. Il est étonnant de constater l'absence de certains petits métiers dans cette économie informelle : menuisier, forgeron, couturier, coiffeur, restauration rapide, bar.

Les sources de revenu d'origine extra agricole sont les seules qui permettent l'achat des intrants et des machines pour l'agriculture. C'est pourquoi seuls ceux qui cumulent des transferts sociaux importants et des revenus du travail extra agricole ont pu acquérir un minimum d'équipement et utiliser un peu d'intrants pour l'agriculture. Les sources de revenu extra agricole permettent également l'accès à des véhicules, le transport des produits vers des marchés plus rémunérateurs que celui organisé par les rabatteurs locaux. L'accès à des



revenus du travail, même clandestin, combiné aux transferts sociaux permet de réduire les biais économiques de l'échange inégal. On voit ainsi que la reconnaissance du statut d'agriculteur qui donne droit aux aides à l'investissement dans l'agriculture est un puissant levier d'insertion et de réduction de l'économie informelle et de l'exploitation sociale qui l'accompagne. Elle est également un facteur de fixation des populations en zones rurales.

#### 4.1.2.2.8. L'émergence d'associations pour la production agricole

Par chance pour les administrations centrales et décentralisées, les PPDS ne se sont jamais organisés comme sont en train de le faire les peuples autochtones dans toute l'Amérique. La mentalité des Surinamiens est très individualiste, et les émigrés venaient de plusieurs ethnies [amérindiens, noirs (DJUKAS, SARAMAKAS, ALUKU), indonésiens, indiens]. Cependant, on constate l'émergence d'associations locales porteuses de progrès. Il y a deux associations à CHARVEIN qui regroupent beaucoup de chefs de familles : MANDRAKA WROKO (Travailler Ensemble, liée au capitaine du village), MOIWANA, liée à des intérêts Surinamiens. Il n'y a pas d'association de femmes ou d'association de jeunes. Des petits groupes d'agriculteurs qui coopèrent dans leurs travaux sont prêts à constituer des petites organisations professionnelles qui pourraient bénéficier de statuts reconnus. Il faut encourager le développement d'associations de jeunes hommes et de jeunes femmes pour l'activité économique, comme par exemple le font les pouvoirs publics et les communautés territoriales à LA REUNION.

#### 4.1.2.3. BASSIN MINE d'OR et APB Sables Blancs

##### 4.1.2.3.1. L'accès au droit pour les populations

Des enquêtes légères ont été développées par le projet et avec l'ONG « Le Pou d'Agouti » dans le cadre de la convention qui liait le projet à cette organisation, sur financement mixte de la DIREN et du Projet. Les résultats sont consignés dans le rapport de Martine BAYARD, du Pou d'Agouti. Le travail a été développé en deux sections :

- une enquête relativement approfondie auprès de familles habitant sur le « Chemin des Sables Blancs » qui mène au futur lotissement agricole de « Bassin Mine d'Or ». Ces familles se sont portées volontaires pour coopérer avec le projet de Recherche Action et il était important de caractériser d'une façon suffisante la famille et les activités économiques.
- une enquête plus légère sur l'ensemble des familles résidant sur l'Arrêté de Biotope des Sables Blancs. Il s'agissait d'actualiser le fichier établi par le Pou d'Agouti en 1999 en enrichissant la connaissance des activités économiques et particulièrement des activités agricoles des familles, afin de renseigner les pouvoirs publics pour l'allocation des parcelles du lotissement Bassin Mine d'Or.

**Sur le Chemin des Sables Blancs**, l'enquête a porté sur 9 groupes familiaux. Il y a plus de 50 familles sur ce chemin. Beaucoup ont eu de fortes réticences à communiquer avec le projet lors de l'enquête. On ne peut affecter aucun caractère de représentativité de la population de ce site aux quelques familles enquêtées. A la fin du projet, une réunion publique ouverte à tous pour présenter les résultats obtenus aux résidents du site, à la DAF, à la Chambre

d'Agriculture et au Représentant du CNES en Guyane a rassemblé plus de 300 personnes, ce qui souligne l'intérêt généré par les activités pour une population fortement sur la défensive.

Le plus gros groupe familial enquêté est composé d'une femme divorcée, de ses filles adultes toutes mères célibataires ou séparées, des jeunes couples formés par ses fils et de ses plus jeunes enfants mineurs. Il illustre sans doute les organisations matriarcales traditionnelles chez les DJUKAS du SURINAM vivant dans des situations de relatif isolement. Les autres groupes familiaux sont composés chacun d'une seule famille nucléaire avec des parents jeunes et des très jeunes enfants. Leur volontariat illustre l'urgence de s'occuper des jeunes ruraux et des jeunes couples d'agriculteurs. Les 9 groupes familiaux comprennent 25 adultes et 47 enfants. Les femmes en âge de procréer ont toutes un enfant tous les deux ans à partir de leur 18<sup>ème</sup> ou de leur 19<sup>ème</sup> année. On peut s'attendre à une natalité de 8 à 10 enfants par femme, la matriarche du groupe le plus important ayant 12 de ses enfants avec elle. Ceci place le potentiel de naissance de cette poignée de familles des 15 femmes de ces groupes familiaux à près de 130 enfants. On comprend l'importance de la production agricole d'autosubsistance pour ces familles.

Alors que 21 adultes ont un statut de PPDS depuis 1986, seulement 5 ont une carte de séjour de 10 ans, dont seulement 1 femme, 15 ont une carte de séjour d'un an et un a une carte de séjour de 3 mois. Cette situation est le résultat de la fuite dans la forêt de 5 des 7 couples qui composaient ce groupe en 1991, devant les menaces de reconduite forcée au SURINAM résultant de l'attitude de l'Administration. Il est intéressant de constater qu'à cette époque, le grand groupe matriarcal avait laissé en avant poste à CHARVEIN la deuxième fille, déjà mère d'un enfant et enceinte d'un second enfant qui est né dans le camp, qui ne pouvait être expulsée en son état. Elle est la seule à avoir une carte de séjour de 10 ans. La troisième fille, abandonnée par son mari lors de cette fuite, est restée dans la forêt jusqu'en 1997 et a rejoint le groupe familial après son départ de CHARVEIN pour BASSIN MINE d'Or ; elle n'a pas d'enfant et vit un peu à l'écart du groupe matriarcal. Parmi les 4 adultes sans papiers, on trouve dans le groupe matriarcal une femme, enfant naturel de la matriarche qui n'a pas été déclarée lors de l'arrivée en Guyane parce que non reconnue par le mari d'alors de cette femme, 2 épouses de jeunes couples d'origine surinamienne, et le jeune frère de l'une des jeunes épouses d'un ménage, arrivé en Guyane lors du mouvement des réfugiés à l'âge de 5 ans et non déclaré.

39 enfants sont français, parce que nés sur le territoire après l'arrivée des réfugiés et déclarés dans les camps ou depuis l'autorisation d'installation après la fermeture des camps. 8 enfants sont surinamais et cette situation s'explique aussi par l'épisode de la fuite en forêt. Les enfants qui n'ont pas la nationalité française sont nés en Guyane entre 1986 et 1995, sauf une jeune fille née à ALBINA, du côté SURNAMEIEN du fleuve MARONI au moment de l'arrivée du flot des réfugiés en Guyane, dont les parents ont disparu, et qui a été recueillie par la matriarche, sa tante, pendant l'épisode de la fuite en forêt. L'épisode de grande confusion de la fermeture des camps et de l'aide au retour a donc provoqué l'exclusion de beaucoup de personnes en situation marginale dans les familles. Les conséquences en sont très lourdes aujourd'hui pour ces personnes défavorisées dès le départ parce qu'elles n'ont pas l'accès au droit. Quand on pose des questions relatives à l'avenir de ces adolescents exclus par l'histoire du droit donné à leurs frères ou à leur cousins, les garçons répondent qu'ils vivront dans la clandestinité et les filles qu'elles seront mères célibataires d'enfants déclarés et nés sur le territoire et donc autorisées à rester en Guyane avec leur groupe familial. Ces jeunes gens ne sont donc pas près de sortir d'une situation d'exclusion.



Les personnes qui se sont établies à l'écart de la route sur le Chemin des Sables Blancs et qui se sont portées volontaire pour coopérer avec le projet sont donc soit des groupes familiaux qui ont des problèmes de nationalité pour l'un des conjoints ou pour des enfants du groupe familial, soit des jeunes couples chargés de famille partis de CHARVEIN pour trouver des terres à cultiver. Ces groupes familiaux sont tous dans une situation de très grande précarité.

**Les groupes familiaux établis sur l'Arrêté de Biotope des Sables Blancs** sont dans une situation particulièrement marginale au niveau du droit. L'enquête a porté sur 37 abattis recensés lors de l'enquête du Pou d'Agouti en 1999. Sur ces 37 abattis, 11 ont été abandonnés et un seul est récemment colonisé (la famille s'est enfuie devant les enquêteurs), ce qui traduit une nette résorption de l'occupation illégale de cette zone protégée. Sur les 27 familles restantes, organisées en 21 groupes familiaux, il y a 49 adultes et 111 enfants. Parmi les adultes, 7 ont la nationalité française, 10 ont une carte de séjour de 10 ans, 10 ont une carte de séjour d'un an, et 22 sont sans papiers. Dans 26 groupes familiaux, au moins un adulte a la nationalité française ou une carte de séjour de 10 ans ; dans 10 groupes familiaux, aucun adulte n'a la nationalité française ou une carte de séjour de 10 ans, mais il y a au moins un adulte avec une carte de séjour d'un an ; dans 13 groupes familiaux, aucun adulte n'a de papiers. Il n'y a que 4 groupes familiaux où il n'y a pas d'adultes sans papiers, dont 3 sont Français. On peut donc dire que la majorité des groupes familiaux abrite plusieurs clandestins.

Sur les 111 enfants, 77 sont français et 34 sont Surinamiens. Il y a 2 enfants surinamiens dans les 5 groupes familiaux dont le chef de famille est français. Ces enfants sont nés de mère PPDS pendant la période de fuite en forêt, avant que ne se forme le couple avec le père français. Il y a 17 enfants surinamiens sur 34 enfants dans les 6 familles où le chef de famille a une carte de séjour de 10 ans. Ce sont tous des enfants de PPDS nés pendant la fuite des familles dans la forêt après qu'ils se soient réfugiés en Guyane. Il y a 15 enfants surinamiens sur 35 dans les familles où le chef de famille n'a qu'une carte de séjour de 1 an. Plus de la moitié de ces enfants sont nés pendant la fuite dans la forêt des réfugiés, l'autre moitié est arrivée avec les migrants clandestins récents hébergés par ces familles. Enfin, dans les groupes familiaux qui n'ont pas de papiers, tous les enfants sont nés et enregistrés en Guyane. Il y a donc de graves problèmes d'inégalité des statuts des enfants dans les familles, qui frappent particulièrement les PPDS qui se sont sentis menacés lors de l'épisode de « l'aide au retour ». Ceux-ci sont pénalisés par rapport aux migrants récents dont tous les enfants ont été déclarés nés en France.

#### 4.1.2.3.2. Les transferts sociaux, le seuil entre grande et extrême pauvreté

**Toutes les familles du Chemin des Sables Blancs**, sauf une, accèdent à des transferts sociaux pour les enfants nés sur le sol français. La famille qui n'a pas de transferts sociaux pour ses quatre enfants, tous nés et déclarés sur le sol français de parents PPDS ayant une carte de séjour d'un an, est face à un problème administratif parce que le fils aîné âgé de 11 ans est né pendant la fuite dans la forêt, mais a été déclaré par sa mère, situation qui vaut à cette famille un débat sur le droit aux aides sociales pour tous les enfants nés par la suite et déclarés, débat qui dure depuis la régularisation de la situation des PPDS. 3 personnes munies d'une carte de séjour de 10 ans sur les 5 bénéficiant de ce statut ont le RMI. Les raisons de la discrimination entre ceux qui ont droit à cette allocation et ceux qui n'y ont pas droit sont obscures. En conséquence de ces aides sociales, le revenu moyen créé par ces transferts par personne et par mois dans les groupes familiaux s'échelonne entre 229 F et 775 F. Aussi, dans 5 groupes sur 9, le revenu monétaire des aides sociales est inférieur à 500 F par personne et par mois. Aucune de ces familles n'a d'autres revenus monétaires licites, et les revenus de



l'activité informelle sont extrêmement faibles (voir la suite). Les familles enquêtées à BASSIN MINE d'Or sur le Chemin des Sables Blancs sont pour les mieux lotis, dans une grande pauvreté, et pour les autres dans une extrême pauvreté.

**La situation des familles établies sur l'Arrêté de Biotopie des Sables Blancs** est encore pire que celle des familles enquêtées à BASSIN MINE d'OR. 2 émigrés de longue date et 4 français ont le RMI ; 14 familles ont des allocations familiales. On a ainsi pu évaluer que les familles qui ont la nationalité Française et celles dont le chef de famille a une carte de séjour de 10 ans (74 personnes) accèdent en moyenne à 390 F de transferts sociaux par personne et par mois. Les familles dont le chef de famille a une carte de séjour d'un an (32 personnes) accèdent en moyenne à 316 F de transferts sociaux par mois et par personne. Les adultes qui n'ont pas de papiers et pas d'enfants n'ont pas de transferts sociaux.

#### 4.1.2.3.3. Les activités extra agricoles : le poids de l'isolement

**L'isolement des familles de BASSIN MINE d'OR** de tout centre d'activité économique les prive d'un accès aisé aux activités extra agricoles. La rizerie est à plus de 5 Km, MANA à près de 20 Km, Saint LAURENT à plus de 50 Km. Faute d'avoir un véhicule, il est impensable d'aller chercher du travail sur ces sites. Aussi, seulement 4 adultes, dans 3 des groupes enquêtés ont développé des activités occultes qui génèrent des revenus monétaires (contrebande). Grâce à ces revenus, ces individus entretiennent des véhicules qui servent leur trafics. Il est hautement probable que ces revenus occultes expliquent la présence de la majorité des véhicules qui circulent sur le Chemin des Sables Blancs. Il est également probable que l'importance de ces trafics soit la cause majeure de l'insécurité et de la violence qui règne sur cette zone (2 morts, 4 plaintes à la gendarmerie pour coups et blessures, 2 plaintes déposées par le projet en 6 mois). L'insertion économique de ces populations par des activités rurales rémunératrices est un facteur important de lutte contre la délinquance. L'arrivée potentielle de plus de 80 enfants pour 9 groupes familiaux seulement, pour une population totale composée de plus de 50 groupes familiaux amène à faire une projection de l'arrivée de près de 400 enfants dans les dix années à venir dans un tel contexte. Ce scénario devrait faire réfléchir les pouvoirs publics.

**Les familles dispersées sur 30 Km le long du CD8 et de la RN1 sur l'Arrêté de Biotopie des Sables Blancs** sont encore plus isolés, et n'ont aucun espoir d'activité extra agricole.

#### 4.1.2.3.4. Une agriculture de survie aux médiocres résultats

L'agriculture extensive pratiquée aujourd'hui par les groupes familiaux enquêtés sur les sables blancs de cette zone a des résultats très médiocres. La culture des bananes, des dashines et des patates douces n'est possible que dans les bas-fonds où les sols ont une texture moins grossière et se dessèchent moins vite entre les pluies. Les seules cultures qui produisent modestement en culture pluviale stricte sont le manioc, les courges derrière le brûlis et les ananas. Le maïs ne peut produire qu'immédiatement derrière le brûlis et la productivité est médiocre. La pression des mauvaises herbes sur les cultures s'installe rapidement après le brûlis et est particulièrement agressive pour les cultures. Aussi, la production suffit à peine à couvrir les besoins de l'autosuffisance alimentaire. Les habitants ne pratiquent pas la chasse, mais élèvent des poulets de façon extensive. Les familles achètent du poisson à des pêcheurs qui opèrent dans les rizières. Ces populations ont donc un besoin particulièrement urgent d'innovations techniques adaptées à leurs besoins et à leurs conditions de production.

L'agriculture sur les sables blancs de l'Arrêté de Biotopie est particulièrement misérable, sauf sur les terrasses alluviales récentes du grand marigot qui draine cette zone en bordure ouest de la zone protégée (4 familles).

#### 4.1.2.3.5. L'individualisme et les conflits, limites au progrès économique

Dans cette zone, l'individualisme est particulièrement fort, et il y a peu de relations entre des familles vivant sur des abattis voisins. On note de très nombreux conflits, ce qui est souvent le lot des plus défavorisés. Une association a été lancée par la Mairie de MANA. Elle est dirigée sur place par des individus qui ont eu beaucoup de conflits avec la population. Une seconde association, beaucoup plus importante tente d'agréger des exploitants qui sont établis sur le CD8 et le Chemin des Sables Blancs. Il reste beaucoup de travail à faire pour engager ces associations dans un travail concret de développement rural.

Les populations qui vivent sur l'Arrêté de Biotopie des Sables Blancs ne sont pas organisées, et adoptent souvent une farouche attitude d'isolement par rapport aux familles voisines.

### 4.1.2.4. CD8- RIZERIE

#### 4.1.2.4.1. L'accès au droit pour les populations

Une enquête sur les familles vivant sur le CD8, depuis la rizerie jusqu'à l'entrée de l'Arrêté de Biotopie des Sables Blancs a été conduite par ALLADOUMNGAR MOGUENARA pendant son stage dans le projet. Les 58 familles visitées comprennent trois groupes sociaux très différents. 22 familles sont composées d'Haïtiens, pour la plupart émigrés clandestins, et excellents agriculteurs. 30 familles sont composées de PPDS et de migrants plus récents associés aux groupes familiaux. 6 familles sont composées de Guyanais.

#### 4.1.2.4.2. Les Haïtiens : illégalité, agriculture et revenus

Parmi les 22 familles d'origine haïtiennes, seulement 4 Chefs de famille ont une carte de séjour de 10 ans. Ce sont pour la plupart des migrants arrivés lors de la première vague de 1972, qui ont travaillé sur des chantiers de travaux publics en Guyane. Ils travaillent aujourd'hui sur les rizières ou à la Mairie de MANA. Leurs 13 enfants nés en Guyane bénéficient d'allocations familiales. Tous les autres adultes (29) sont clandestins. 6 enfants sont nés en France de ces clandestins. Il est à noter que 18 hommes ont laissé femmes et enfants en Haïti et que 17 ont pris une nouvelle compagne en Guyane, dont 5 ont des enfants en Guyane. Il est probable que la plupart d'entre eux envoient de l'argent en Haïti.

Toutes ces familles sont des agriculteurs actifs qui cultivent 48 ha en tout. 4 familles font de l'élevage (porcs, ou chèvres, ou bovins confiés). Tous vendent des surplus très importants dans des réseaux informels. Le revenu total des familles provenant de l'agriculture (production et autoconsommation serait au moins égal à 5.000 F. Ce groupe utilise des intrants agricoles et illustre parfaitement ce que l'on doit pouvoir faire dans la petite agriculture manuelle dans la région. Ils se sont installés sur de bons sols rouges de terrasse alluviale. Ils ont besoin de conseil pour poursuivre l'intensification de leurs ateliers.

#### 4.1.2.4.3. Les PPDS : les transferts sociaux et la capitalisation dans l'agriculture

Les 30 familles de PPDS enquêtées comprennent 13 familles dont le chef de famille a une carte de séjour de 10 ans (ceux qui sont toujours restés dans ou au voisinage des camps), 12 familles dont le chef de famille n'a qu'une carte de séjour d'un an (ceux qui se sont cachés pendant la période de l'«aide au retour») et qui bénéficient d'allocations familiales pour leurs enfants, et 5 familles qui ont des cartes de séjour d'un an mais n'ont pas d'enfants ou n'ont pas de papiers. Il y a 27 adultes et 95 enfants dans le premier groupe qui a des cartes de séjour de 10 ans, mais on n'a pas pu déterminer combien d'adultes ont des cartes de séjour et combien d'enfants ont la nationalité française. Au vu de l'âge du chef de famille et par analogie avec les autres familles PPDS enquêtés, 4/5 de ces enfants sont probablement nés et ont été déclarés en Guyane, soit 78 enfants qui doivent bénéficier d'allocations familiales, ce qui placerait le revenu moyen par personne et par an dans ces familles lié aux transferts sociaux autour de 400 F par mois. Aucun chef de famille ne bénéficie de RMI, mais 8 chefs de famille ont des activités extra agricoles qui contribuent fortement au revenu des familles. Presque tous vendent des surplus agricoles et font de l'élevage, la surface totale cultivée par les 13 familles étant de l'ordre de 32 ha. Il n'a pas été possible d'évaluer les revenus de ces activités. Au vu des équipements et du style de vie de ces familles, le revenu total serait en moyenne nettement inférieur à celui de CHARVEIN, mais très supérieur à celui de BASSIN MINE d'OR, soit probablement entre 500 F et 600 F par mois et par personne.

Il y a 24 adultes et 47 enfants dans les familles qui ne disposent que de cartes de séjour d'1 an. On ne connaît pas la proportion des adultes sans papiers et d'enfants d'origine surinamienne. Cependant, par comparaison avec les autres sites, il est probable qu'une grande partie des femmes n'a pas de papiers, et qu'un bon tiers des enfants ne soit pas français. 38 enfants bénéficieraient alors des allocations familiales. Il n'a pas été possible d'évaluer les revenus d'activités extra agricoles, pratiquées par presque tous les chefs de famille (chasse, pêche, transport illicite, contrebande). L'activité agricole de ces familles est moindre que celle de la catégorie précédente, la surface totale cultivée par les 12 familles étant évaluée à 18 ha. La vente de surplus est donc modeste. Le revenu monétaire par personne est vraisemblablement voisin de celui des personnes de même statut à BASSIN MINE d'OR, soit moins de 400 F par personne et par mois.

Il y a 8 adultes et 6 enfants dans les 5 familles qui ne reçoivent pas de transferts sociaux. Seulement 2 ont des activités extra agricoles informelles, les autres gagnant de maigres revenus par des travaux rémunérés chez ceux qui accèdent aux transferts sociaux. Ces groupes familiaux vivent dans une pauvreté extrême et dépendent de la culture traditionnelle de 6,5 ha, ce qui ne peut couvrir tous leurs besoins.

Ces populations ont des besoins d'appui par le projet de Recherche Action tout à fait comparable à ceux des volontaires du Chemin des Sables Blancs à BASSIN MINE d'OR.

#### 4.1.2.4.4. Les Créoles Guyanais : Fonctionnaires, retraités et agriculteurs

6 familles de créoles guyanais vivent dans des abattis le long du CD8 sur l'espace enquêté. Ils exploitent une propriété privée, trois concessions et deux baux amphiéotiques. Ils disposent donc contrairement aux familles analysées précédemment de droits fonciers. Ce groupe comprend 12 adultes et 19 enfants, dont 9 ne bénéficient plus d'allocations familiales. Il y a trois retraités, un chômeur bénéficiant d'assedic et deux employés. Ces familles bénéficient donc de revenus monétaires significatifs par rapport aux catégories précédentes. 5 agriculteurs pratiquent de l'élevage et vendent leurs produits. La surface cultivée (12 HA) ne représente que le 1/5 des surfaces attribuées, pourtant, toutes ces familles vendent des surplus agricoles



et utilisent des intrants dans leurs ateliers de production. Ces agriculteurs sont donc très avancés par rapport aux autres groupes, et ont des besoins d'innovations proches de ceux des agriculteurs haïtiens, bien que disposant d'une capacité d'investissement supérieure.

#### 4.1.2.4.5. Une vie sociale organisée autour des ethnies, impasse à la modernisation de l'agriculture

Il n'y a pas d'organisation locale des agriculteurs le long du CD8, et les rares solidarités n'existent que parmi les haïtiens. Cette situation crée une contrainte à la modernisation des systèmes de production agricole.

### 4.1.2.5. SAUT SABBAT

#### 4.1.2.5.1. L'effondrement d'une entreprise et le droit des employés

A SAUT SABBAT, le projet n'a pas à ce jour conduit d'enquête formelle sur la composition et le revenu des familles. On ne dispose que des résultats de discussions informelle avec les 3 partenaires directs du projet. La fermeture de la scierie pour dépôt de bilan il y a trois ans a laissé sur place tous les employés. Ce groupe se composerait de « SARAMAKAS » et de « DJUKAS » du fleuve MARONI, disposant de la nationalité française, de Surinamiens ayant des cartes de séjour, de Guyaniens et de Brésiliens ayant une carte de séjour. On ne sait rien des transferts sociaux dont bénéficie ce groupe, mais les trois partenaires du projet ont tous des allocations familiales pour leurs enfants et touchent une allocation chômage en attendant que le conflit avec leur ex- employeur soit réglé par voie de justice.

#### 4.1.2.5.2. La difficile reconversion dans l'agriculture

En attendant l'issue de la liquidation de l'entreprise, les familles ont développé l'utilisation de l'abattis qu'elles avaient ouvert pour assurer une partie de leur alimentation. Des surplus sont vendus en bordure de la route. Le rapport de ces ventes est maigre. Il sera très difficile à ces agriculteurs de générer des revenus s'ils ne se spécialisent pas dans des spéculations qui feront s'arrêter les commerçants qui vont vendre à KOUROU ou à CAYENNE.

#### 4.1.2.5.3. La difficile entente entre les ethnies et les statuts

A SAUT SABBAT, il n'y a pas d'entente entre les anciens ouvriers, et il n'y a pas d'entente entre ceux-ci et les agriculteurs SARAMAKA qui ont des abattis à proximité. Cette faiblesse de la cohésion sociale est un obstacle au progrès de l'agriculture.

### 4.1.2.6. Nécessité d'une capitalisation par l'aide publique à l'agriculture dans des exploitations reconnues. Les atouts de la voie associative

Malgré l'histoire déplorable de ce rejet administratif sans expulsion des réfugiés et de cette dynamique d'exclusion économique sous transferts sociaux des personnes actives et de prise en charge des enfants sans prise en compte des familles qui dure maintenant depuis plus de 15 ans, une forte proportion des familles de CHARVEIN a eu le courage de s'établir sans droits et sans autorisations, de vendre ses produits et son travail à vil prix et de contribuer à la création de valeur ajoutée en zone rurale dans l'Ouest Guyanais, tout en contrôlant somme toute assez efficacement des dérives délinquantes attenantes à ce niveau de pauvreté et d'exclusion. Ces populations servent maintenant de plate-forme pour l'arrivée de nouveaux

migrants qui viennent pour des raisons économiques et il y a là un risque important pour l'insertion des familles et pour l'équilibre social du Département. Seule une politique volontariste d'insertion sociale et économique peut générer des moyens de pression pour limiter l'accueil des clandestins par ces familles.

L'insertion économique de ces populations, qui doit accompagner l'insertion sociale par le droit qui arrivera inéluctablement à très court terme par le droit du sol reconnu aux enfants, devra se faire en priorité en zone rurale, par une combinaison harmonieuse des activités de caractère agricole et des activités de service aux ruraux si l'on veut éviter un déferlement des jeunes issus de ces familles sur Saint LAURENT et les autres villes du Département. Le développement des activités agricoles et des activités de service aux ruraux par les personnes actives de cette communauté ne pourra se faire par des processus de capitalisation propre. La mécanique de l'échange inégal l'interdit. Il est donc important d'évaluer comment une assistance à la capitalisation par l'aide publique à l'agriculture et aux services aux populations rurales peut permettre à ces familles de sortir de la pauvreté ou de la grande pauvreté tout en accroissant leur contribution à la valeur ajoutée créée par les zones rurales dans le département. Il est impensable de capitaliser ainsi ces exploitations si elles ne sont pas reconnues. Il est donc important d'évaluer les systèmes d'organisation par lesquels elles peuvent se faire reconnaître, et par lesquelles elles peuvent sortir de l'échange inégal. Il est également impensable d'installer des artisans si le droit d'exercer n'est pas reconnu.

Dans toutes ces exploitations agricoles (état de fait qu'il faudra bien faire reconnaître par les institutions), l'augmentation de la production pour l'autoconsommation est une priorité. Pour augmenter cette production, il faut des intrants. Les familles qui touchent des transferts sociaux n'investissent que 150 à 300 F par mois dans ces intrants. Les familles qui n'ont pas accès aux transferts sociaux dépensent moins de 50 F par mois pour les intrants agricoles. Pour payer les intrants, il faut augmenter la commercialisation des produits, car il n'est pas pensable de prélever sur les revenus des transferts sociaux et du travail qui assurent actuellement la couverture des besoins monétaires minimaux. La capitalisation devra porter simultanément sur deux points : l'augmentation du capital productif et la constitution d'un volant de trésorerie.

Enfin, on aura beaucoup de bénéfices à organiser cette capitalisation sur la base de petites organisations locales des ruraux fédérées autour d'objectifs de production ou de service.

#### 4.1.3. Les conditions du marché pour les produits des abattis dans l'Ouest

Les conditions du marché pour les produits de l'abattis dans l'Ouest Guyanais ont été analysés dans les travaux de stage de Linda RAKOTOVAO, de Chloé CIBULKA, de Cédric ELLUARD et de ALLADOUMNGAR MOGUENARA, et synthétisés par Denis SAUTIER et Jean Paul DANFLOUS du CIRAD.

L'étude, limitée dans son champ aux 3 sites de PROSPERITE, de CHARVEIN et du CD8 RIZERIE, aux marchés hebdomadaires de Saint LAURENT et de MANA, n'a pas la prétention d'avoir appréhendé l'ensemble des circuits de commercialisation des produits agricoles dans l'Ouest. L'échec de la prestation de l'ingénieur mis à disposition par le CGERG a fortement limité ces travaux. L'étude a permis de mettre en évidence les trois tendances d'accès au marché des agriculteurs sur abattis de l'Ouest Guyane, accès qui se fait toujours de façon informelle :

- un accès limité qui résulte du choix de servir une clientèle captive
- un accès limité lié à des raisons statutaires et à l'absence de réseaux de rabatteurs liés aux producteurs (tous les PPDS)
- un accès organisé au marché avec des rabatteurs et des commerçants (cas des haïtiens)

Les produits en provenance du Surinam sont omniprésents. Pour de nombreux commerçants informels des produits des abattis, l'accès à ces produits de contrebande permet de disposer des volumes nécessaires pour approvisionner régulièrement les marchés qu'ils servent, car l'approvisionnement par les abattis est insuffisant et irrégulier. Ces produits sont donc à la fois en concurrence avec ceux des abattis et nécessaires pour que des commerçants s'intéressent à mobiliser les produits des abattis. De nombreux rabatteurs primaires des produits des abattis sont eux mêmes agriculteurs, reconnus ou non. Mais la mise en marché sur les circuits formels est faite par l'essentiel par des agriculteurs reconnus.

Les faiblesses des circuits de commercialisation des produits de l'abattis de l'Ouest Guyane sont nombreuses, et sont d'abord liés à la non reconnaissance du statut d'agriculteur pour la plupart des producteurs qui sont de ce fait victimes de systèmes d'échange inégal. Ils ne sont pas en mesure de négocier leurs prix. De nombreuses expériences ont été conduites avec des résultats variables pour améliorer la commercialisation des produits agricoles dans l'Ouest. On note que les consommateurs sont mal informés sur les produits de l'abattis, que les producteurs gagneraient à améliorer la qualité et la typicité de leurs produits. Cependant, beaucoup d'efforts seront voués à l'échec tant que le statut de ces agriculteurs ne sera pas reconnu.

#### 4.1.4. Contraintes et potentiels du milieu physique pour les systèmes de production agricoles sur abattis

Les contraintes et les potentiels du milieu physique pour l'agriculture ont été analysés dans la synthèse des travaux relatifs à l'agronomie ( A.L. ANGE et S. ASSEMAT). L'excès des pluies est une grave contrainte dans les premières décades de chaque saison. L'irrégularité des pluies est une autre contrainte importante. La grande saison sèche, période chaude et lumineuse mais toujours humide est très favorable à la production agricole s'il est possible d'irriguer.

La très grande majorité des sols sont très contraignants pour l'agriculture. L'acidité excessive et la pauvreté des réserves minérales des sols sont des contraintes généralisées, et particulièrement fortes dans les Sables Blancs. On soupçonne un très mauvais fonctionnement du cycle de l'azote lié à l'engorgement des sols et au lessivage de l'ammonium et des nitrates. La carence en soufre est très probable et il y a des indices de carences en oligo-éléments. Seule une approche formelle et structurée de ces problèmes peut amener à proposer des solutions, ce qui n'était pas dans les moyens du projet (durée trop courte). Les sables blancs qui couvrent des surfaces immenses ont de très mauvaises propriétés physiques ; cette contrainte peut être amendée par une bonne gestion des amendements organiques, ce qui n'a pas pu être démontré dans un programme aussi court, mais a été initié. Le drainage de la plupart des cultures doit être organisé par des façons culturales appropriées et en particulier par la culture sur billons. Une démonstration de mise en valeur de bas fond pour la production intensive de bananes a été un succès. La plupart des sols doivent être protégés des effets de l'érosion et des techniques connues par ailleurs ont été combinées de façon originale.



#### **4.2. 2<sup>ème</sup> produit : la création de modèles et de représentations pour la prise de décisions dans l'exploitation**

Le second produit du projet est la création de modèles et de représentations à l'intention des agriculteurs pour la prise de décisions dans l'exploitation. On s'intéresse ainsi à expliquer par des modèles aussi simples que possible la distribution et le renouvellement des ressources naturelles mobilisées par l'agriculture, de façon à en rationaliser l'usage. Ainsi, le projet tente d'évaluer les biomasses forestières qui sont mobilisées dans la rotation cultures- jachères forestières caractéristique de l'agriculture itinérante sur brûlis (dénomination scientifique de l'agriculture sur abattis). L'objectif est d'introduire des méthodes innovantes de gestion de cette biomasse et d'introduction de techniques agro- forestières (cf rapport sur l'agro-foresterie de Laurent VAN REETH). Le projet tente de comprendre et de représenter la distribution des sols dans les paysages et de rendre compte de l'arborescence des contraintes qui s'opposent à leur mise en culture et de leurs potentiels de production, les risques de destruction irréversible du capital sol. On espère ainsi pouvoir conseiller les agriculteurs sur la valorisation de la couverture pédologique et les aménageurs sur le choix des zones à équiper et sur les investissements nécessaires. Le projet étudie les fluctuations des zones inondables au cours de l'année et la variation du niveau des nappes phréatiques aisément mobilisables pour l'agriculture. On espère ainsi documenter les conditions dans lesquelles seront mises en œuvre les techniques de mobilisation de l'eau pour la production agricole et également renseigner les aménageurs (cf contribution d'Alain Louis ANGE sur l'analyse du milieu physique).

Le projet tente d'expliquer les schémas d'élaboration des rendements des cultures intensifiables dans les conditions des exploitations sur abattis. L'objectif est de hiérarchiser les facteurs limitants et d'évaluer l'impact des pratiques de culture sur ces facteurs. Le projet tente d'établir des modèles relatifs aux associations de culture, à la succession des cultures dans des rotations, et plus généralement au calendrier de mise en place des peuplements végétaux cultivés. Cette démarche commence par des modèles simplifiés mobilisant essentiellement les grandes cultures. A terme, il sera important de développer des modèles explicitant le développement de la concurrence des mauvaises herbes dans les associations et les successions culturales dans les principales conditions écologiques. Il sera également important de développer des modèles simples de la gestion des stocks et des flux d'éléments fertilisants pour les cultures dans les principales associations et successions de culture et sur les grands types de milieux physiques (cf volet agronomie du rapport sur les expérimentations participatives par Alain Louis ANGE et Samuel ASSEMAT).

Le projet tente de proposer aux agriculteurs des modèles pour l'alimentation et la conduite zootechnique des petits troupeaux d'élevage fermiers. Il s'agit d'établir des relations de cause à effet entre des pratiques et des résultats avec des animaux suffisamment qualifiés (race, performances espérées). Ces modèles requièrent une qualification des ressources alimentaires et des calendriers de leur disponibilité. Une représentation minimale de la gestion de l'état sanitaire de ces troupeaux doit être tentée. La production des effluents d'élevage et leur absorption par des puits écologiquement acceptables doivent également faire l'objet d'une tentative minimale de modélisation (cf volet Zootechnie du rapport sur les expérimentations participatives par Alain Louis ANGE et Cédric Elluard).

Le projet tente d'appréhender des modèles d'accumulation de capacité de production par l'investissement en travail et par l'épargne d'une partie des résultats des chantiers de production améliorés dans les conditions des exploitations cibles. Il est beaucoup trop tôt, compte tenu de l'état des connaissances sur les modèles précédents, pour tenter des modèles de gestion de systèmes de culture et de systèmes d'élevage, ou des modèles d'exploitation afin d'aider à l'optimisation économique de ces systèmes.

Il est évident que dans la situation présente de faiblesse des connaissances sur la gestion des ressources naturelles, sur les disponibilités biologiques dans l'agriculture, sur les schémas d'élaboration du rendement des cultures et de la production des animaux, un projet de deux ans ne peut pas prétendre à autre chose qu'à des opérations de reconnaissance et de documentation pour élaborer les modèles même rudimentaires qui viennent d'être cités.

#### **4.3.3<sup>ème</sup> produit : l'identification de matériel biologique performant et d'innovations techniques dans les ateliers de production**

La production agricole et les activités de cueillette mobilisent du matériel biologique : espèces et variétés de végétaux, espèces et races animales, micro-organismes pour les fermentations et les inoculations. Les différentes communautés qui composent la population rurale de l'Ouest Guyanais ont amené avec elles des matériels biologiques et ont mobilisé des ressources génétiques locales. Certaines de ces ressources sont encore largement disponibles, d'autres sont reléguées dans des situations isolées ou ont disparu. Un travail important d'inventaire de la diversité biologique a été entrepris par plusieurs organismes. Ce travail de caractère académique n'a jamais été prolongé par des programmes de collection, de multiplication et de mise à disposition du public de cette diversité. Plusieurs opérateurs ont introduit du matériel biologique d'origine étrangère : semences de cultures annuelles, plants et boutures d'espèces fruitières, de cultures industrielles, de plantes stimulantes et d'épices, animaux d'élevage. Quelques rares opérateurs (surtout privés ou associatifs) se sont intéressés aux plantes médicinales, aux espèces agro-forestières et aux fruits sauvages. Cependant, il n'existe aucune structure formelle de conservation et de multiplication de cette diversité. L'Etat oppose aux introductions variétales ou animales l'arsenal réglementaire métropolitain, mais n'a aucun moyen pour contrôler les introductions informelles et ne s'est pas donné les moyens d'une introduction et d'une conservation raisonnée. La profession agricole n'est pas organisée sur cet objectif.

Plusieurs tentatives de création de collections variétales de plantes cultivées ont été réalisées, notamment par le CIRAD au cours des 30 dernières années (collection de manioc, de maïs, de sorgho, de soja, d'ignames, d'ananas, d'espèces fruitières). Toutes ces collections ont été perdues. Les introductions d'espèces animales n'ont jamais donné lieu à des plans de multiplication visant à conserver les qualités génétiques, à l'exception des bovins – viande encadrés par une structure spécialisée (SCEBOG). Il n'y a aucun dispositif formel d'introduction variétale et d'essais variétaux sur les cultures vivrières. Le CIRAD maintient un dispositif d'introduction variétale sur les arbres fruitiers, ainsi que des programmes sur le cacao, l'hévéa, le palmier à huile (lesquels ne sont pas connectés à des secteurs productifs de l'agriculture guyanaise). Il n'y a aucune structure pour la mise à disposition des agriculteurs des inoculants pour favoriser la fixation de l'azote, la mobilisation du phosphore, ou pour faire évoluer les composts. L'abandon du domaine régalien de l'Etat qui consiste à préserver et enrichir le patrimoine biologique de l'agriculture au secteur privé, justifié dans une société rurale organisée autour d'une économie marchande, a créé une situation hautement



préjudiciable à la progression sociale des ruraux dans l'économie des petites exploitations informelles de l'Ouest Guyanais.

Le projet a pour produit de relancer le débat de la mise à disposition des petites exploitations agricoles familiales, connectées au marché ou servant le secteur informel, de matériel vivant performant, par le rassemblement de la diversité existante, par l'introduction de matériel étranger, par la comparaison de performances et par l'établissement de pieds de cuve, de parc à bois et à graines, ou de populations de géniteurs. Ce produit du projet devrait déboucher sur la mise en place de structures et de procédures de rassemblement, d'introduction, de multiplication et de distribution prises en charges par des organisations contrôlées par les bénéficiaires et pourvues de budgets. En effet, le projet n'a pas les moyens d'assumer seul une partie importante du schéma de collection, d'introduction et de multiplication. Il doit s'appuyer sur des réseaux d'opérateurs travaillant dans le cadre d'une charte qui serve de façon durable leurs intérêts. Une collection de 24 variétés de bananes, une collection de 14 variétés de patates douces, une collection de 6 variétés d'ananas et une collection de 8 variétés de Dashines a été constituée. 6 variétés de maïs ont été mises en comparaison, ainsi que 5 variétés de haricots. On a pu isoler 4 variétés d'arachide et produire un pied de cuve de semences pour deux variétés. Deux variétés de vanille ont été collectées, ainsi que diverses plantes à épices et à parfum.(cf volet agronomie du rapport sur les expérimentations participatives par Alain Louis ANGE et Samuel ASSEMAT).

L'agriculture manuelle sur abattis ne bénéficie d'aucun programme permettant d'identifier des outils, des machines, des techniques ou des méthodes pour augmenter la productivité du travail des ruraux, soit pour la valorisation des ressources naturelles, soit pour la production végétale ou animale, soit pour la transformation des produits à la ferme. Le secteur privé qui commercialise des machines et des outils agricoles ne s'intéresse qu'à la très petite minorité d'exploitations de type commercial et bénéficiant des subventions de la Politique Agricole Commune. Pourtant, le marché potentiel de plus de 4000 familles opérant sur les abattis n'est pas négligeable, s'il est soutenu par un programme de mise à l'épreuve de matériel adapté aux besoins, de formation adossé à un système de financement adéquat. Il est frappant de constater que ce que l'Etat Français a financé à très grande échelle pendant près d'un demi siècle dans tant d'agricultures manuelles à l'étranger n'a jamais été même amorcé dans un département français. Le programme a pour produit d'identifier avec les agriculteurs des techniques culturales simples et les outils permettant de les réaliser, afin de simplifier leurs itinéraires techniques et de les rendre à la fois plus performants et plus économes en travail. Le travail d'approche réalisé est consigné dans le rapport technique d'agronomie.

Le travail sur abattis se heurte au problème de la densité de résidus forestiers sur les terres cultivées. L'éradication des souches et des racines est très coûteuse et n'est pas toujours utile si le système de culture doit alterner avec des périodes de jachère forestière pour reconstituer la fertilité du sol. Il faut donc inventer des itinéraires techniques spécifiques, et sélectionner les outils correspondants. Une attention particulière doit être portée à la conservation des sols qui sont très fragiles dans les conditions de climat très pluvieux. La petite motorisation ne sera étudiée que lorsque toutes les possibilités de préparations manuelles auront été explorées.

La maîtrise des mauvaises herbes, le contrôle des prédateurs et des maladies peut être obtenue par la combinaison de la composition des peuplements végétaux cultivés, de calendriers agricoles adaptés et de méthodes de lutte biologique et chimique. Le projet initie un travail sur la conduite des systèmes de cultures, sans perdre de vue que la génération d'innovations



performantes sur ce sujet demande du temps et des moyens. Mais il n'y a aucune raison de ne pas commencer de suite dans un domaine très important qui est quasiment vierge en Guyane.

Les techniques post récolte (séchage, décorticage, épluchage, égrenage) et la conservation des stocks dans les conditions des petites exploitations agricoles manuelles n'ont jamais fait l'objet de recherches appliquées en Guyane. La mise au point de méthodes, d'outils manuels et de petites machines, de procédures de conservation des stocks est une source potentielle considérable de valeur ajoutée. Dans ce domaine, le projet travaille essentiellement par transfert de technologies à partir des travaux remarquables réalisés dans un très grand nombre de pays sur la mécanisation d'opérations manuelles sur des petits stocks. Ce travail requiert l'importation d'outils et de machines en provenance du BRESIL et de COLOMBIE, car l'industrie française a cessé depuis longtemps de s'intéresser à ce secteur. Les problèmes relatifs à la petite motorisation sont patents dans ce domaine des techniques post récolte, comme dans le domaine afférent de la petite transformation des produits à la ferme. Alors que les entreprises qui commercialisent des matériels de transformation des produits en Guyane semblent préférer les matériels électriques ou les machines à moteur thermique à grande et moyenne capacité, il convient de s'orienter vers des petites machines à moteur thermique servant des chantiers d'un volume d'une centaine à quelques centaines de kg. Le projet ne perd pas de vue que la génération d'innovations performantes sur ce sujet demande du temps et des moyens, mais il n'y a pas de raisons de ne pas commencer de suite dans ce domaine totalement délaissé, au moins en tentant de poser correctement les bonnes questions. Une reconnaissance des problèmes est tentée dans le rapport d'agronomie. Les rapports de Florence MARMOT présentent les résultats des études conduites sur la transformation des produits. Un rapport présente l'initiation d'un atelier pour la production d'amidon de manioc, et les réalisations d'une association pour l'utilisation d'une grageuse à manioc à PROSPERITE (Alain Louis ANGE).

L'alimentation des mono- gastriques en Guyane est soit conduite avec des aliments importés dans les exploitations de type commercial, soit conduite de façon très extensive dans des petits élevage familiaux, en mobilisant les opportunités d'accès à des sous- produits locaux. Le projet travaille à l'établissement de rations alimentaires pour les volailles et pour les porcs mobilisant de façon structurée ces sous- produits afin d'optimiser la croissance des animaux et le revenu des éleveurs dans des petits élevages fermiers orientés vers des produits de qualité. Les résultats obtenus sur les poulets et sur les porcs sont consignés dans le rapport de Zootechnie, tandis que le stage de Jephther MWANZA a permis d'identifier les pratiques d'élevage des agriculteurs sur abattis.

La reconversion des effluents d'élevage en sources d'éléments fertilisants pour les cultures, en combinaison avec des produits forestiers, est un challenge important pour l'intensification et la pérenisation de petites exploitations agricoles sur abattis. Le projet travaille sur ce sujet essentiellement par transfert de technologie en veillant à mettre au point des techniques qui restent maîtrisables par une agriculture non motorisée et à modeste injection de travail. Les résultats fragmentaires obtenus sont présentés dans le volet » gestion des effluents d'élevage du rapport sur les expérimentations participatives (Alain Louis ANGE)

#### **4.4.4<sup>ème</sup> produit : l'identification des fonctions d'appui à la production agricole**

Parallèlement au travail entrepris pour générer des innovations techniques et pour rassembler du matériel vivant performant, le projet contribue à l'identification des fonctions d'appui à la production agricole des exploitations sur abattis, fonctions sans lesquelles les innovations et les outils et les machines ou les intrants nécessaires à leur mise en œuvre, et les matériels vivants performants ne peuvent être mis à disposition des ruraux et correctement utilisés par les ruraux. Ce travail doit être une œuvre collective de l'Administration, des structures de formation du secteur rural, de la profession agricole et du secteur privé servant l'agriculture. Le projet se limite à une contribution à l'identification des besoins et à la formulation de méthodes et d'organisations (rapport sur l'appui à l'agriculture– Alain Louis ANGE).

Pour cette première phase, le projet a concentré sa réflexion sur la production et la diffusion de matériel végétal de qualité pour l'agriculture sur abattis et sur la sélection et la reproduction de porcs pour des petits élevages fermiers. Un travail est également initié sur la production de provende pour l'élevage de mono- gastriques avec les produits locaux de l'Ouest.

#### ***4.5.5<sup>ème</sup> produit : la création de modèles et de représentations pour la prise de décision par les décideurs du développement régional***

L'aménagement du territoire rural dans l'Ouest de la Guyane est encore très sommaire, et la très faible densité des populations est une des raisons de cet état de fait. Cependant, faute d'une politique qui anticipe les mouvements massifs de migration rurale en zone à densité de population très faible (mouvements qu'aucun gouvernement non dictatorial au monde n'a jamais réussi à infléchir en Afrique, en Amérique du Sud ou en Asie), l'Administration et les Collectivités Territoriales se sont laissées progressivement déborder par l'occupation sauvage des terres par les populations rurales. L'état n'a jamais développé de plan de colonisation dans lesquels les migrants viendraient s'insérer, avec un minimum d'infrastructures de base (pistes, aires protégées, accès aux eaux de surface et structures d'hydraulique rurale), ce qui permettrait éventuellement de les empêcher de s'installer n'importe où. Il n'y a aucun système de coercition qui déloge les migrants d'espaces dans lesquels ils n'ont pas à s'installer, puisque aucune autre alternative n'est proposable. Il est intéressant de confronter l'autoritarisme qui au cours du Plan Vert a conduit à défricher brutalement des milliers d'ha pour y placer des colons sur de grandes exploitations de type métropolitaines ou de type ranch Sud Américain à grand renfort de fonds publics, et l'immobilisme en matière d'installation de petites exploitations familiales traditionnelles.

Les communes tentent de créer des lotissements agricoles sur les terres qui leur sont octroyées par les domaines. Elles n'ont pas les moyens juridiques de céder ces terres à une population qui n'a pas le statut d'agriculteur et parfois ne dispose que de titre précaire de séjour, même après plus de quinze ans de présence sur le département. Elles n'ont pas les moyens de s'opposer aux spéculateurs fonciers qui s'emparent de ces terres viabilisées pour l'agriculture avec des fonds publics pour en faire des zones de résidence. Ces administrations locales n'ont aucun moyen pour expulser les occupants sans titre des terres communales ou du domaine privé de l'état, qui ont souvent bâti leurs habitations sans permis, mais ces administrations sont dans l'incapacité d'organiser les services auxquels tout citoyen a droit (accès au réseau routier, accès à l'eau potable, gestion des eaux usées) dans un système d'occupation anarchique des terres. Les plus pauvres sont ainsi exclus des droits élémentaires aux réseaux qui sont des conditions indispensables à leur insertion économique et sociale.



Culturellement, la population rurale préfère une occupation lâche de l'espace qui préserve la capacité de faire tourner l'aire cultivée sur un large espace de jachères forestières, qui permet l'accès aux produits de la chasse et de la cueillette, et une organisation de l'aire aménagée par la famille qui donne accès aux eaux de surface pour les besoins domestiques et permet une surveillance aisée des productions contre les larcins si fréquents. Les administrations centrales et locales raisonnent en terme de concentration de réseaux et planifient la création autoritaire de villages avec un domaine bâti séparé du domaine exploité. Il n'y a pas d'exemple au monde de paysages ruraux qui n'aient pas été d'abord conçus et façonnés par les populations rurales qui y vivent. Le rôle de l'Administration est d'accompagner l'initiative privée de façon à ce que le droit de chacun ne s'oppose pas au droit des autres. L'alibi technique de l'aménagement imposé ne porte pas des solutions viables à la colonisation de l'espace rural.

Dans ce contexte, le projet n'a pas d'autre rôle que d'informer les décideurs sur des alternatives d'aménagement local qui sont mieux adaptées aux stratégies d'accès et d'utilisation des ressources naturelles des ruraux. Les décisions appartiennent aux élus locaux. En documentant la relativité de la valeur agricole de différents types de sols, de modelés, en informant les décideurs sur les précautions élémentaires à prendre pour préserver les ressources en eau et en sol lors des aménagements, le projet peut contribuer à optimiser le choix des sites à aménager et l'organisation du plan des aménagements, le choix des méthodes d'aménagement. En documentant les besoins d'accès à de la surface à exploiter, à des peuplements forestiers, aux eaux de surface et aux eaux souterraines peu profondes, le projet peut aider l'aménagiste à raisonner des lotissements qui permettent un développement économique acceptable des exploitations agricoles familiales. En faisant la démonstrations de méthodes traditionnelles, rustiques et adaptées aux groupes sociaux à faibles revenus pour la mobilisation de l'eau pour l'agriculture, ou à la maîtrise des inondations en zone humide, le projet peut aider les décideurs à percevoir des alternatives techniques aux concepts de base des aménagements de zones rurales. Enfin, le projet peut contribuer à rendre lisible par les décideurs les attentes et les stratégies des différents groupes sociaux en matière d'organisation de l'espace rural et d'accès aux ressources naturelles et aux réseaux (cf rapport sur les concepts proposés pour l'aménagement des lotissements agricoles à destination des agriculteurs sur abattis – Alain Louis ANGE).

#### **4.6. Liste des documents publiés par le projet**

La liste des documents préparés par le projet est la suivante :

##### **Documents publiés :**

1. Etude Socio-économique du village d'IWA- Rapport de stage de 1<sup>ère</sup> année ENSA- Gabriel NOGUE- Juillet 1999- CIRAD-ENSA
2. Connaissance et perspectives d'avenir d'une communauté amérindienne dans l'Ouest Guyane. Cas du village de PROSPERITE- Mémoire de fin d'études ENSA Rennes – Chloé CIBULKA - Sept 1999 – CIRAD- ENSA Rennes
3. Les pratiques d'élevage dans l'Ouest Guyanais- Rapport de stage CNEARC- Jephther MWANZA- Nov 1999- CIRAD- CNEARC
4. Un réseau collectif d'irrigation chez les HMONGs de Javouhey. Mémoire de diplôme ITARC- Antoine MICHARD, Oct 1999- CIRAD/ ITARC
5. Etude socio-économique d'une communauté BUSHINENGUE de l'Ouest Guyanais. Cas de la communauté DJUKA de CHARVEIN – Mémoire ISAB- Cédric ELLUARD- Dec 1999 – CIRAD/ ISAB



6. Les produits agricoles transformés de l'Ouest Guyanais- Mémoire ENSIA- SIARC de Montpellier- Florence MARMOT- Sept 2000- CIRAD/ ENSIA
7. Etude des systèmes de production des populations immigrées dans la commune de MANA. Le cas des immigrés installés sur le CD8- Mémoire de diplôme DAT CNEARC- Alladoumngar MOGUENARA- Oct 2000- CIRAD/ CNEARC
8. La commercialisation des produits d'abattis dans l'Ouest Guyanais- Thèse de Master of Sciences : Développement Agricole Tropical. ESAT- Linda RAKOTOVAO- Janvier 2001- CIRAD/ ESAT
9. Projet de valorisation de la pégasse (tourbe) sur les Sables Blancs. Rapport final- Convention CIRAD/ POU D'Agouti- Sept 2000
10. Mission d'expertise de malherbologie- Pascal MARNOTTE- Juin 1999- CIRAD/.CA
11. Mission d'expertise Sociologie et foncier- Michel PESLAY- Sept 1999- CIRAD/ TERA
12. Mission d'appui machinisme agricole- Michel RIVIER – Nov 2000- CIRAD/ AMIS
13. Mission d'appui BANANES ANANAS- Thierry LESCOT- Nov 2000- CIRAD/ FHLOR
14. Propositions pour le développement de l'agroforesterie dans l'Ouest Guyanais- Laurent VAN REETH- ONF, Mai 2001- CIRAD/ ONF
15. Transformation des peuplements forestiers en surfaces agricoles pour des petites exploitations faiblement mécanisées à BASSIN MINE d'OR- Martine BAYARD- Pou d'Agouti- Mai 2001- CIRAD/ Pou d'AGOUTI
16. Rapport d'activité sur la transformation des produits agricoles dans le projet Recherche Action- Florence MARMOT- Juillet 2001- CIRAD/ TERA

Sous presse :

1. Rapport technique sur les expérimentations participatives, volet agronomie – Alain Louis ANGE et Samuel ASSEMAT- CIRAD/ TERA
2. Rapport Technique sur les expérimentations participatives, volet zootechnie – Alain Louis ANGE et Cédric ELLUARD- CIRAD/ TERA
3. Rapport sur l'Analyse du milieu Physique et la conservation des sols et des eaux- Alain Louis ANGE et Samuel ASSEMAT- CIRAD/ TERA
4. Rapport sur l'appui à l'agriculture- Alain Louis ANGE- CIRAD/ TERA
5. RAPPORT sur les concepts proposés pour l'aménagement de lotissements agricoles à destination des agriculteurs sur abattis- Alain Louis ANGE- CIRAD/ TERA

#### **4.7. La cession des investissements aux agriculteurs partenaires**

En fin de cette première phase du projet, toutes les installations et tous les aménagements qui ont été réalisés avec la participation des agriculteurs et chez les agriculteurs, ainsi que l'ensemble des animaux et des variétés rassemblés grâce aux efforts conjoints du projet et des agriculteurs ont été officiellement remis aux agriculteurs en présence des président des associations locales auxquels ils participent. Cette remise a fait l'objet d'un procès verbal par l'Huissier de Justice de la Gendarmerie de MANA qui a été remis à Monsieur le Sous Préfet de Saint Laurent du Maroni et à Monsieur le Président de la CCOG en leur qualité de Présidents du Comité de Pilotage du projet, ainsi qu'au Directeur de l'Agriculture et de la Forêt, en temps que responsable du service instructeur.

## 5. Conclusion

Le projet de Recherche Action est un projet de Recherche. Il n'a pas de fonction d'action directe sur le développement. En travaillant en participation directe avec les agriculteurs, il teste des aménagements, des façons de faire, des équipements, des outils, des machines, du matériel vivant, afin de documenter les potentiels de changement. Il analyse la réponse des différents groupes sociaux à ces innovations, et prend en compte leurs choix. Il teste des petites organisations locales de ruraux nécessaires à la mise en œuvre de techniques et de procédés innovants ou à la réalisation de services aux ruraux. Ainsi l'analyse des stratégies de développement économique des différentes strates de la population rurale est conduite par la provocation au changement et non par la méthode contemplative et analytique classique.

Sortant de la discrétion de stations de recherche, ce type de programme met en œuvre des innovations (investissements et méthodes) qui sont mises à l'épreuve des attitudes culturelles et des pratiques de l'ensemble des opérateurs du monde rural : agriculteurs, entrepreneurs, organisations professionnelles agricoles, administrations. Ces réalisations ont pour seul objectif de contribuer au débat pour résoudre ces questions, en enrichissant la capacité d'action des opérateurs par la mise à disposition de solutions alternatives. L'échec ou le refus d'adoption d'une innovation est tout aussi porteur d'information que le succès et l'appropriation si le programme de recherche prend les moyens d'en identifier les raisons. Ce type de programme prend le risque d'échecs et de succès, parce qu'il vaut mieux que la Recherche assure ce type de risque plutôt que le développement.

L'expérience montre que le choix du changement revient en général aux ruraux plutôt qu'aux appareils et aux institutions. Le projet privilégie le dialogue avec les ruraux, sans pour autant négliger les relations indispensables avec les institutions, ce qui peut créer des difficultés d'appréciation chez certains partenaires. Ce type de programme de recherche repose sur le parti pris selon lequel le mouvement est plus porteur de changement que les rapports institutionnels, et que les ruraux sont les opérateurs du changement technique. En provoquant à titre expérimental le changement (à l'échelle de l'exploitation ou de l'association locale d'agriculteur), ce type de projet peut générer de nouvelles formes de demandes par les ruraux, ou des demandes différentes de celles relayées par les institutions. Cependant, l'aide à la formulation de la demande des ruraux est une des fonctions basiques de la recherche agricole, le projet est à ce titre un opérateur parmi les autres pour l'identification de cette demande. Il n'appartient pas au projet d'organiser le soutien au changement technique dans les exploitations.

Les enquêtes réalisées sur les cinq sites d'action prioritaire du projet et alentour, et les analyses des marchés et du milieu physique ont permis de dégager des axes de travail pour la deuxième partie du projet. Les actions ont été orientées vers la démonstration et vers la comparaison participative de techniques simples mobilisant une quantité modérée de travail dans le cadre d'une agriculture manuelle, utilisant modérément les intrants coûteux, et valorisant les ressources locales. L'élevage fermier, travaillant avec de petits effectifs pour des produits à forte typicité, est un des axes importants du programme d'innovations. Il nécessite la création de petits bâtiments et le projet a fait des propositions techniques à ce sujet. Il s'intéresse aussi particulièrement à l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, qui doit permettre une meilleure valorisation des ressources locales et du travail. Le projet s'est intéressé à la transformation primaire de quelques produits à la ferme afin d'accroître la valeur ajoutée des produits pour les familles. Faciliter la commercialisation des produits n'était pas dans le programme de cette première phase de recherche participative. Les travaux

ont permis d'identifier des potentiels pour l'organisation locale des ruraux et d'avoir un premier aperçu du contenu possible d'une politique publique d'intervention pour faire évoluer la situation des familles rurales vivant sur abattis.

Bien que les ressources naturelles mobilisables par la cueillette soient encore relativement abondantes, la raréfaction de ces ressources, parfois exploitées de façon minière commence à se faire sentir et va rapidement s'aggraver avec l'augmentation prévue de la population. Il convient de commencer à développer certains produits traditionnellement obtenus par la cueillette, et en particulier les fruits des palmiers. Du même coup, les amandes de ces palmiers, riches en matières grasses, devraient être utilisées alors que présentement elles sont négligées (savons, parfums, alimentation du bétail). On peut également penser à développer pour le moyen terme l'élevage de certains animaux sauvages (agoutis, pak, cochon bois, tortues) et des poissons locaux avec des produits locaux pour compléter le produit de la chasse et à destination des restaurants.

## **6. Propositions pour une deuxième phase du programme de Recherche Action**

En Juillet 2001, après avoir présenté la proposition en Comité de Pilotage, une demande de Subvention a été déposée par le CIRAD auprès de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane pour une deuxième Phase de 15 mois du projet Recherche Action (Septembre 2001 à Décembre 2002), comprenant un financement du CIRAD de 1, 040 millions de F et une subvention du FEOGA de 3, 120 millions de F.





## **VI- Conclusions**

### **VI.1- Les sols**

Suite à ces premières observations il apparaît que très approximativement 200 ha parmi les sols prospectés seraient favorables à la réalisation du projet, ce qui représente moins de 1/4 des superficies visitées.

Les précisions de surface et les contours des aires envisagées pour les cultures ne peuvent être réalisées que lors d'une cartographie des sols à une échelle assez importante et sur fond de carte topographique pour les terrains non planifiés.

Des compléments d'informations seront apportés suite aux analyses des échantillons réalisés sur les profils.

On peut toutefois déjà lister les contraintes essentielles liées au type de sol qui devront être gérées par l'adaptation des itinéraires techniques :

- Gestion de l'eau dans les sols
- Risque de battance et d'érosion
- pauvreté en matière organique
- stabilité de la structure et risques de tassements
- risque d'alcalinisation

### **VI.2- Remarque complémentaire sur le climat et les cultures prévues**

Il nous a été possible au cours de cette mission de visiter quelques plantations de la zone concernant les cultures envisagées (banane, tomate, piment, mangue...) Qui pour ces cultures confirment la faisabilité du projet.

Les données disponibles sur le climat sont très partielles, il sera donc nécessaire de prendre directement contact avec la cellule météorologique de Rosso et probablement d'installer sur les Grands Domaines une petite station minimale (températures, évaporation Classe A et pluviométrie).

Toutefois, les données disponibles et l'expérience acquise sur les différentes plantes proposées montrent qu'il ne devrait pas y avoir d'obstacle climatique à leur culture sous réserve de choix de variétés convenables (y compris pour la Grenadille).

Pour l'ensemble des cultures qui n'existent pas dans la zone (papaye, grenadille...) il sera toutefois indispensable de considérer les premières implantations comme des essais qui devront permettre de valider la faisabilité de rendements compatibles avec la culture industrielle : risque de présence de pathogènes ou parasites spécifiques à la zone ; nécessité de la présence de pollinisateurs efficaces pour certaines espèces.... La connaissance des expériences déjà réalisées localement est essentielle pour estimer ce type de contraintes.